



Panorama de l'environnement 2013

LES INDICATEURS DE L'OCDE



Panorama de l'environnement 2013

LES INDICATEURS DE L'OCDE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2014), *Panorama de l'environnement 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264221802-fr>

ISBN 978-92-64-18578-4 (imprimé)

ISBN 978-92-64-22180-2 (PDF)

ISBN 978-92-64-18580-7 (HTML)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Panorios.

Chapter 1: © Stefan Körber/Fotolia.com.

Chapter 2: © Inmagine LTD/Don Hammond/Design Pics.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2014

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@efcopies.com.

Table des matières

Résumé	7
Cadre des travaux de l'OCDE sur les données et indicateurs de l'environnement ...	11
Guide du lecteur	13
Chapitre 1. Tendances environnementales	19
Émissions de gaz à effet de serre (GES)	20
Émissions de dioxyde de carbone (CO ₂)	24
Émissions d'oxydes de soufre (SO _x) et d'oxydes d'azote (NO _x)	28
Émissions de particules et exposition de la population	32
Utilisation des ressources en eau douce	34
Tarification de l'approvisionnement public en eau	38
Traitement des eaux usées	40
Diversité biologique	42
Utilisation des ressources forestières	46
Utilisation des ressources halieutiques	48
Déchets municipaux	50
Déchets industriels et dangereux	54
Utilisation des ressources en matières	56
Chapitre 2. Tendances sectorielles ayant une importance pour l'environnement ...	59
Intensité et mix énergétiques	60
Prix et fiscalité de l'énergie	64
Trafic, véhicules et réseaux routiers	68
Prix des carburants routiers	72
Bilans nutritifs en agriculture	74
PIB, population et consommation	76
Annexe A. Autres évolutions intervenues à l'échelle de l'OCDE et dans les pays membres	81
Annexe B. Informations complémentaires et notes par pays	93

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/ocedlibrary>



<http://www.oecd.org/ocddirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Préface

Ce rapport de la série « Panorama » de l'OCDE dresse un état des lieux de la situation dans plusieurs domaines clés de l'action publique sur la base de données et d'indicateurs. S'il n'a pas vocation à évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre les grands problèmes d'environnement, une conclusion s'impose à sa lecture : on note certes des avancées dans la lutte contre les pressions qui pèsent sur l'environnement dans les pays de l'OCDE, mais ces pressions continuent d'augmenter. Il faut des politiques plus efficaces, mais aussi de meilleurs indicateurs pour fixer des objectifs et mesurer leur réalisation.

Depuis le début des années 90, l'OCDE joue un rôle de premier plan dans les efforts internationaux de construction d'indicateurs environnementaux. Elle a publié les premiers ensembles internationaux d'indicateurs de ce domaine, dont le Corps central d'indicateurs de l'environnement de l'OCDE, dans lequel le présent rapport puise largement. Ces dernières années, l'OCDE a continué de développer et d'affiner ses indicateurs. Certains de ces indicateurs aident à prendre en compte les questions d'environnement dans les politiques sectorielles – énergie, transports, agriculture... – ou mesurent le découplage entre pressions environnementales et croissance économique. Tout récemment, l'OCDE a défini un ensemble d'indicateurs pour suivre les progrès sur la voie d'une croissance verte.

Les différents ensembles d'indicateurs sont utilisés dans les examens environnementaux et les études économiques par pays, ainsi que dans d'autres travaux d'analyse des politiques de l'OCDE.

Le rapport a été préparé par le Secrétariat de l'OCDE, dans le cadre du Groupe de travail sur l'information environnementale. Son élaboration et la compilation des données n'auraient pas été possibles sans le concours qu'ont apporté de nombreuses personnes dans les pays membres. Le rapport est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.



Simon Upton

Directeur, Direction de l'environnement de l'OCDE

Résumé

Les modes de vie du XXI^e siècle et l'augmentation de la population mondiale exercent des pressions sur des ressources environnementales essentielles, dont l'air, l'eau et les sols, ainsi que sur les espèces animales et végétales dont elles permettent la vie. Est-ce que nous réussissons à rompre le lien entre croissance économique et dégradation de l'environnement ? Le bilan est mitigé. Il y a des progrès dans des domaines clés comme la pollution atmosphérique, les transports, l'énergie, l'eau et la biodiversité, mais ils ne sont pas suffisants pour sauvegarder durablement nos ressources naturelles.

Les pressions exercées sur l'environnement continuent d'augmenter, mais depuis les années 90, elles progressent généralement à un rythme inférieur à celui de la croissance économique dans les pays de l'OCDE : c'est ce qu'on appelle un découplage relatif.

L'intensité énergétique – c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB – a baissé au cours des deux dernières décennies dans les pays de l'OCDE. La part du gaz dans le mix énergétique a augmenté, mais les approvisionnements énergétiques restent dans l'ensemble dominés par les autres combustibles fossiles. La part des énergies renouvelables est restée relativement stable dans la zone OCDE, à environ 9 % des approvisionnements, avec cependant une légère hausse ces dernières années. Plusieurs facteurs sous-tendent la baisse de l'intensité énergétique, dont les évolutions structurelles au sein de l'économie, les mesures en faveur des économies d'énergie et de l'environnement, le progrès technique et, dans le cas de certains pays, la délocalisation à l'étranger de certaines productions grosses consommatrices d'énergie et de ressources.

Les progrès en termes de réduction de la consommation d'énergie par habitant sont beaucoup plus lents, ce qui s'explique en partie par la hausse de 17 % de la demande d'énergie pour les transports. Ceux-ci restent dominés par les **transports routiers**, d'où un accroissement de la consommation de carburants et de la construction de routes qui se répercute sur la santé humaine et la nature. Les pays ont pris des mesures pour promouvoir des véhicules plus propres, mais leur effet a été largement compensé par la progression du parc automobile et de l'utilisation des véhicules. Les activités de transport restent globalement couplées à la croissance économique, et la circulation routière augmente même plus vite que le PIB dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE.

L'intensité matérielle – c'est-à-dire la quantité de ressources en matières nécessaires pour produire une unité de PIB – est également en baisse depuis 1990. La zone OCDE a connu un découplage relatif entre l'utilisation de matières et la croissance économique. Cela tient en partie à l'essor du secteur des services et à la crise économique, et en partie à la hausse des importations et à la délocalisation à l'étranger de productions qui consomment beaucoup de ressources.

La production agricole dans la zone OCDE a progressé moins vite entre 2000 et 2010 qu'au cours des années 90. Parallèlement, toute une série de pressions environnementales liées à l'agriculture ont diminué : émissions de gaz à effet de serre (GES), consommation d'eau et d'engrais et excédents d'éléments nutritifs (avec transfert potentiel de minéraux dans les sols, l'eau et l'air). La baisse du niveau du soutien agricole, et en particulier des types de soutien les plus dommageables pour l'environnement, a joué un rôle important dans ces améliorations.

Dans l'ensemble, il convient de redoubler d'efforts afin de passer d'un découplage relatif à un découplage absolu, ce qui serait une évolution décisive pour faire reculer les atteintes à l'environnement, de protéger le stock de ressources naturelles et d'améliorer la qualité de vie environnementale des populations.

Principales constatations

- Les **émissions de gaz à effet de serre (GES)** restent globalement orientées à la hausse dans le monde. Le CO₂ est prédominant parmi les GES et demeure le principal déterminant de la tendance générale. Depuis 1990, les **émissions de dioxyde de carbone (CO₂) liées à l'énergie** ont progressé plus lentement dans la zone OCDE qu'au niveau mondial. Aujourd'hui, les pays de l'OCDE sont à l'origine de moins de la moitié des émissions mondiales de GES, mais ils affichent toujours des émissions de CO₂ par habitant nettement plus élevées : 10 tonnes par habitant contre 4 tonnes par habitant dans la plupart des autres régions. Beaucoup de pays de l'OCDE ont découplé leurs émissions de CO₂ du PIB, même s'il s'agit pour l'instant d'un découplage faible et si les émissions continuent de progresser dans de nombreux pays.
- Les émissions **d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)** ont notablement baissé depuis 1990 dans la zone OCDE (de 69 % et 36 %, respectivement). Il y a eu un découplage fort entre les émissions de SO_x et le PIB dans quasiment tous les pays de l'OCDE, et entre les émissions de NO_x et le PIB dans deux tiers d'entre eux. Dans quelques-uns, les émissions de NO_x ont en revanche continué d'augmenter au rythme de la croissance du PIB et de l'accroissement ininterrompu de la circulation routière. L'ozone troposphérique, les concentrations de NO₂, les particules fines et les polluants atmosphériques toxiques continuent d'avoir des effets dommageables sur la santé humaine, en particulier dans les zones urbaines.
- Les **prélèvements d'eau douce** sont restés généralement stables depuis les années 90 dans la zone OCDE, malgré la sollicitation accrue de toute une série de sources. Cela s'explique par l'utilisation plus efficace de la ressource et les politiques de tarification améliorées, mais aussi par un recours accru à des sources de substitution, dont la réutilisation et le dessalement de l'eau. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, on a constaté un découplage relatif entre les prélèvements d'eau et la croissance du PIB, mais les résultats obtenus varient d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays.
- Les **infrastructures de traitement des eaux usées** ont été largement développées : la proportion des habitants de la zone OCDE raccordés à une station d'épuration municipale est passée d'environ 60 % au début des années 90 à près de 80 % en 2010. Dans certains pays, pour que le traitement des eaux usées continue de gagner du terrain, le défi consistera notamment à trouver d'autres moyens de desservir les lotissements isolés ou de petite taille. Beaucoup de pays sont confrontés à une hausse des coûts car

ils doivent entretenir et moderniser leurs réseaux de distribution et d'assainissement vieillissants.

- La **superficie des zones protégées** a augmenté dans quasiment tous les pays de l'OCDE pour atteindre environ 11 % du territoire global. Cependant, ces zones ne sont pas toujours représentatives de la biodiversité nationale, ni suffisamment bien reliées entre elles. Les menaces pesant sur la **biodiversité**, en particulier celles dues aux changements d'affectation des terres et à la mise en place d'infrastructures, vont en s'amplifiant ; beaucoup d'écosystèmes naturels ont subi des dégradations et de nombreuses **espèces animales et végétales** sont en danger dans les pays de l'OCDE. Les menaces sont particulièrement fortes dans les pays densément peuplés.
- La **superficie des forêts** est demeurée relativement stable dans la zone OCDE, autour de 30 % des terres émergées. La plupart des pays de l'OCDE se caractérisent globalement par une utilisation durable des ressources forestières en termes quantitatifs. Il existe toutefois d'importantes variations au niveau infranational et de nombreuses forêts sont menacées pour cause de dégradation, de morcellement et de changement d'affectation des sols. La demande accrue de bois induite par les objectifs en matière d'énergies renouvelables joue un rôle de plus en plus important dans l'exploitation commerciale des forêts.
- La production de **déchets municipaux** a augmenté de 19 % dans la zone OCDE au cours des années 90, mais cette progression a ralenti au début des années 2000. Aujourd'hui, chaque habitant de la zone OCDE produit en moyenne 530 kg de déchets par an, soit 30 kg de plus qu'en 1990 mais 30 kg de moins qu'en 2000. De plus en plus de déchets produits dans les pays de l'OCDE échappent à l'enfouissement et à l'incinération pour être réinjectés dans l'économie grâce au recyclage. La mise en décharge n'en reste pas moins le mode d'élimination dominant dans beaucoup de pays de l'OCDE.

Cadre des travaux de l'OCDE sur les données et indicateurs de l'environnement

Ce rapport, *Panorama de l'environnement*, présente un certain nombre d'indicateurs environnementaux. Il montre les progrès réalisés par les pays de l'OCDE depuis les années 90 dans le traitement d'une série de grands enjeux environnementaux, dont la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et la protection de la biodiversité et d'autres actifs naturels.

Les indicateurs présentés ici sont ceux qui sont utilisés régulièrement dans les travaux de l'OCDE et disponibles pour une majorité de pays de l'OCDE.

Depuis plus de trente ans, l'OCDE produit des données et des ensembles d'indicateurs sur l'environnement harmonisés au niveau international, et aide les pays à améliorer leurs systèmes d'information sur l'environnement. Ses travaux visent principalement à :

- mesurer les progrès et les performances dans le domaine de l'environnement ;
- suivre et promouvoir l'intégration des politiques, en particulier la prise en compte des préoccupations environnementales dans les politiques sectorielles (transports, énergie, agriculture...) et dans les politiques économiques plus généralement ;
- aider à suivre les progrès accomplis sur la voie d'un développement durable et d'une croissance verte, en mesurant jusqu'à quel point les pressions exercées sur l'environnement sont découplées de la croissance économique.

Les postulats de base des travaux de l'OCDE sur les indicateurs sont les suivants :

- Il n'y a pas d'ensemble unique d'indicateurs ; un ensemble donné est approprié ou non selon l'usage que l'on veut en faire.
- Les indicateurs ne sont qu'un outil parmi d'autres, et il faut généralement les mettre en relation avec d'autres données pour pouvoir en tirer des conclusions valables.
- Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE constituent des ensembles relativement restreints définis dans l'optique d'une utilisation au niveau international. Pour l'analyse des enjeux au niveau national, il convient de les compléter par des indicateurs nationaux.

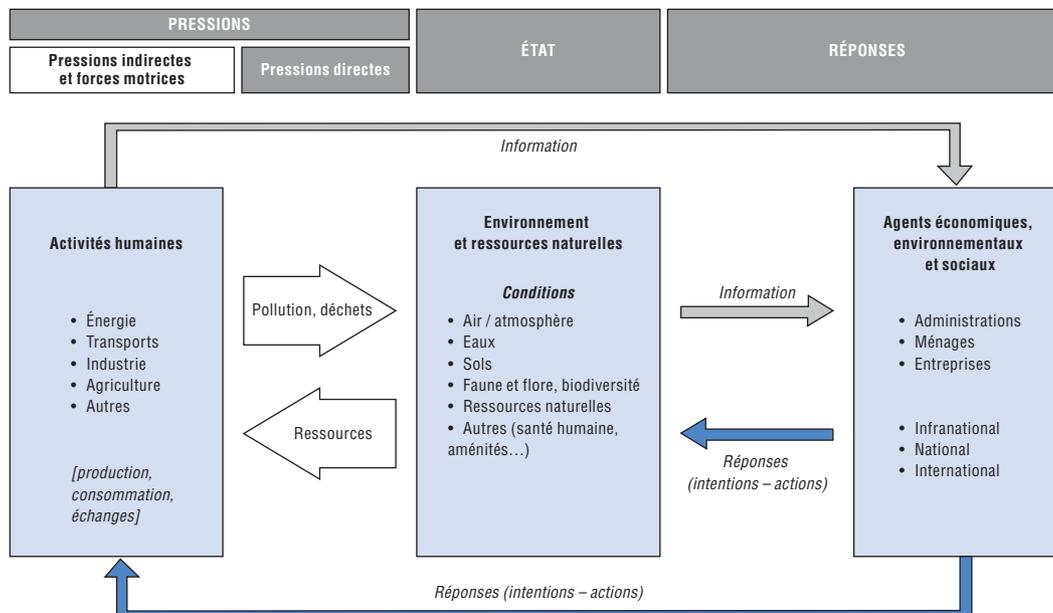
Afin de mener à bien ce programme, les pays membres de l'OCDE se sont mis d'accord pour :

- adopter le modèle pression-état-réponse (PER) comme cadre de référence commun ;
- identifier les indicateurs sur la base de leur utilité pour l'action, de leur pertinence analytique et de leur mesurabilité ;
- utiliser l'approche de l'OCDE en l'adaptant à leur situation nationale.

L'élaboration d'indicateurs environnementaux dans le cadre de l'OCDE est basée sur l'expérience pratique des pays membres. Elle bénéficie d'un soutien fort de la part de ces

derniers et de leurs représentants auprès du Groupe de travail de l'OCDE sur l'information environnementale. Les travaux de l'OCDE profitent également de l'étroite coopération établie avec d'autres organisations internationales, en particulier la Division de statistique des Nations Unies (DSNU) et les bureaux régionaux des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et l'Union européenne (notamment Eurostat et l'Agence européenne pour l'environnement), ainsi qu'avec des instituts internationaux.

Le modèle pression-état-réponse de l'OCDE



Guide du lecteur

Les indicateurs présentés dans ce rapport reposent sur des données communiquées régulièrement par les autorités des pays membres dans le cadre d'un questionnaire de l'OCDE, ainsi que sur des données disponibles auprès d'autres sources internes à l'OCDE ou internationales. Certains ont été mis à jour sur la base des informations internationales disponibles en avril 2013 et des commentaires reçus des délégués nationaux jusqu'en février 2013. Cependant, compte tenu des délais de production des données environnementales dans la plupart des pays, les données les plus récentes pour bon nombre de paramètres examinés dans ce rapport portent sur 2010.

Comparabilité et interprétation

Chaque section de ce rapport consacrée à un indicateur particulier s'ouvre sur un court descriptif indiquant ce qui est mesuré et pourquoi. Il est suivi d'explications sur le concept et les définitions qui sous-tendent l'indicateur, puis d'un exposé sommaire sur les principales évolutions observées. Un paragraphe fait ensuite le point sur la comparabilité, et met en exergue les situations où la prudence est de mise lorsqu'on compare des indicateurs entre différents pays ou différentes années. Les questions intéressant plusieurs domaines thématiques sont abordées ci-après. Enfin, deux annexes proposent des informations complémentaires et des notes par pays.

Les indicateurs exposés ici ne présentent pas tous le même intérêt pour tous les pays et doivent être interprétés en tenant compte du contexte dans lequel ils ont été produits. Il importe de garder à l'esprit qu'une moyenne nationale peut masquer d'importantes variations à l'intérieur du pays. En outre, il ne faut pas perdre de vue les aspects suivants lorsqu'on procède à des comparaisons internationales :

- Les définitions et les méthodes de mesure varient selon les pays, de sorte que les comparaisons entre pays peuvent ne pas porter sur les mêmes choses.
- Les sources de données et les méthodes de mesure sur lesquelles reposent les indicateurs comportent une part d'incertitude. Les écarts entre les indicateurs de différents pays ne sont donc pas toujours statistiquement significatifs, et lorsque plusieurs pays affichent des valeurs relativement proches, leur classement ne reflète pas toujours fidèlement la réalité.

La normalisation des indicateurs n'est pas effectuée selon une approche unique ; différents dénominateurs sont utilisés en parallèle pour équilibrer le message. Beaucoup d'indicateurs présentés dans cette publication sont exprimés par habitant ou par unité de PIB :

- Les estimations relatives à la population reposent sur la notion de résidence telle qu'elle est définie dans le SCN : concrètement, la population comprend les personnes qui résident dans un pays pendant un an ou plus, quelle que soit leur nationalité. Les

données se rapportent généralement aux estimations en milieu d'année et proviennent des statistiques annuelles sur la population active de l'OCDE : OCDE (2012), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés », *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00286-fr>.

- Les valeurs du PIB sont exprimées en USD, aux prix et parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2005. Les PPA sont les taux de conversion des monnaies auxquels les pouvoirs d'achat des différentes monnaies sont égaux ; elles éliminent donc les différences de niveaux de prix entre les pays. Lorsque des dépenses entrant dans le calcul du PIB de différents pays sont converties dans une monnaie commune à l'aide des PPA, elles sont en fait exprimées à l'aide du même ensemble de prix, de sorte que les écarts entre pays ne reflètent que des différences des volumes de biens et de services achetés.
- Les données relatives aux pays de l'OCDE proviennent des *Perspectives économiques de l'OCDE* (OCDE, 2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 », *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00606-fr> ; et des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données). Les données relatives aux BRIICS proviennent de la Banque mondiale (Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, Washington).

Données en ligne

Une base de données et d'indicateurs environnementaux contenant des séries chronologiques plus longues que dans la présente publication est consultable en ligne : <http://stats.oecd.org/Index.aspx>. Voici la liste des ensembles de données disponibles :

- Émissions de gaz à effet de serre : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr>.
- Émissions de polluants de l'air : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00598-fr>.
- Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie : <http://dx.doi.org/10.1787/co2-table-2012-1-fr>.
- Espèces menacées : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00605-fr>.
- Ressources forestières : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00600-fr>.
- Déchets municipaux : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00601-fr>.
- Prélèvements d'eau douce : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00602-fr>.
- Ressources en eau douce : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00603-fr>.
- Traitement des eaux usées : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00604-fr>.

Site Internet

Statistiques et indicateurs de l'OCDE sur l'environnement : www.oecd.org/env/indicateurs.

Pour en savoir plus

La plupart des sections proposent des références aux lecteurs qui souhaitent en savoir plus.

On trouvera des informations complémentaires concernant l'ensemble des sections dans les ouvrages suivants :

- OCDE (2014), *Green Growth Indicators*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202030-en>.

- OCDE (2013), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Economie, environnement et société*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2013-fr>.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.
- OCDE (2012), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Conventions et abréviations

Symboles

Les symboles suivants sont utilisés dans les graphiques et les tableaux :

.. : non disponible.

0 : nul ou négligeable.

. : point décimal.

x : sans objet.

Regroupements de pays

OCDE Europe	Tous les pays européens de l'OCDE : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie ¹ , Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie ¹ , Suède, Suisse et Turquie.
OCDE	Les pays de l'OCDE Europe plus l'Australie, le Canada, le Chili ¹ , la Corée, les États-Unis, Israël ¹ , le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.
BRIICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud.

Les regroupements de pays peuvent comprendre des estimations du Secrétariat.

1. Le Chili est membre de l'OCDE depuis le 7 mai 2010, la Slovaquie depuis le 21 juillet 2010, l'Estonie depuis le 9 décembre 2010 et Israël depuis le 7 septembre 2010.

Codes pays

AUS	Australie	FRA	France	NLD	Pays-Bas
AUT	Autriche	GBR	Royaume-Uni	NZL	Nouvelle-Zélande
BEL	Belgique	GRC	Grèce	NOR	Norvège
CAN	Canada	HUN	Hongrie	POL	Pologne
CHE	Suisse	ISL	Islande	PRT	Portugal
CHL	Chili	IRL	Irlande	SVK	République slovaque
CZE	République tchèque	ITA	Italie	SVN	Slovaquie
DEU	Allemagne	ISR	Israël	SWE	Suède
DNK	Danemark	JPN	Japon	TUR	Turquie
ESP	Espagne	KOR	Corée	USA	États-Unis
EST	Estonie	LUX	Luxembourg		
FIN	Finlande	MEX	Mexique	EU	Union européenne

Abréviations

AEE	Agence européenne pour l'environnement
AFM	Analyse des flux de matières
AIE	Agence internationale de l'énergie
APD	Aide publique au développement
ATEP	Approvisionnements totaux en énergie primaire
C ₂ F ₆	Hexafluoroéthane
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CBPRD	Crédits budgétaires publics de recherche-développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies
CF ₄	Tetrafluorocarbone
CFC	Chlorofluorocarbones
CH ₄	Méthane
CIEM	Conseil international pour l'exploration de la mer
CIM	Consommation intérieure de matières
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CO ₂	Dioxyde de carbone
DBO	Demande biologique en oxygène
DCO	Demande chimique en oxygène
DSNU	Division de statistique des Nations Unies
EIU	Extraction intérieure utilisée
éq. CO ₂	Équivalent dioxyde de carbone
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
hab	Habitant
INN	Illégale, non déclarée et non réglementée (pêche)
MJ	Mégajoule
Mt	Million de tonnes
Mtep	Million de tonnes d'équivalent pétrole
MWh	Mégawattheure
N	Azote
NO _x	Oxydes d'azote
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OSPAR	Convention pour la protection de l'environnement marin dans l'Atlantique Nord-Est
P	Phosphore
PCT	Traité de coopération en matière de brevets
PIB	Produit intérieur brut
PM	Particules
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPA	Parités de pouvoir d'achat
REDD	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
RNB	Revenu national brut
SAO	Substance appauvrissant la couche d'ozone
SF ₆	Hexafluorure de soufre
SO _x	Oxydes de soufre
t	Tonne
tep	Tonne d'équivalent pétrole
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
USD	Dollar des États-Unis
WCMC	Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (PNUE)





1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Émissions de dioxyde de carbone (CO₂)

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

Émissions de particules et exposition de la population

Utilisation des ressources en eau douce

Tarifcation de l'approvisionnement public en eau

Traitement des eaux usées

Diversité biologique

Utilisation des ressources forestières

Utilisation des ressources halieutiques

Déchets municipaux

Déchets industriels et dangereux

Utilisation des ressources en matières

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine perturbent l'équilibre énergétique radiatif du système formé par la Terre et l'atmosphère. Elles amplifient l'effet de serre naturel, avec à la clé des modifications des températures et d'autres conséquences pour le climat mondial. Les changements d'affectation des terres et la foresterie jouent également un rôle dans ce contexte en agissant sur les quantités de GES qui sont captées ou au contraire libérées par les puits de carbone.

Si le changement climatique suscite des préoccupations, c'est surtout en raison de l'impact qu'il a sur les écosystèmes (biodiversité), les établissements humains et l'agriculture, mais aussi sur l'ampleur et la fréquence des épisodes météorologiques extrêmes. Il risque d'avoir des incidences notables sur le bien-être humain et les activités socio-économiques, qui pourraient à leur tour se répercuter sur les résultats économiques mondiaux.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent la somme des émissions de six GES qui influencent directement la modification du climat et sont considérés comme responsables de la majeure partie du réchauffement de la planète : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), hémioxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbones (HFC), perfluorocarbones (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆).

Ils montrent les émissions brutes exprimées en équivalents CO₂ ainsi que les intensités d'émission par unité de PIB et par habitant, et leur variation par rapport à 1990. Sont prises en compte, les émissions de GES produites sur le territoire national, à l'exclusion des émissions et des absorptions de CO₂ liées aux changements d'affectation des terres et à la foresterie. Les transactions internationales portant sur des unités de réduction des émissions ou unités de réduction certifiée des émissions sont ignorées.

En bref

Les émissions de GES restent orientées à la hausse dans de nombreux pays et dans l'ensemble, même si elles progressent légèrement moins vite que les émissions de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie. Le CO₂ demeure le GES prédominant et détermine la tendance générale. Avec le CH₄ et le N₂O, il représente quelque 98 % des émissions de GES. Les émissions d'autres gaz entrent donc pour seulement 2 % environ dans le total, mais elles sont en augmentation.

- Les émissions mondiales de GES ont doublé depuis le début des années 70, principalement du fait de la croissance économique et du recours accru aux énergies fossiles dans les pays en développement. Les pays de l'OCDE sont traditionnellement à l'origine de la majeure partie des émissions mondiales de GES, mais la part des BRIICS est passée de 30 % dans les années 70 à 40 % aujourd'hui (OCDE, 2012).
- La contribution à l'amplification de l'effet de serre et l'évolution de cette contribution varient notablement selon les pays de l'OCDE. Cela s'explique en partie par les différences entre les pays s'agissant par exemple de la composition et de la vigueur de la croissance économique, de l'accroissement démographique, de la dotation en ressources énergétiques et de l'ampleur des mesures prises pour réduire les émissions de différentes sources.

- L'intensité d'émission est en baisse dans la plupart des pays de l'OCDE, aussi bien par unité de PIB que par habitant, mais il ne s'agit toujours que d'un découplage faible. De nombreux pays n'ont pas réussi à respecter leurs engagements en vertu du Protocole de Kyoto.

La baisse des émissions nationales peut aussi être en partie la conséquence de la délocalisation de certaines productions et des émissions correspondantes. Par conséquent, les données concernant les émissions nationales par unité de PIB et par habitant qui font apparaître un découplage peuvent donner une image tronquée de la réalité.

D'après les prévisions présentées dans les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, les émissions mondiales de CO₂ et des autres GES continueront d'augmenter au cours des prochaines décennies. La hausse des émissions de GES pourrait atteindre 50 % à l'horizon 2050, du fait notamment de l'accroissement prévu de 70 % des émissions de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie.

Voir à l'annexe A les évolutions en matière de découplage.

Comparabilité

Ces indicateurs doivent être mis en relation avec ceux concernant les émissions de CO₂, l'intensité énergétique ainsi que les prix et la fiscalité de l'énergie. Pour les interpréter, il importe de tenir compte de la structure des approvisionnements énergétiques des différents pays et des facteurs climatiques.

Les données relatives aux émissions de GES sont communiquées chaque année au Secrétariat de la CCNUCC, mais pas par l'ensemble des pays de l'OCDE, et 1990 est l'année de référence. Le degré de comparabilité de ces données est bon. Le niveau élevé des émissions par rapport au PIB en Estonie s'explique par la production d'électricité à partir d'huile de schiste, qui est un combustible à fort facteur d'émission de carbone. Dans le cas du Luxembourg, le niveau élevé des émissions par habitant tient au fait que les carburants sont moins taxés dans ce pays que dans les pays voisins, ce qui incite de nombreux automobilistes étrangers à venir y faire le plein.

Dernière année disponible : les années antérieures à 2006 n'ont pas été prises en compte. Le total OCDE ne comprend pas Israël.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr>.

CCNUCC, *Données des inventaires des gaz à effet de serre* (2012), http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php.

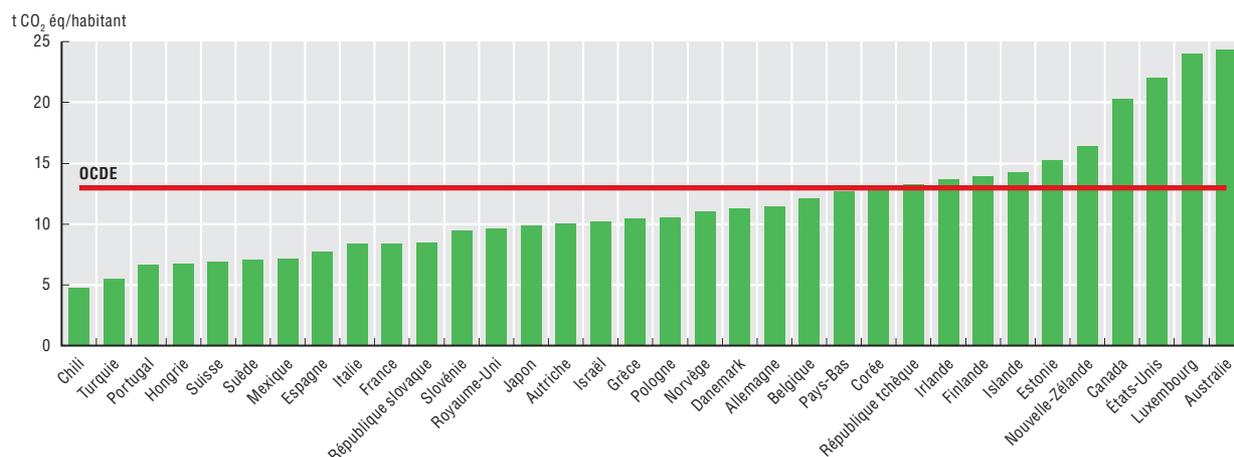
Pour en savoir plus

OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.1. Intensités d'émission de gaz à effet de serre (GES), par habitant, 2010



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933129923>

Tableau 1.1. Intensités d'émission de gaz à effet de serre (GES)

	Émissions totales de GES		Intensités d'émission de GES				PIB
	Millions de tonnes d'équivalent CO ₂	Variation en %	par unité de PIB		par habitant		Variation en %
			t/1 000 USD	Variation en %	t/hab	Variation en %	
	2010	1990-2010	2010	1990-2010	2010	1990-2010	1990-2010
Allemagne	937	-25	0.34	-41	11	-27	28
Australie	543	30	0.69	-31	24	-1	89
Autriche	85	8	0.29	-27	10	0	49
Belgique	132	-8	0.37	-35	12	-15	43
Canada	692	17	0.58	-27	20	-5	61
Chili ¹	79	92	0.37	-32	5	35	182
Corée ¹	620	128	0.51	-22	13	79	183
Danemark	63	-11	0.35	-35	11	-17	37
Espagne	356	26	0.29	-22	8	6	62
Estonie	21	-50	0.92	-70	15	-41	67
États-Unis	6 802	10	0.52	-32	22	-11	63
Finlande	75	6	0.44	-27	14	-1	44
France	528	-6	0.27	-31	8	-15	36
Grèce	118	13	0.43	-27	10	1	55
Hongrie	68	-30	0.40	-51	7	-28	42
Irlande	61	11	0.38	-55	14	-13	146
Islande	5	30	0.44	-19	14	4	59
Israël	76	..	0.39	..	10	..	141
Italie	501	-3	0.31	-21	8	-9	22
Japon	1 258	-1	0.32	-18	10	-3	20
Luxembourg	12	-6	0.35	-56	24	-28	114
Mexique	748	33	0.53	-19	7	7	65
Norvège	54	8	0.24	-35	11	-6	67
Nouvelle-Zélande	72	20	0.65	-30	16	-8	72
Pays-Bas	210	-1	0.34	-37	13	-11	56
Pologne	401	-12	0.61	-59	10	-13	112
Portugal	71	18	0.31	-18	7	11	43
République slovaque	46	-36	0.42	-71	9	-37	118
République tchèque	139	-29	0.56	-59	13	-30	73
Royaume-Uni	594	-23	0.29	-49	10	-28	53
Slovénie	20	6	0.38	-42	10	3	83
Suède	66	-9	0.21	-40	7	-17	51
Suisse	54	2	0.18	-22	7	-12	31
Turquie	402	115	0.44	3	6	62	110
OCDE¹	15 917	7	0.43	-30	13	-7	54

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

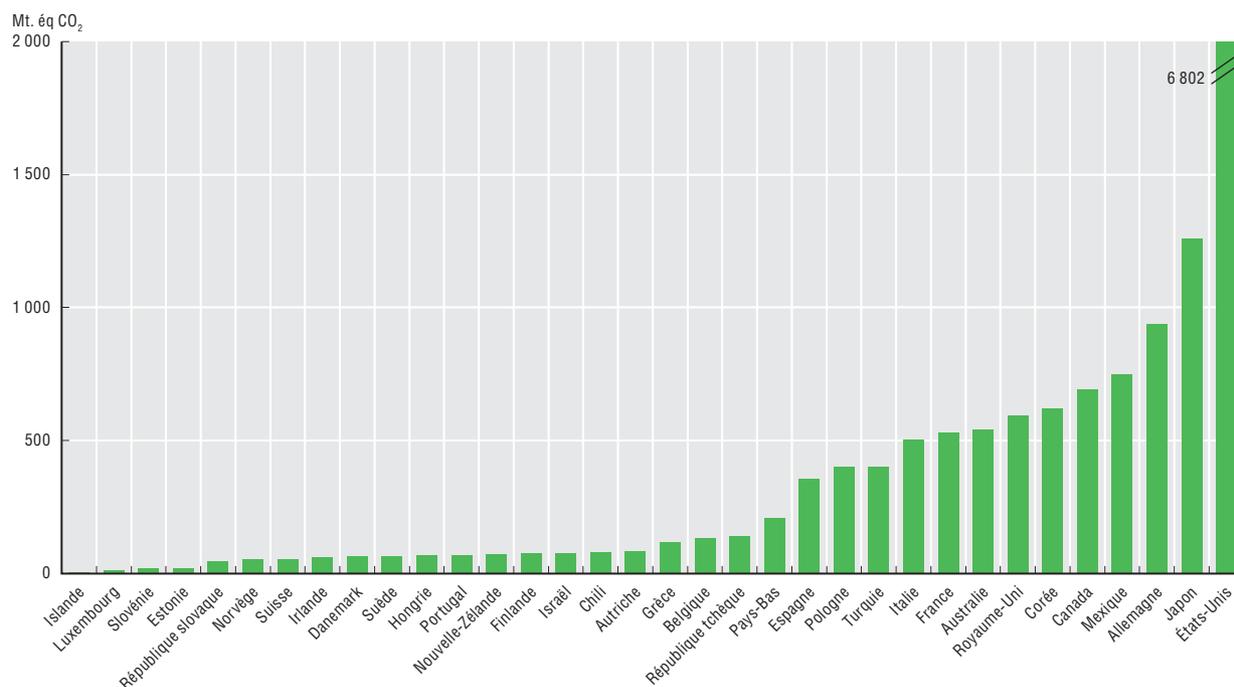
Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131367>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

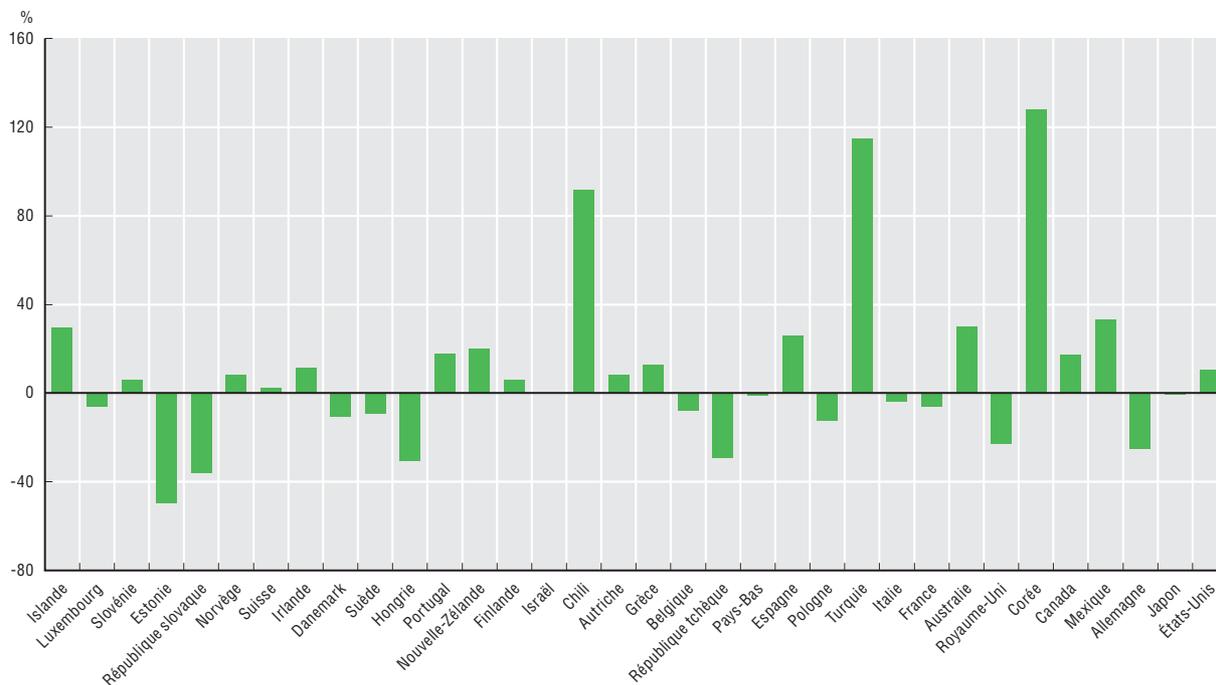
Graphique 1.2. Niveaux des émissions de gaz à effet de serre (GES), 2010



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933129942>

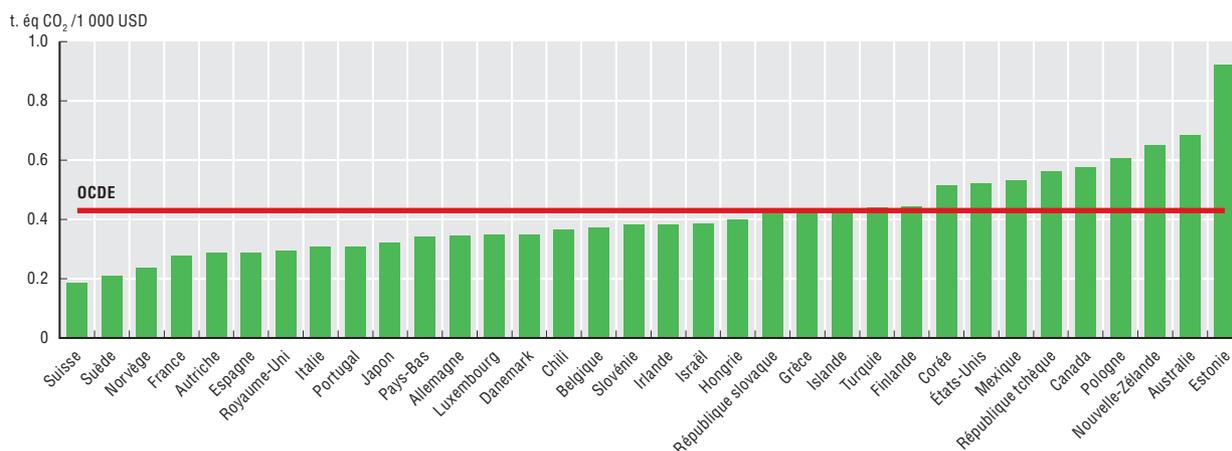
Graphique 1.3. Variation des émissions de gaz à effet de serre (GES) depuis 1990



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933129961>

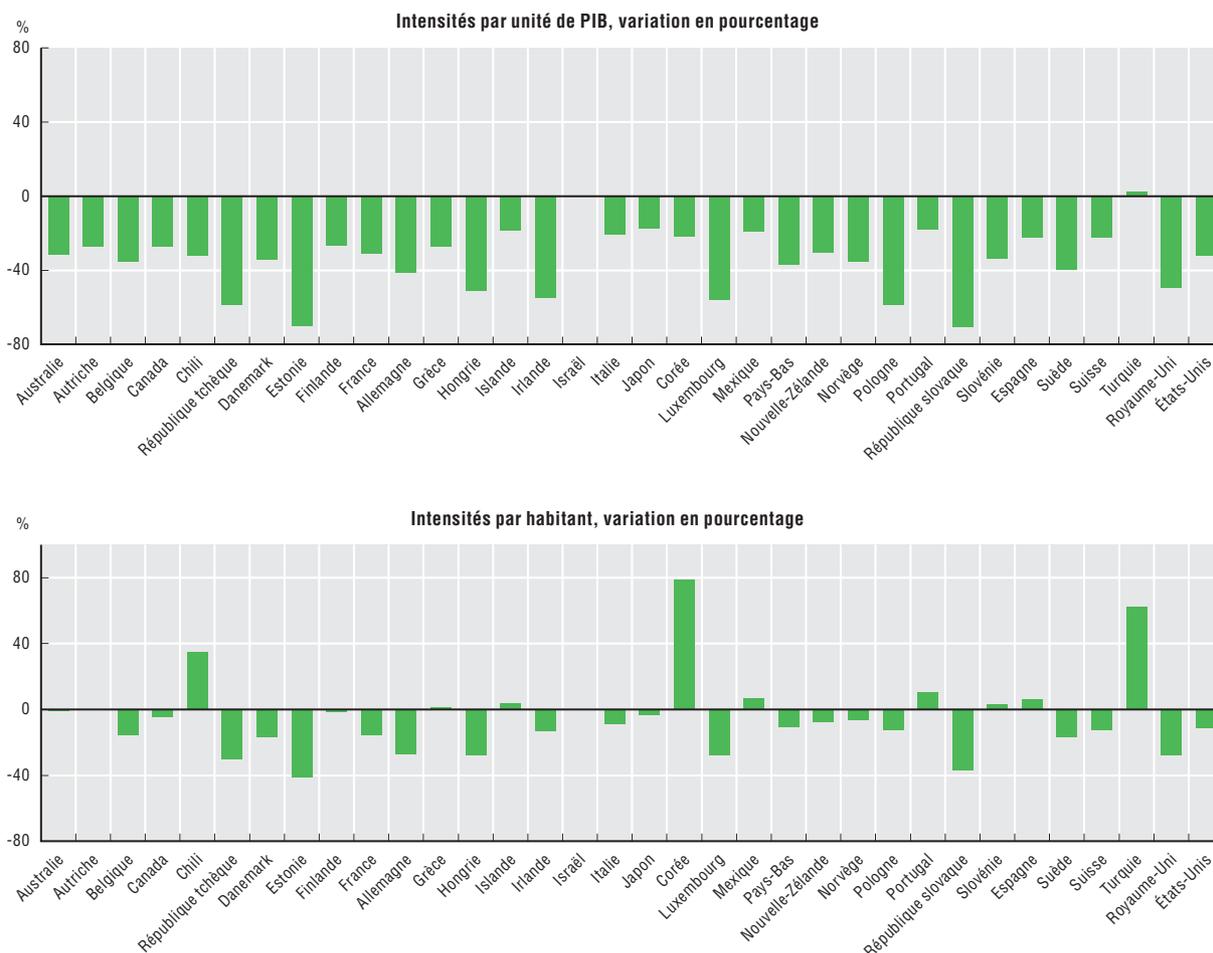
Graphique 1.4. Intensités d'émission de gaz à effet de serre (GES), par unité de PIB, 2010



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933129980>

Graphique 1.5. Variation des intensités d'émission de gaz à effet de serre (GES) depuis 1990



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933129999>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions de dioxyde de carbone (CO₂)

Le dioxyde de carbone (CO₂) libéré par la combustion d'énergies fossiles et de biomasse aux fins de production d'énergie contribue largement à l'amplification de l'effet de serre. Il représente la plus grande partie des gaz à effet de serre et un facteur clé sur lequel doivent agir les pays pour lutter contre le changement climatique.

Définition

Les indicateurs présentés ici portent sur les émissions brutes directes de CO₂ dues à la combustion d'énergies fossiles. Les émissions anthropiques provenant d'autres sources ne sont pas prises en compte. Les indicateurs montrent les émissions totales ainsi que les intensités d'émission par unité de PIB et par habitant, et leur variation par rapport à 1990.

Les émissions provenant des soutages maritimes et aéronautiques internationaux sont ignorées au niveau national, mais prises en compte au niveau mondial.

Les absorptions de CO₂ par les puits sont ignorées, tout comme les émissions indirectes dues aux changements d'affectation des terres et les effets indirects dus aux interactions dans l'atmosphère.

Cet indicateur doit être mis en relation avec ceux concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) totales, l'intensité énergétique, les prix et la fiscalité de l'énergie et les concentrations atmosphériques de GES. Pour l'interpréter, il importe de tenir compte de la structure des approvisionnements énergétiques des différents pays, de l'importance relative des énergies renouvelables et des facteurs climatiques.

En bref

Les émissions de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie continuent d'augmenter dans beaucoup de pays et au niveau mondial, principalement du fait de leur hausse dans les secteurs des transports et de la transformation de l'énergie. En 2010, les émissions de CO₂ liées à l'énergie représentaient environ 75 % des émissions mondiales de GES, et deux tiers des émissions mondiales de CO₂ étaient dues à la combustion d'énergies fossiles.

Depuis 1990, les émissions de CO₂ liées à l'énergie ont progressé plus lentement en moyenne dans la zone OCDE que dans le monde.

Aujourd'hui, les pays de l'OCDE sont à l'origine de moins de la moitié des émissions mondiales de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie.

Ils affichent toujours des émissions de CO₂ par habitant nettement plus élevées que les autres régions de la planète : 10 tonnes de CO₂ par habitant dans l'OCDE en 2010, contre 4 tonnes par habitant dans le reste du monde.

Les progrès des pays de l'OCDE en matière de stabilisation des émissions – qu'il s'agisse de leur volume total, de leur niveau par habitant ou de leur niveau par unité de PIB – sont très variables.

Les émissions de CO₂ provenant de l'utilisation d'énergie continuent d'augmenter, en particulier dans le groupe des pays de l'OCDE de la région Asie-Pacifique et dans les Amériques (voir la liste des conventions et abréviations). Cela tient en partie aux modalités et à l'évolution de la production et de la consommation d'énergie, et au fait que les prix de l'énergie sont souvent relativement bas.

Dans l'OCDE Europe, les émissions de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie sont restées plus ou moins stables, ce qui s'explique par des modifications des structures économiques et du mix énergétique, des économies d'énergie, l'adoption de certaines mesures et, dans le cas de certains pays, le fléchissement de l'activité économique au cours de la période considérée.

Dans l'ensemble, les émissions de CO₂ ont augmenté moins vite que le PIB dans la zone OCDE (découplage relatif), ce qui tient aux modifications structurelles intervenues dans l'industrie et les approvisionnements énergétiques, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité énergétique des processus de production. Dans un tiers des pays de l'OCDE environ, le volume total des émissions a diminué depuis 2000 (découplage absolu).

La baisse des émissions nationales peut aussi être en partie la conséquence de la délocalisation de certaines productions intérieures et des émissions correspondantes. Par conséquent, les données concernant les émissions nationales par unité de PIB et par habitant qui font apparaître un découplage peuvent donner une image tronquée de la réalité.

Voir à l'annexe A les évolutions en matière d'émissions de CO₂ et de découplage.

Comparabilité

Les estimations des émissions sont notamment tributaires de la qualité des données énergétiques sous-jacentes, mais la comparabilité entre pays est généralement assez bonne. Le niveau élevé des émissions par rapport au PIB en Estonie s'explique par la production d'électricité à partir d'huile de schiste, qui est un combustible à fort facteur d'émission de carbone. Dans le cas du Luxembourg, le niveau élevé des émissions par habitant tient au fait que les carburants sont moins taxés dans ce pays que dans les pays voisins, ce qui incite de nombreux automobilistes étrangers à venir y faire le plein.

Source

AIE (2012), *CO₂ Emissions from Fuel Combustion 2012*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/co2_fuel-2012-en.

Pour en savoir plus

OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

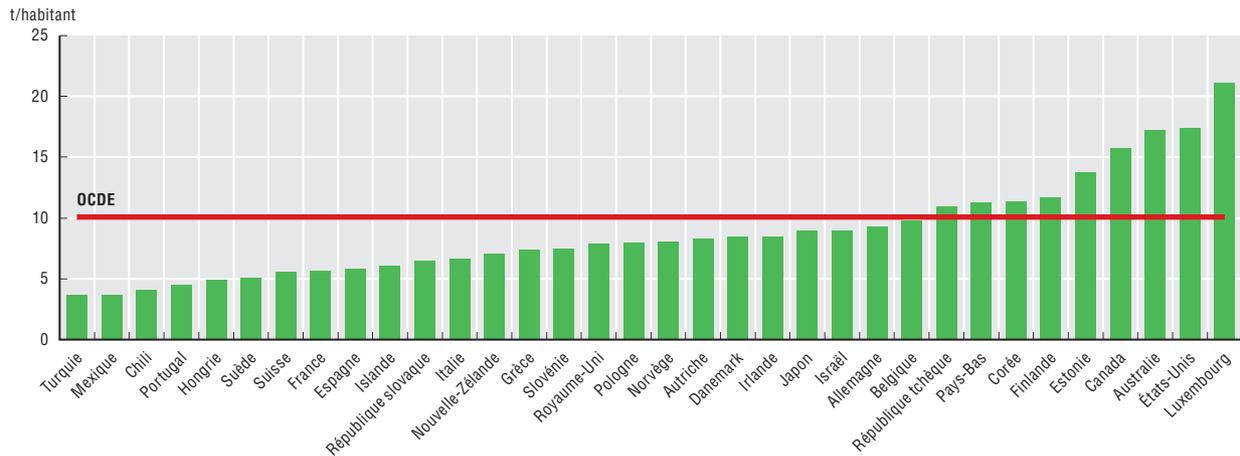
OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

OCDE (2011), *Panorama des régions de l'OCDE 2011*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2011-fr.

OMM, PNUE, OCDE et AIE (1996), *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, GIEC/OCDE/AIE, Paris.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.6. Intensités d'émission de dioxyde de carbone (CO₂), par habitant, 2010



Source : AIE (2012), CO₂ Emissions from Fuel Combustion (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130018>

Tableau 1.2. Émissions de dioxyde de carbone (CO₂) produites par l'utilisation d'énergie

	Émissions de CO ₂ produites par l'utilisation d'énergie							PIB
	Total			Intensité par unité de PIB		Intensité par habitant		Variation en %
	Millions de tonnes	Variation en %	Variation en %	t/1 000 USD	Variation en %	t/hab	Variation en %	
	2010	1980-2010	1990-2010	2010	1990-2010	2010	1990-2010	1990-2010
Allemagne	762	-28	-20	0.29	-35	9	-22	28
Australie	383	84	47	0.50	-20	17	15	89
Autriche	69	25	23	0.24	-15	8	13	49
Belgique	106	-15	-1	0.30	-29	10	-9	43
Canada	537	26	24	0.46	-20	16	2	61
Chili	70	229	125	0.32	-10	4	80	182
Corée	563	353	146	0.46	-5	12	117	183
Danemark	47	-25	-7	0.27	-31	9	-13	37
Espagne	268	43	31	0.22	-19	6	11	62
Estonie	18	..	-49	0.85	-69	14	-40	67
États-Unis	5 369	15	10	0.42	-30	18	-10	63
Finlande	63	14	16	0.39	-17	12	8	44
France	358	-22	2	0.19	-24	6	-8	36
Grèce	84	86	20	0.30	-25	7	8	55
Hongrie	49	-42	-26	0.29	-47	5	-24	42
Irlande	39	49	30	0.24	-47	9	2	146
Islande	2	10	2	0.18	-38	6	-18	59
Israël	68	247	103	0.36	-12	9	26	141
Italie	398	11	0	0.25	-16	7	-5	22
Japon	1 143	30	7	0.30	-7	9	4	20
Luxembourg	11	-11	2	0.31	-51	21	-21	114
Mexique	417	97	57	0.31	1	4	23	65
Norvège	39	40	38	0.17	-17	8	22	67
Nouvelle-Zélande	31	88	32	0.29	-21	7	3	72
Pays-Bas	187	12	20	0.31	-22	11	9	56
Pologne	305	-26	-11	0.48	-56	8	-11	112
Portugal	48	102	23	0.21	-13	5	15	43
République slovaque	35	-37	-38	0.33	-71	6	-40	118
République tchèque	114	-31	-26	0.47	-56	11	-27	73
Royaume-Uni	484	-15	-12	0.24	-41	8	-17	53
Slovénie	15	..	23	0.30	-22	8	20	83
Suède	48	-35	-10	0.16	-37	5	-17	51
Suisse	44	12	6	0.15	-17	6	-8	31
Turquie	266	275	110	0.32	9	4	60	110
OCDE	12 440	..	12	0.35	-25	10	-3	54
Monde	30 276	68	44	0.44	-24	4	12	88

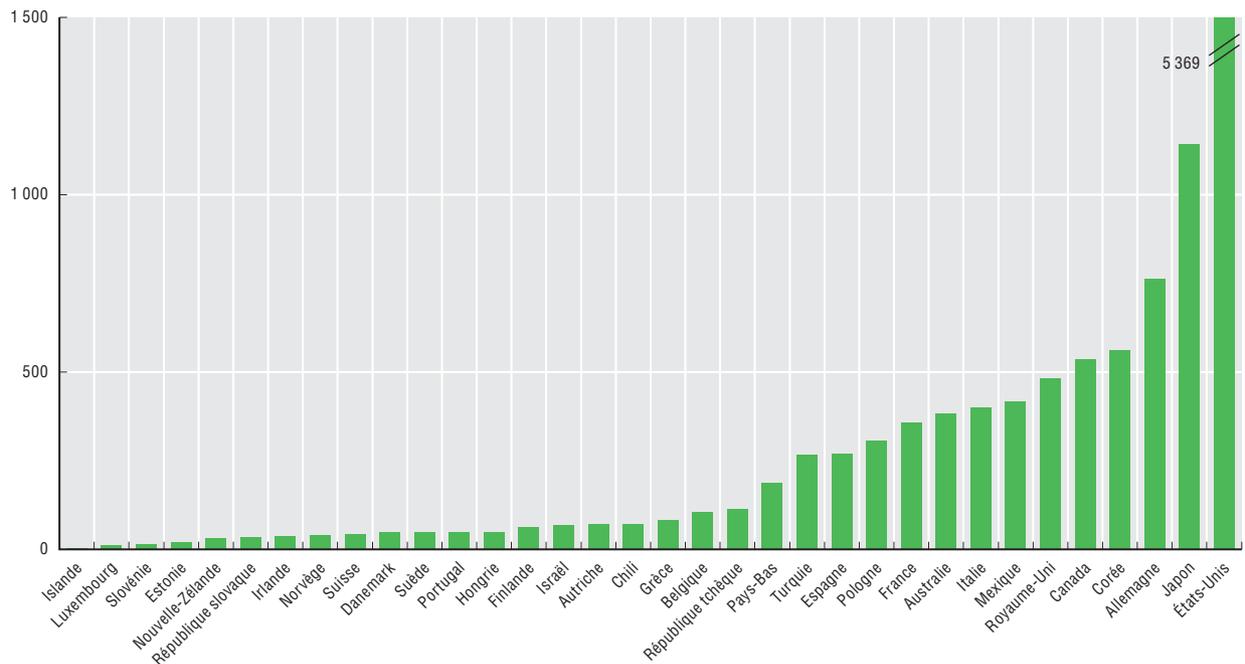
Source : AIE (2012), CO₂ Emissions from Fuel Combustion (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131386>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions de dioxyde de carbone (CO₂)

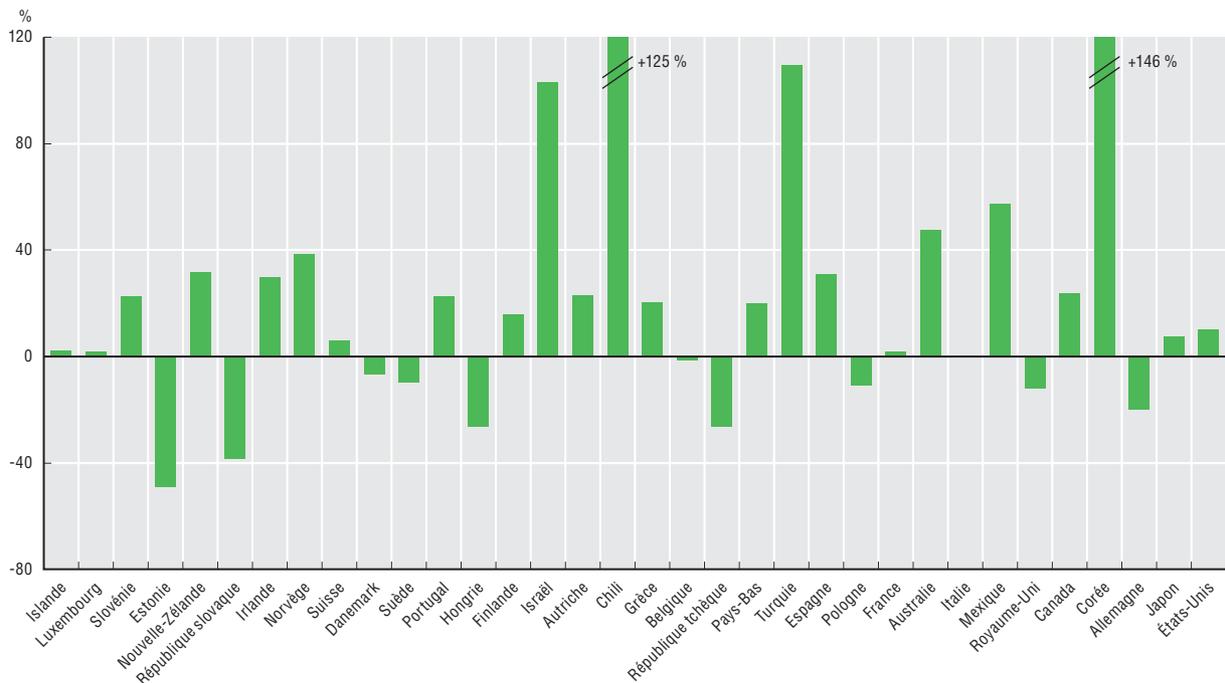
Graphique 1.7. Niveaux des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), 2010



Source : AIE (2012), CO₂ Emissions) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130037>

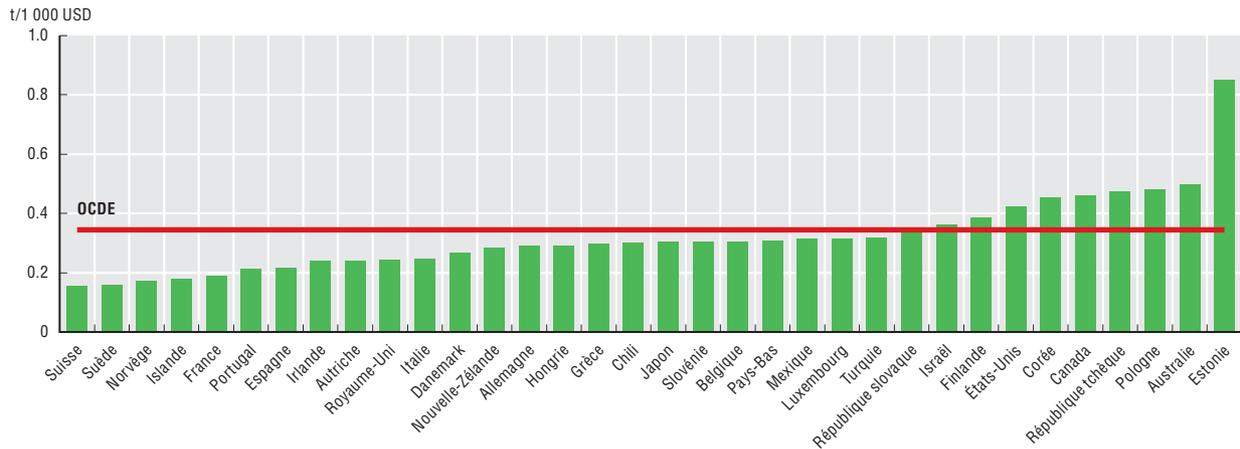
Graphique 1.8. Variation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) depuis 1990



Source : AIE (2012), CO₂ Emissions from Fuel Combustion (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130056>

Graphique 1.9. Intensités d'émission de dioxyde de carbone (CO₂), par unité de PIB, 2010

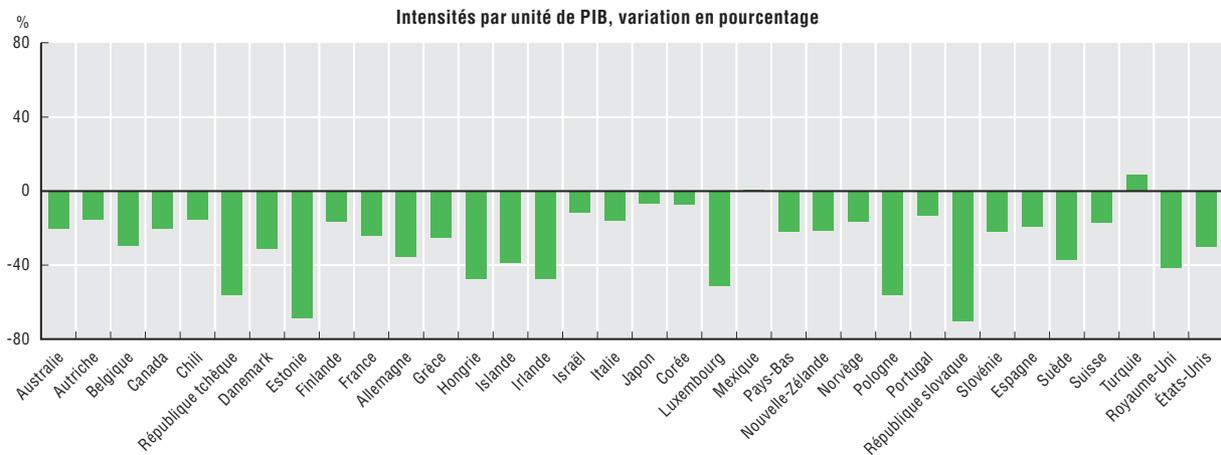


Source : AIE (2012), CO₂ Emissions from Fuel Combustion (2012) (base de données).

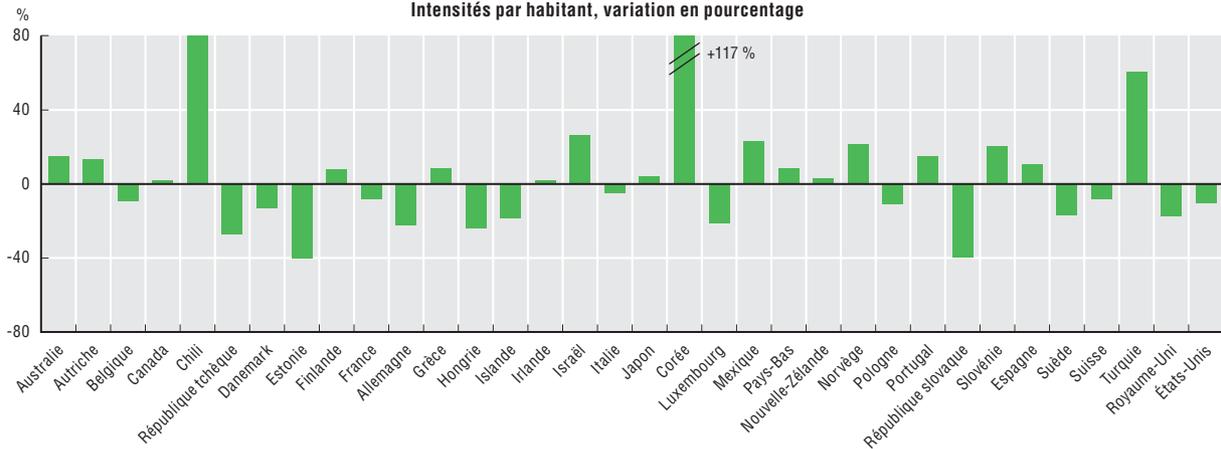
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130075>

Graphique 1.10. Variation des intensités d'émission de dioxyde de carbone (CO₂) depuis 1990

Intensités par unité de PIB



Intensités par habitant, variation en pourcentage



Source : AIE (2012), CO₂ Emissions from Fuel Combustion (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130094>

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

Les principaux responsables de la pollution atmosphérique régionale et locale sont des polluants qui sont émis lors de la transformation de l'énergie et de sa consommation, mais aussi dans le cadre de la production industrielle. Leurs effets sur la santé humaine et les écosystèmes suscitent d'importantes préoccupations.

Dans l'atmosphère, les composés soufrés et azotés émis se transforment en substances acidifiantes telles que l'acide sulfurique et l'acide nitrique. Lorsqu'elles retombent sur terre, ces substances attaquent les sols, les eaux et les bâtiments. L'acidification des sols est un important facteur de dégradation des forêts, et celle du milieu aquatique peut nuire gravement aux espèces végétales et animales.

Les oxydes d'azote (NO_x) contribuent en outre à la formation d'ozone troposphérique, à l'eutrophisation, à la dégradation de la qualité de l'eau et à la diminution de la richesse spécifique. Ils ont également des effets dommageables sur la santé humaine, puisqu'ils provoquent des maladies respiratoires en fortes concentrations.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent les émissions anthropiques totales d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x), exprimées en quantités de SO₂ et de NO₂. Ils montrent l'évolution des émissions dans le temps ainsi que les intensités d'émission par unité de PIB et par habitant.

Il importe de garder à l'esprit que les émissions de SO_x et de NO_x ne donnent qu'une image incomplète des problèmes de pollution de l'air. Il convient de les compléter par des informations sur l'acidité des précipitations dans certaines régions et sur le dépassement des charges critiques dans les sols et les eaux, qui renseignent sur l'acidification effective du milieu.

En bref

Les émissions de SO_x de la zone OCDE ont notablement baissé depuis 1990, ce qui tient tout à la fois aux mutations structurelles, à l'évolution de la demande énergétique découlant des économies d'énergie et des substitutions interénergétiques, aux politiques de lutte contre la pollution et au progrès technique.

L'intensité d'émission de SO_x, aussi bien par habitant que par unité de PIB, est très variable selon les pays de l'OCDE. Dans beaucoup d'entre eux, il y a eu un découplage fort entre ces émissions et le PIB.

En vigueur depuis mai 2005, le Protocole de Göteborg a été adopté par les pays d'Europe et d'Amérique du Nord afin d'amplifier la réduction des précipitations acides. La plupart des pays ont atteint l'objectif qu'ils avaient fixé pour 2010, certains (principalement en Europe du Nord et de l'Est) avant cette date.

Les émissions de NO_x de la zone OCDE ont diminué depuis 1990, mais moins que celles de SO_x. Les importantes baisses enregistrées au début des années 90, particulièrement dans l'OCDE Europe, s'expliquent par l'évolution de la demande d'énergie, les politiques de lutte contre la pollution et le progrès technique. Cependant, les progrès réalisés n'ont pas permis de compenser dans tous les pays l'effet de l'accroissement ininterrompu de la circulation automobile, de la consommation d'énergies fossiles et d'autres activités émettant des NO_x.

Plusieurs pays sont parvenus à respecter les plafonds d'émission du Protocole de Göteborg pour 2010, mais d'autres ont eu du mal.

Les intensités d'émission par habitant et par unité de PIB varient notablement selon les pays de l'OCDE. Dans deux tiers des pays, il y a eu un découplage fort entre les émissions et la croissance économique depuis les années 90 ; dans quelques pays, ces émissions continuent d'augmenter au rythme du PIB.

Malgré la forte baisse des émissions de SO_x et de NO_x et l'amélioration de la qualité de l'air qui s'est ensuivie, les dépôts acides demeurent un motif de préoccupation, en particulier en Amérique du Nord, et davantage d'efforts s'imposent pour assurer le rétablissement des écosystèmes aquatiques et terrestres.

Voir à l'annexe A les évolutions en matière de découplage et la structure des émissions.

Comparabilité

Des données sur les émissions de SO_x et de NO_x sont disponibles pour quasiment tous les pays de l'OCDE. Certaines caractéristiques des méthodes d'estimation, telles que les facteurs d'émission, peuvent varier d'un pays à l'autre, tout comme la fiabilité des estimations et l'éventail des sources et des polluants pris en compte.

Si l'Islande affiche des émissions de SO_x élevées, c'est en raison des rejets dus à l'énergie géothermique, qui ont représenté 77 % des émissions totales en 2010.

Les totaux OCDE ne comprennent pas le Chili ni le Mexique.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00598-fr>.

CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 », *National Reports*, http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/national_inventories_submissions/items/6598.php.

European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012), www.emep.int/.

Pour en savoir plus

CEE-ONU (2012), « Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution », www.unece.org/env/lrtap/multi_h1.html.

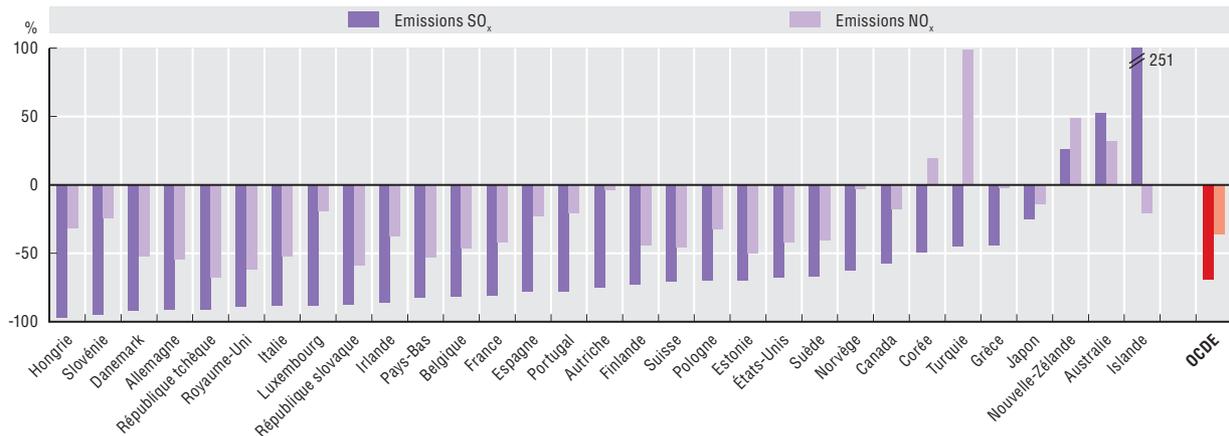
OCDE (2012), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

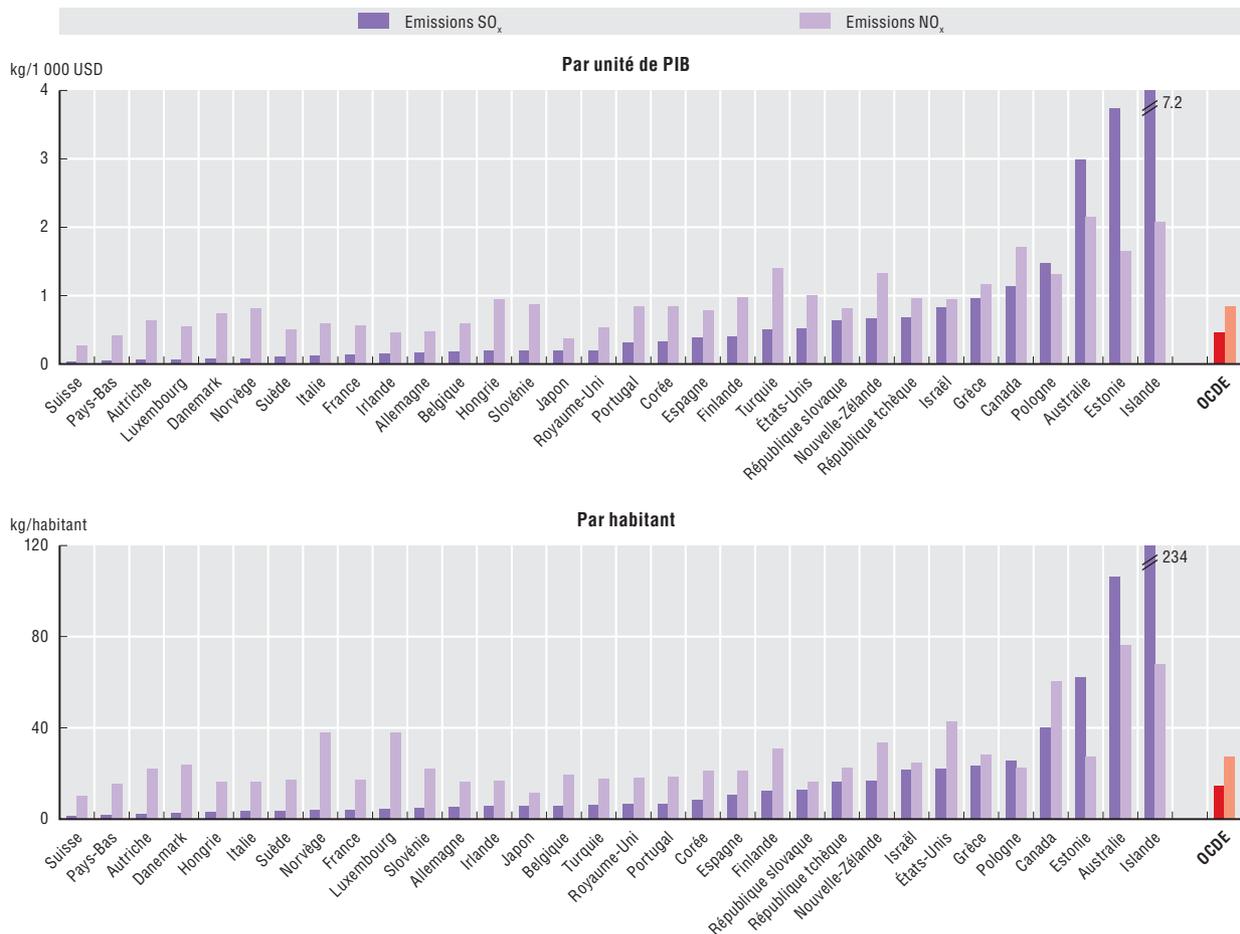
Graphique 1.11. Variation des émissions de SO_x et de NO_x depuis 1990



Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130113>

Graphique 1.12. Intensités d'émission de SO_x et de NO_x, 2010



Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130132>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

Tableau 1.3. Émissions et intensités d'émission d'oxydes de soufre (SO_x)

	Émissions totales de SO _x		Intensité d'émission par unité de PIB		Intensité d'émission par habitant		PIB
	milliers de tonnes	variation en %	kg/1 000 USD	variation en %	kg/hab	variation en %	variation en %
	2010	1990-2010	2010	1990-2010	2010	1990-2010	1990-2010 1990
Allemagne	449	-92	0.2	-93	5	-92	28
Australie	2 370	53	3.0	-19	106	17	89
Autriche	19	-75	0.1	-83	2	-77	49
Belgique	66	-82	0.2	-87	6	-83	43
Canada	1 371	-57	1.1	-73	40	-65	61
Chili ¹	893	-61	4.1	-84	..	..	182
Corée ¹	418	-49	0.3	-81	9	-55	183
Danemark	15	-92	0.1	-94	3	-92	37
Espagne	488	-78	0.4	-86	11	-81	62
Estonie	83	-70	3.7	-82	62	-64	67
États-Unis ¹	6 812	-67	0.5	-80	22	-74	63
Finlande	67	-73	0.4	-81	12	-75	44
France	262	-81	0.1	-86	4	-83	36
Grèce	265	-44	1.0	-64	23	-50	55
Hongrie ¹	32	-97	0.2	-98	3	-97	42
Irlande	26	-86	0.2	-94	6	-89	146
Islande ¹	75	251	7.2	120	234	181	59
Israël	164	..	0.8	..	22	..	141
Italie	211	-88	0.1	-90	4	-89	22
Japon	756	-25	0.2	-38	6	-27	20
Luxembourg ¹	2	-88	0.1	-94	4	-91	114
Mexique	..	..	..	..	..	..	65
Norvège	19	-63	0.1	-78	4	-68	67
Nouvelle-Zélande	74	26	0.7	-26	17	-3	72
Pays-Bas	34	-82	0.1	-89	2	-84	56
Pologne ¹	974	-70	1.5	-86	25	-70	112
Portugal	72	-78	0.3	-84	7	-79	43
République slovaque	69	-87	0.6	-94	13	-87	118
République tchèque ¹	170	-91	0.7	-95	16	-91	73
Royaume-Uni	406	-89	0.2	-93	7	-90	53
Slovénie	10	-95	0.2	-97	5	-95	83
Suède	35	-67	0.1	-78	4	-70	51
Suisse	12	-70	0.0	-77	2	-75	31
Turquie	463	-45	0.5	-74	6	-58	110
OCDE ¹	16 288	-69	0.5	-80	15	-73	54

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131405>

Tableau 1.4. Émissions et intensités d'émission d'oxydes d'azote (NO_x)

	Émissions totales de NO _x		Intensité d'émission par unité de PIB		Intensité d'émission par habitant		PIB
	milliers de tonnes	variation en %	kg/1 000 USD	variation en %	kg/hab	variation en %	variation en %
	2010	1990-2010	2010	1990-2010	2010	1990-2010	1990-2010
Allemagne	1 319	-54	0.5	-64	16	-56	28
Australie ¹	1 703	32	2.2	-30	76	1	89
Autriche	187	-4	0.6	-35	22	-11	49
Belgique	214	-46	0.6	-62	20	-51	43
Canada	2 066	-18	1.7	-49	61	-34	61
Chili ¹	302	100	1.4	-19	..	..	182
Corée ¹	1 045	20	0.8	-55	21	5	183
Danemark	133	-52	0.7	-65	24	-56	37
Espagne	984	-23	0.8	-52	21	-35	62
Estonie	37	-50	1.7	-70	27	-42	67
États-Unis ¹	13 264	-42	1.0	-64	43	-53	63
Finlande	165	-44	1.0	-61	31	-48	44
France	1 079	-42	0.6	-57	17	-48	36
Grèce	322	-2	1.2	-37	28	-12	55
Hongrie ¹	162	-32	1.0	-52	16	-29	42
Irlande	75	-38	0.5	-75	17	-51	146
Islande	22	-21	2.1	-50	68	-36	59
Israël	187	..	0.9	..	25	..	141
Italie	969	-52	0.6	-60	16	-55	22
Japon	1 479	-14	0.4	-28	12	-16	20
Luxembourg ¹	19	-19	0.5	-62	38	-38	114
Mexique	..	..	..	..	..	..	65
Norvège	186	-3	0.8	-42	38	-16	67
Nouvelle-Zélande ¹	147	49	1.3	-13	34	15	72
Pays-Bas	256	-53	0.4	-70	15	-58	56
Pologne ¹	867	-32	1.3	-68	23	-33	112
Portugal	197	-21	0.9	-44	19	-25	43
République slovaque	89	-59	0.8	-81	16	-60	118
République tchèque ¹	239	-68	1.0	-81	23	-68	73
Royaume-Uni	1 101	-62	0.5	-75	18	-64	53
Slovénie	45	-25	0.9	-59	22	-26	83
Suède	162	-40	0.5	-60	17	-45	51
Suisse	81	-46	0.3	-59	10	-53	31
Turquie	1 281	99	1.4	-5	18	50	110
OCDE ¹	30 082	-36	0.8	-58	27	-44	54

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131424>

Émissions de particules et exposition de la population

La dégradation de la qualité de l'air peut avoir d'importantes conséquences économiques et sociales : coûts sanitaires, détérioration du cadre bâti rendant nécessaires des travaux de rénovation, baisse de la production agricole, atteintes aux forêts et diminution générale de la qualité de vie.

Les effets de la concentration de polluants dans l'air sur la santé humaine suscitent d'importantes inquiétudes. Les habitants des villes, où sont concentrées les activités économiques, sont particulièrement exposés. Les concentrations de particules fines, de dioxyde d'azote (NO₂) et de polluants atmosphériques toxiques suscitent des préoccupations de plus en plus vives, tout comme les épisodes de pollution par l'ozone.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent :

- Les émissions totales de particules fines produites par les activités humaines, exprimées en quantité de PM₁₀. Les indicateurs montrent l'évolution des émissions dans le temps ainsi que les intensités d'émission par habitant.
- Les particules fines PM₁₀ désignent les particules en suspension dans l'air d'un diamètre inférieur à 10 microns, qui sont capables de pénétrer profondément dans les voies respiratoires et peuvent avoir des effets très nocifs sur la santé. Les particules très fines, d'un diamètre inférieur à 2.5 microns (PM_{2,5}), peuvent avoir des conséquences plus graves encore pour la santé, car elles sont capables de pénétrer plus profondément dans le système respiratoire, sont potentiellement plus toxiques et peuvent comprendre des métaux lourds et des substances organiques toxiques.
- L'exposition de la population à la pollution de l'air par les particules fines, qui est donnée par les concentrations de PM₁₀ pondérées en fonction de la population urbaine dans les zones résidentielles des villes de plus de 100 000 habitants. Les estimations représentent le niveau d'exposition annuel moyen d'un citadin moyen aux particules à l'extérieur des bâtiments.

Il importe de garder à l'esprit que ces indicateurs ne donnent qu'une image incomplète des problèmes de pollution de l'air. Il convient de les compléter par des informations sur l'ozone troposphérique et d'autres polluants atmosphériques, et de les mettre en relation avec les données sur les émissions atmosphériques dans les zones urbaines, la situation sociodémographique, les conditions climatiques et les normes en vigueur concernant les émissions et les combustibles.

En bref

Depuis vingt ans, la qualité de l'air urbain a continué de s'améliorer lentement en ce qui concerne les concentrations de dioxyde de soufre (SO₂), et le niveau annuel moyen estimé d'exposition aux particules (PM₁₀) d'un citadin moyen a diminué.

Toutefois, les épisodes de forte pollution par l'ozone observés aussi bien en milieu urbain que dans les zones rurales, de même que les concentrations de NO₂, les particules très fines (diamètre inférieur à 2.5 microns) et les polluants atmosphériques toxiques suscitent des préoccupations grandissantes. Ils sont dans une large mesure la conséquence de la concentration des sources de pollution dans les zones urbaines et de l'augmentation des déplacements urbains en véhicule particulier.

Certaines catégories de population sont particulièrement sensibles à la pollution de l'air. En l'occurrence, les personnes très jeunes et très âgées sont plus vulnérables que le reste de la population.

D'après les prévisions présentées dans les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, en l'absence de nouvelles mesures, la qualité de l'air urbain continuera de se détériorer partout dans le monde, et compte tenu de l'urbanisation croissante et du vieillissement de la population, la pollution de l'air extérieur deviendra la première cause de mortalité liée à l'environnement d'ici à 2050.

Comparabilité

Des données sur les émissions de particules sont disponibles pour beaucoup de pays de l'OCDE, mais pas pour tous. Certaines caractéristiques des méthodes d'estimation, l'éventail des sources et des particules prises en compte dans les estimations et d'autres facteurs peuvent varier d'un pays à l'autre. Les données relatives aux PM₁₀ sont celles qui sont le plus souvent disponibles, même si ce n'est pas de façon systématique. Des efforts accrus d'estimation des émissions de PM_{2,5} s'imposent.

Il existe des données internationales sur l'exposition à la pollution atmosphérique, mais elles sont fragmentaires (AEE, Banque mondiale, OMS, OCDE). Des efforts doivent être faits pour suivre ou estimer l'exposition de la population générale et celle des catégories vulnérables.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00598-fr>.

European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012), www.emep.int/.

Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (2012), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

Pour en savoir plus

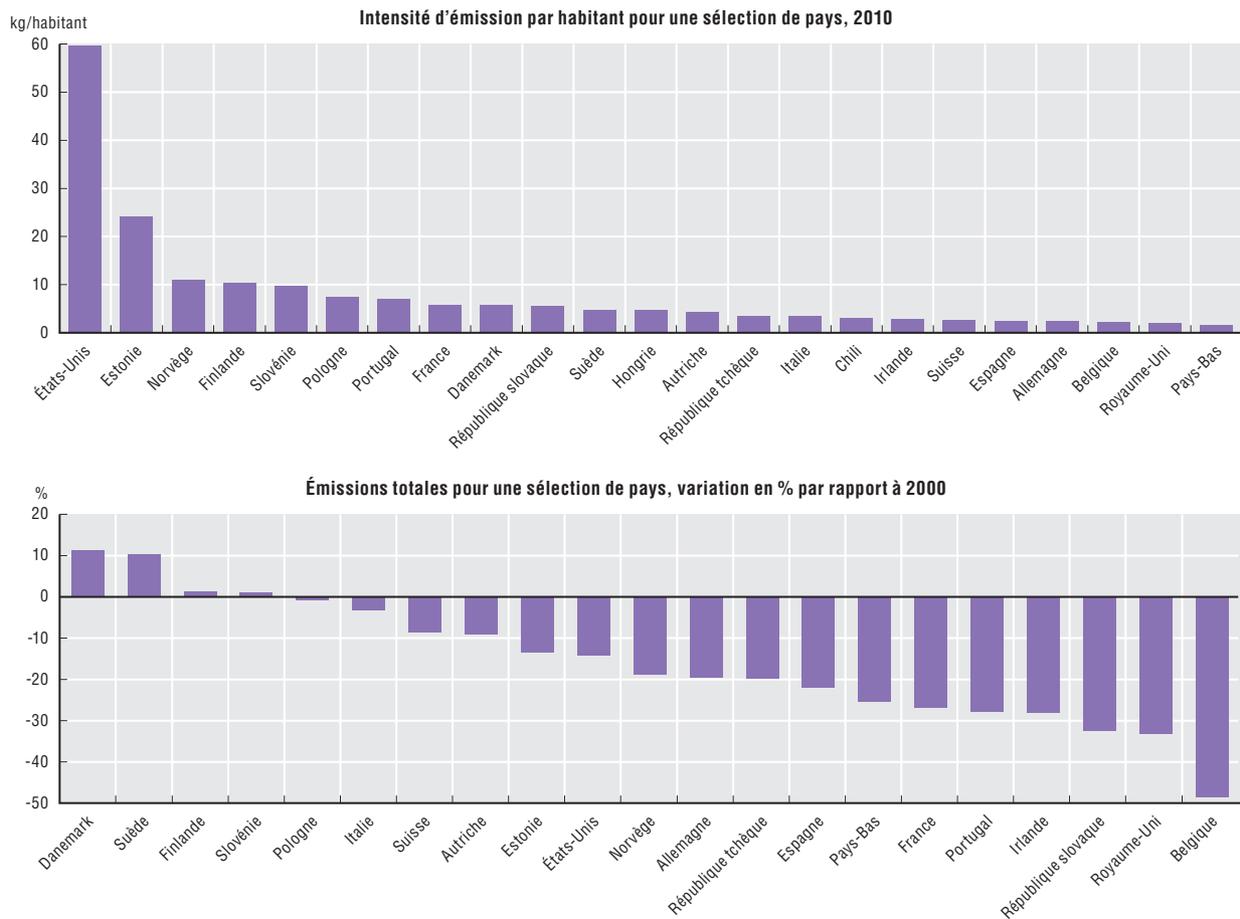
CEE-ONU (2012), « Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution », www.unece.org/env/lrtap/multi_h1.html.

OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2011), *Panorama des régions de l'OCDE 2011*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2011-fr.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.13. **Émissions de particules fines (PM₁₀)**

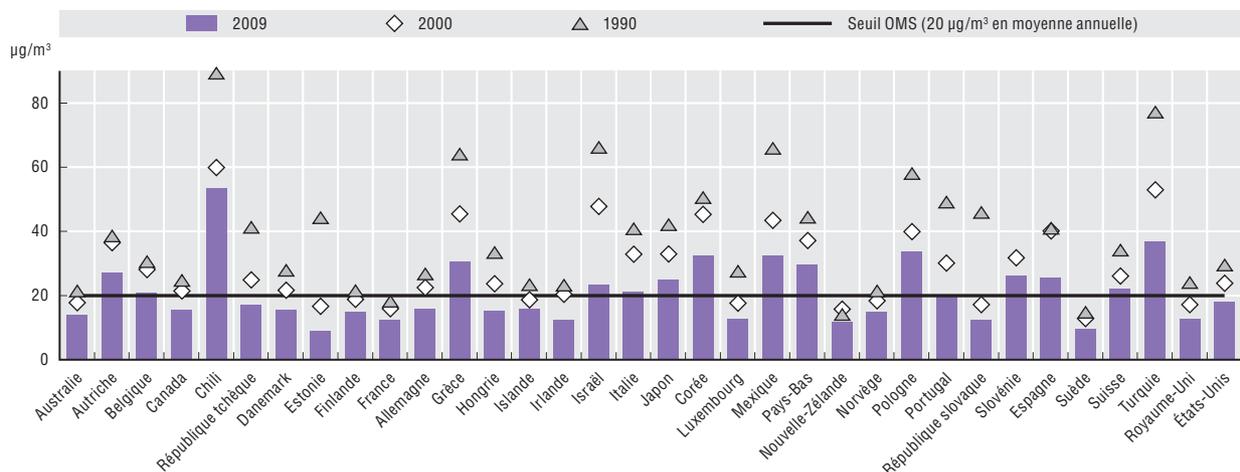


Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130151>

Graphique 1.14. **Exposition de la population aux particules fines (PM₁₀)**

Niveau d'exposition annuel moyen d'un citoyen moyen



Source : Banque mondiale (2012), Indicateurs du développement dans le monde (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130170>

Utilisation des ressources en eau douce

Les ressources en eau douce revêtent une grande importance écologique, économique et sociale. Elles sont très inégalement réparties à l'intérieur des pays et entre eux. Lorsqu'une part non négligeable des ressources hydriques d'un pays provient de cours d'eau transfrontaliers, cette situation peut être une source de tensions internationales. Dans les régions arides, les ressources en eau douce sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau douce, notamment ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent de fortes pressions sur la ressource, ce qui a des répercussions importantes sur son état quantitatif et qualitatif. Les principales préoccupations concernent la surexploitation et le gaspillage de l'eau et leurs conséquences environnementales et socio-économiques.

Définitions

L'indicateur présenté ici porte sur l'intensité de l'utilisation des ressources en eau douce (ou stress hydrique). Il correspond au volume brut des prélèvements opérés dans les eaux douces superficielles et souterraines, exprimé en pour cent du volume total des ressources en eau douce renouvelables disponibles (apports des pays voisins compris), en pour cent des ressources intérieures (précipitations moins évapotranspiration) et par habitant. L'utilisation d'eau pour la production hydroélectrique n'est pas prise en compte (car considérée comme correspondant à une exploitation *in situ*). À titre de complément, les prélèvements d'eau par grand type d'usage et ceux destinés à l'approvisionnement public, exprimés en m³ par habitant et par jour, sont indiqués.

L'indicateur donne une idée de la situation quantitative de la ressource en eau, mais peut masquer d'importantes variations au niveau infranational (entre bassins hydrographiques, par exemple).

En bref

La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements d'eau tout au long des années 70 pour répondre à la demande des secteurs agricole et énergétique. Dans les années 80, certains pays les ont stabilisés grâce à des techniques d'irrigation plus efficaces, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement de technologies plus économes et à la réduction des fuites dans les réseaux de distribution. Depuis les années 90, les prélèvements d'eau sont généralement stables. Dans certains pays, cette stabilité s'explique par le recours à des sources de substitution, dont la réutilisation et le dessalement de l'eau.

Les indicateurs de stress hydrique font apparaître de fortes variations à l'intérieur des pays et entre eux. Dans un tiers des pays de l'OCDE environ, les ressources en eau douce sont soumises à un stress moyen ou élevé. Quelques pays jouissent d'abondantes ressources tout en affichant une faible densité démographique.

Même si les données concernant la plupart des pays de l'OCDE indiquent une utilisation durable des ressources en eau au niveau national, la majeure partie des pays connaissent aussi à certaines saisons ou localement des problèmes quantitatifs, et plusieurs d'entre eux abritent de vastes régions arides ou semi-arides où la situation des disponibilités en eau constitue un frein au développement économique.

Au niveau mondial, on estime que la demande d'eau a augmenté plus de deux fois plus que la population au cours du siècle dernier, et l'agriculture est le premier utilisateur d'eau. Depuis 2000, l'utilisation d'eau d'irrigation dans la zone OCDE a légèrement baissé par rapport à la production agricole, mais dans la moitié environ des pays de l'OCDE, la consommation d'eau en agriculture a progressé sous l'effet de l'extension de la superficie irriguée. À l'horizon 2050, les prévisions tablent sur une hausse d'environ 55 % de la demande mondiale d'eau du fait de l'accroissement de la consommation des industries manufacturières, des centrales thermiques et des ménages (OCDE, 2012a).

Comparabilité

Les informations sur l'intensité d'utilisation des ressources en eau peuvent être dérivées des comptes des ressources en eau et sont disponibles pour la plupart des pays de l'OCDE. Les définitions et méthodes d'estimation employées peuvent varier substantiellement d'un pays à l'autre et dans le temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de l'eau prélevée dans les pays de l'OCDE. Dans le cas de certains pays, les données se rapportent aux autorisations de prélèvement et non aux prélèvements effectifs.

Les totaux OCDE sont des estimations obtenues en procédant par interpolation linéaire pour combler les lacunes dans les données. Les données pour le Royaume-Uni portent uniquement sur l'Angleterre et le Pays de Galles. Il y a des ruptures dans les séries chronologiques concernant l'Estonie, la France, la Hongrie, le Luxembourg, le Mexique, le Royaume-Uni et la Turquie.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00602-fr>.

FAO, AquaStat (base de données), www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm.

The Water Information System for Europe (WISE), <http://water.europa.eu/>.

Pour en savoir plus

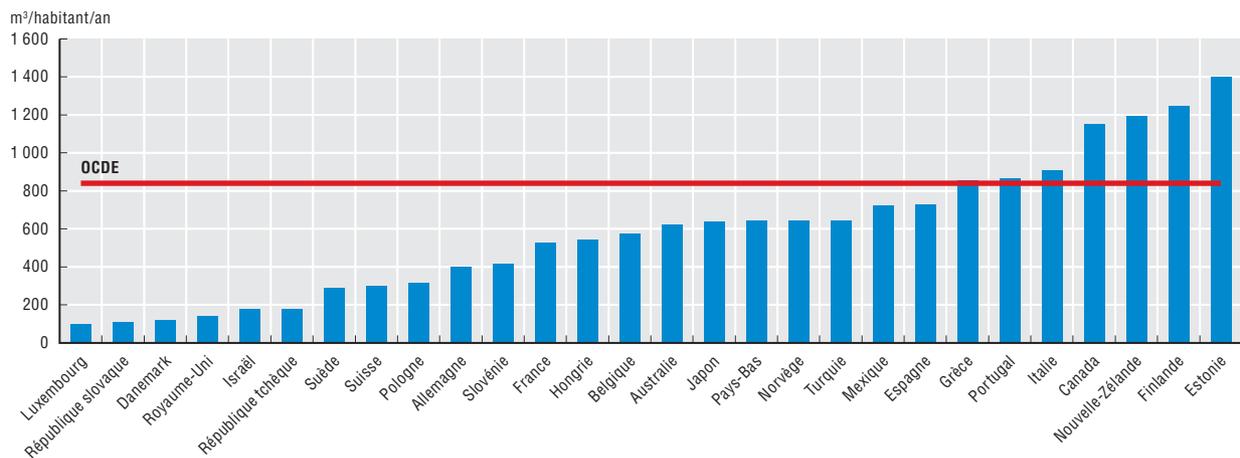
OCDE (2014), *Water and Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.15. **Prélèvements bruts d'eau douce par habitant, dernière année disponible**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130189>

Tableau 1.5. **Ressources en eau douce et prélèvements**

	Intensité d'utilisation des ressources en eau douce				Irrigation		
	Prélèvements en % des ressources disponibles		Prélèvements par habitant		Prélèvements par unité de superficie des terres irriguées (m³/ha/an)	Superficie irriguée en % des terres cultivées	
	%	Variation absolue	m³/hab/an	Variation en %		%	Variation en %
	2011 ou dernière année disponible	depuis le milieu des années 90	2011 ou dernière année disponible	depuis le milieu des années 90	2011 ou dernière année disponible	2011	1990-2011
Allemagne	17	-6	400	-25	350	4	10
Australie ¹	4	-3	622	-53	2 480	5	39
Autriche	..	..	..	..	..	8	76
Belgique ¹	31	-10	572	-30	1 606	3	..
Canada	1	0	1 150	-29	2 400	2	29
Chili	..	..	..	..	12 050	107	104
Corée ¹	..	..	..	..	..	46	-1
Danemark ¹	4	-1	120	-29	430	17	5
Espagne	30	0	728	-14	5 840	21	26
Estonie	15	1	1 398	13	0	1	..
États-Unis	..	..	..	..	..	16	14
Finlande ¹	6	4	1 246	146	0	3	9
France	18	1	526	1	1 170	13	31
Grèce ¹	13	2	852	16	5 060	43	49
Hongrie	5	0	541	-6	270	4	-2
Irlande	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..
Israël	73	-26	176	-46	300	59	23
Italie	31	..	906	..	..	42	32
Japon	20	-2	639	-10	21550	54	0
Luxembourg	3	-1	95	-31	..	..	..
Mexique ¹	18	2	721	-10	9 180	23	8
Norvège ¹	1	0	643	16	980	11	-2
Nouvelle-Zélande ¹	1	..	1 191	..	4 530	114	998
Pays-Bas ¹	12	5	642	53	170	45	-6
Pologne ¹	19	-2	312	-8	720	1	-51
Portugal ¹	12	..	863	..	6 970	30	7
République slovaque ¹	1	-1	110	-58	120	7	..
République tchèque ¹	12	-5	180	-32	680	1	..
Royaume-Uni ¹	11	-3	137	-27	1 240	2	-34
Slovénie	3	..	418	..	400	4	..
Suède	1	0	287	-7	378	6	56
Suisse ¹	4	-1	296	-19	..	13	123
Turquie ¹	20	6	643	15	7 793	22	50
OCDE ¹	10	0	840	-5	7 000	15	19

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

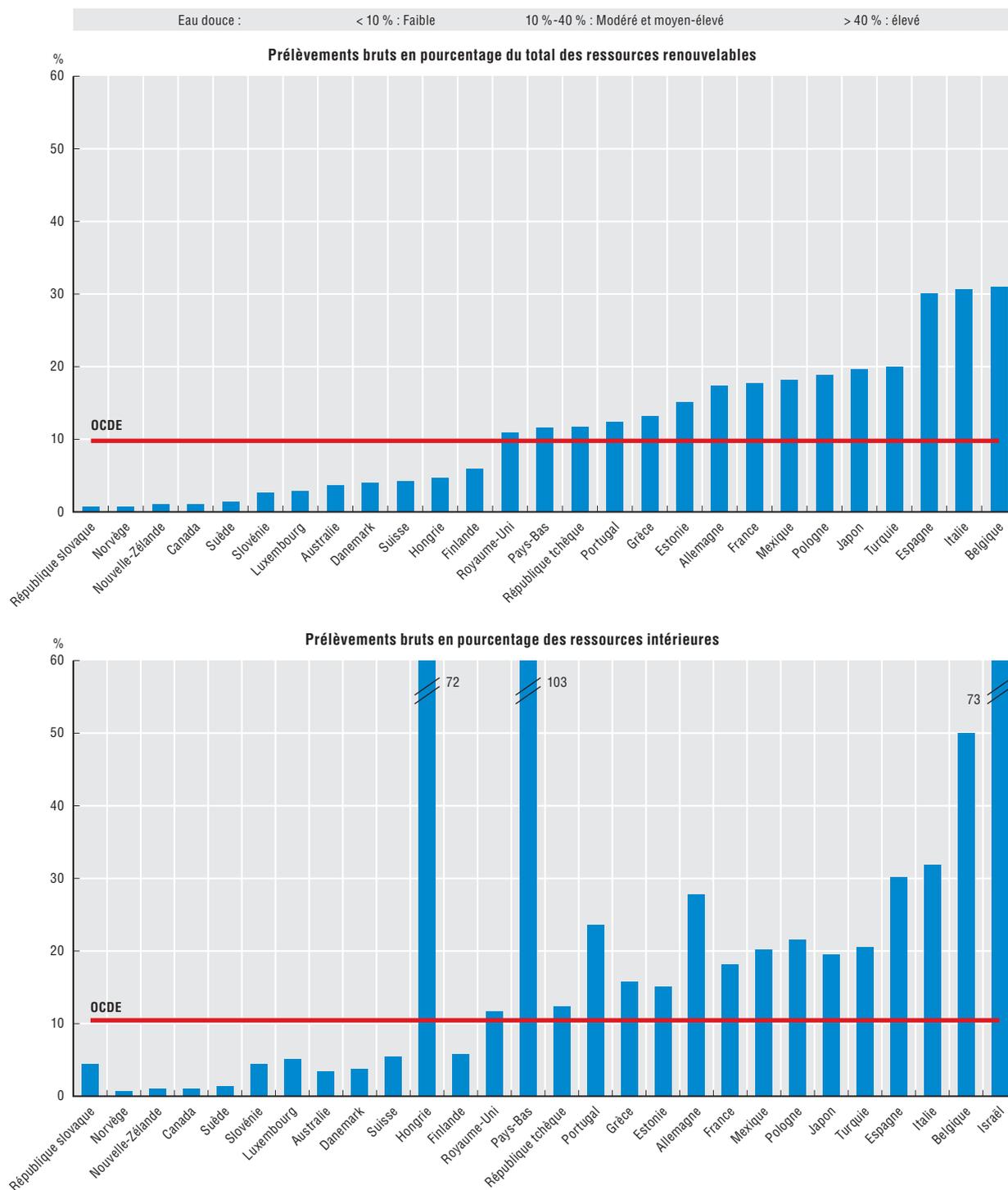
Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; FAO, AquaStat (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131443>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Utilisation des ressources en eau douce

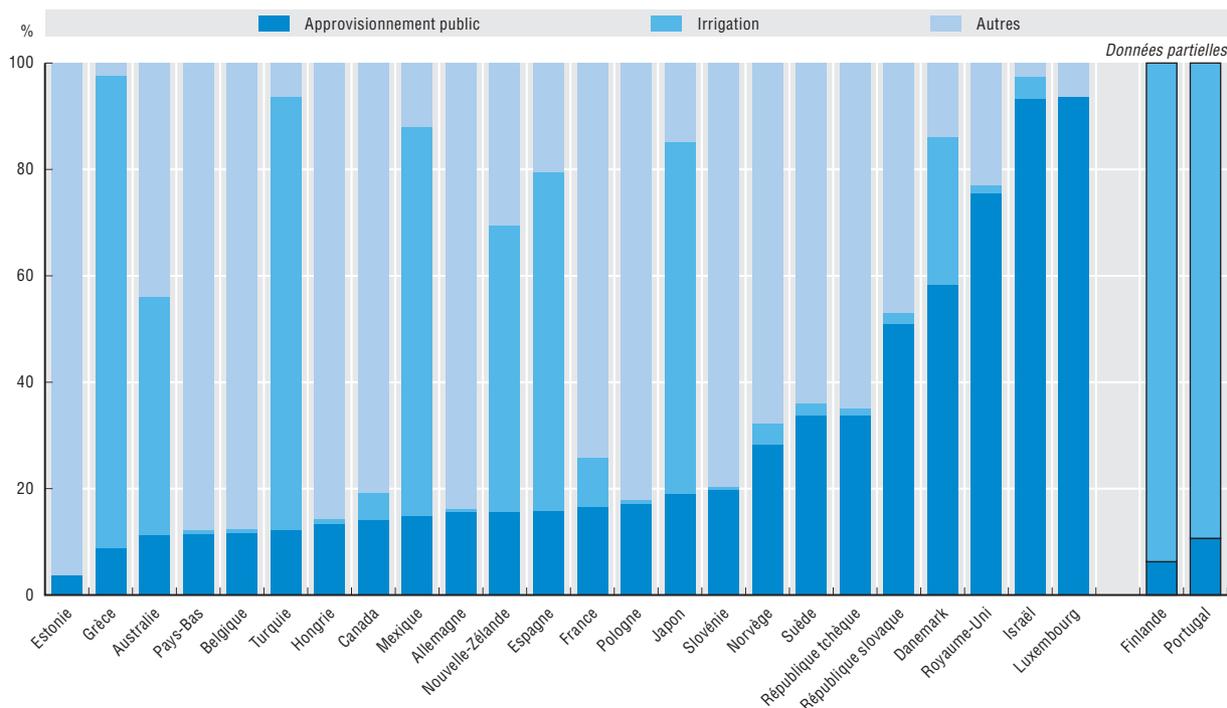
Graphique 1.16. Intensité d'utilisation des ressources en eau douce



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130208>

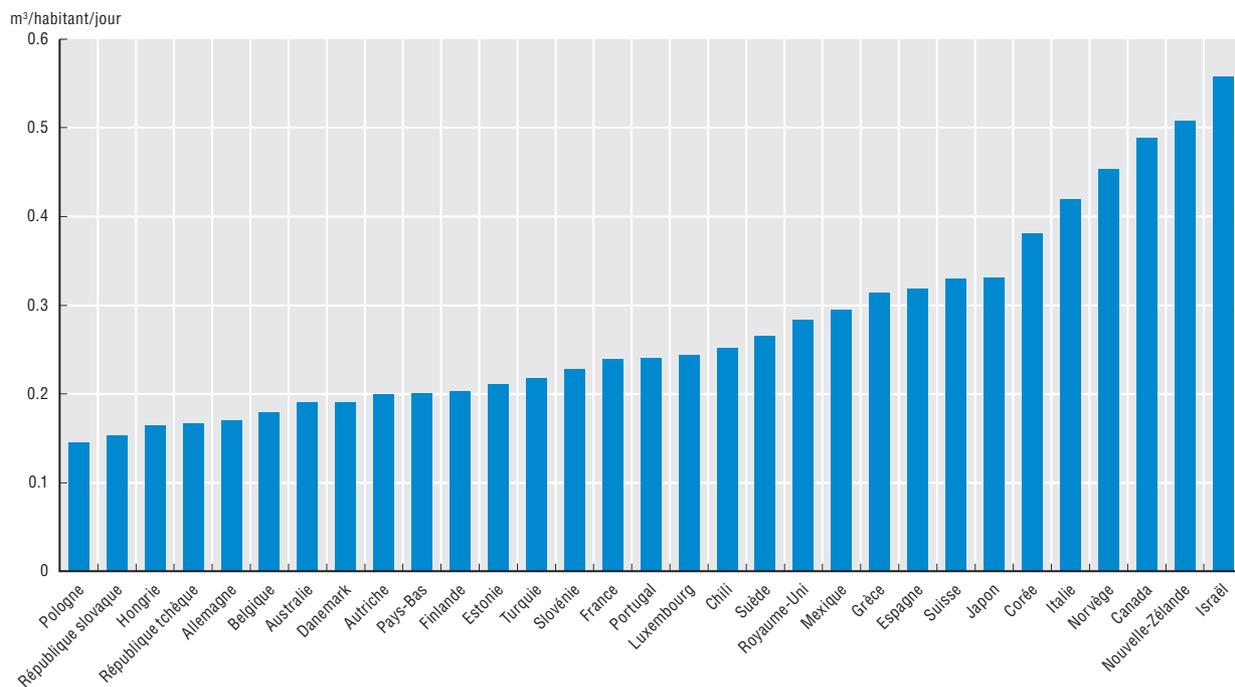
Graphique 1.17. **Prélèvements d'eau douce par type d'usage, dernière année disponible**
Dans certains pays



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130227>

Graphique 1.18. **Prélèvements d'eau pour l'approvisionnement public par habitant, 2010 ou dernière année disponible**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130246>

Tarification de l'approvisionnement public en eau

La tarification de l'eau et des services liés à l'eau constitue un instrument important pour gérer la demande et promouvoir une utilisation efficiente de la ressource, répartir l'eau entre les utilisations concurrentes et lever des recettes pour financer l'investissement dans les infrastructures et services de l'eau. Les consommateurs qui paient l'eau à un prix inférieur à son coût ont tendance à l'utiliser de façon peu efficiente. Cela étant, des tarifs élevés peuvent compliquer l'accès à l'eau des consommateurs pauvres ; le caractère abordable de la facture d'eau pour les ménages à faible revenu est un aspect qu'il ne faut pas perdre de vue.

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent les prix de l'approvisionnement public en eau payés par les ménages dans un ensemble de villes et la structure tarifaire correspondante.

Les prix sont ceux de 2009, exprimés en USD du 31 décembre 2009. Afin de faciliter les comparaisons entre les villes, il s'agit des prix que paient pour un mètre cube d'eau de distribution les ménages qui ont une consommation annuelle de 200 m³. Ils ne reflètent pas forcément l'intégralité du coût des services de l'eau.

Il importe de garder à l'esprit que les prix de l'eau varient sensiblement à l'intérieur des pays, et que l'indicateur devrait être complété par des informations sur les tarifs de l'eau destinés à d'autres grands types d'usage (industrie, agriculture) et sur les taux de couverture des coûts.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, une plus grande proportion des coûts associés à la fourniture des services de l'eau est aujourd'hui récupérée via les tarifs (OCDE, 2009). Cela transparaît dans les hausses de prix parfois substantielles observées depuis dix ans et dans l'évolution des structures tarifaires, qui reflètent mieux les coûts de consommation et de traitement.

Les structures des tarifs de distribution d'eau varient entre les pays et à l'intérieur de chacun. La diversité à l'intérieur d'un pays reflète le degré de décentralisation de la fonction de fixation des tarifs, ainsi que la variabilité des coûts de fourniture des services de l'eau selon les endroits, particulièrement en milieu rural.

Une pratique qui gagne du terrain dans certains pays de l'OCDE est la facturation d'une redevance fixe en plus de la redevance volumétrique, ou l'augmentation progressive du poids des éléments fixes dans la facture d'eau. Par ailleurs, la tarification de l'eau est de plus en plus souvent complétée par d'autres mesures : redevances de prélèvement et de pollution, permis négociables, compteurs intelligents, réutilisation de l'eau et innovation (OCDE, 2012b).

Parallèlement, on note une exigence croissante d'application de normes plus strictes et de technologies plus évoluées en matière de potabilisation de l'eau et d'assainissement, qui répond à la présence persistante de nitrates et de pesticides dans beaucoup de masses d'eau et aux nouvelles préoccupations suscitées par les micropolluants et les perturbateurs endocriniens. Relever ces défis coûtera cher et pourrait entraîner un renchérissement de l'eau dans de nombreux pays.

Comparabilité

On ne dispose que de données partielles sur les tarifs de l'eau et les structures tarifaires. Vu que ces tarifs et structures varient entre les pays, à l'intérieur des pays et selon les différents groupes de consommateurs, il est difficile de calculer des moyennes nationales satisfaisantes. Il n'existe que peu de données cohérentes sur les tarifs de l'eau à usage industriel et agricole.

Source

Association internationale de l'eau (2010), *International Statistics for Water Services*, www.iwahq.org.

Pour en savoir plus

OCDE (2014), *Water and Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

OCDE (2009), *De l'eau pour tous. Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059511-fr>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Traitement des eaux usées

La qualité de l'eau (physique, chimique, bactériologique, biologique) est influencée par les prélèvements d'eau, par les charges polluantes émanant des activités humaines (agriculture, industrie, ménages) ainsi que par le climat et les conditions météorologiques.

Si les pressions exercées par les activités humaines atteignent une intensité telle qu'elles nécessitent de recourir à des traitements toujours plus poussés et coûteux pour contrer la dégradation de la qualité de l'eau, ou qu'elles entraînent une forte baisse du nombre d'espèces animales et végétales présentes dans les cours d'eau et les lacs, la durabilité de l'utilisation des ressources en eau est sujette à caution.

Définitions

L'indicateur présenté ici concerne le taux de raccordement au traitement des eaux usées, c'est-à-dire le pourcentage de la population nationale qui est raccordé à une station d'épuration. Les taux de raccordement aux réseaux d'assainissement sont donnés à titre de complément d'information.

Par « raccordé », on entend relié physiquement à une station d'épuration par un réseau d'égouts public. Cela exclut donc les installations privées indépendantes (telles que les fosses septiques) qui sont utilisées dans les endroits où le raccordement au réseau public n'est pas rentable.

Les données montrent le taux de raccordement global et la proportion de la population raccordée à une station d'épuration appliquant un traitement secondaire et/ou tertiaire des eaux usées, afin de donner une indication des efforts faits pour réduire les charges polluantes.

- Le traitement primaire désigne le traitement des eaux usées par un procédé physique et/ou chimique comprenant la décantation des matières solides en suspension ou par d'autres procédés par lesquels la DBO5 des eaux usées entrantes est réduite d'au moins 20 % avant le rejet et le total des matières solides en suspension des eaux usées entrantes, d'au moins 50 %.
- Le traitement secondaire désigne le traitement des eaux usées par un procédé comprenant généralement un traitement biologique avec décantation secondaire ou par un autre procédé permettant de réduire d'au moins 70 % la DBO et d'au moins 75 % la DCO.
- Le traitement tertiaire désigne le traitement de l'azote et/ou du phosphore et/ou de tout autre polluant se répercutant sur la qualité de l'eau ou sur la possibilité de l'affecter à un usage particulier (pollution microbiologique, coloration, etc.).

Cet indicateur doit être mis en relation avec les données sur les dépenses publiques consacrées à l'épuration des eaux usées. Il convient également de prendre en compte le taux de raccordement national optimal, qui n'est pas forcément de 100 %, puisqu'il peut varier selon les pays et dépend des caractéristiques géographiques et de la répartition spatiale de l'habitat.

En bref

Au cours des dernières décennies, les pays de l'OCDE ont fait des progrès dans la lutte contre la pollution de l'eau d'origine domestique, de même que dans le développement des infrastructures d'assainissement et d'épuration des eaux usées.

- La part de la population raccordée à une station d'épuration municipale est passée d'environ 50 % au début des années 80 à environ 60 % au début des années 90 pour s'établir à près de 80 % aujourd'hui.
- En raison de la diversité des modes d'habitat et des situations économiques et environnementales, et du fait que tous les pays n'ont pas commencé à agir au même moment ni progressé au même rythme, le taux de raccordement aux stations d'épuration varie notablement selon les pays de l'OCDE, et il en va de même pour le niveau de traitement : le traitement secondaire et tertiaire a progressé dans certains pays, alors que le traitement primaire occupe toujours une place importante dans d'autres.
- Les pays de l'OCDE ayant un PIB par habitant relativement faible se trouvent encore dans la phase intense de développement des infrastructures, qui peut représenter des investissements de l'ordre de 1 % du PIB (OCDE, 2012b).
- Plusieurs pays de l'OCDE dont les infrastructures hydrauliques datent d'il y a plusieurs dizaines d'années doivent à présent relever le défi de la rénovation. Certains pays ont atteint les limites de ce qu'il est économiquement possible de faire en termes de raccordement et doivent trouver d'autres moyens de desservir les petits lotissements isolés.

Comparabilité

Il existe des données sur la part de la population raccordée à une station d'épuration pour quasiment tous les pays de l'OCDE. Dans certains, ces données se rapportent aux équivalents habitants et ne sont donc pas pleinement comparables. Les informations sur le niveau de traitement des eaux usées et les redevances d'assainissement restent incomplètes.

Les données concernant la population raccordée à un « réseau d'assainissement sans traitement » et n'ayant « pas de raccordement à un réseau d'assainissement » comportent des estimations pour la Belgique, le Chili, les États-Unis, la Hongrie, l'Irlande, la Pologne et le Portugal.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Source

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00604-fr>.

Pour en savoir plus

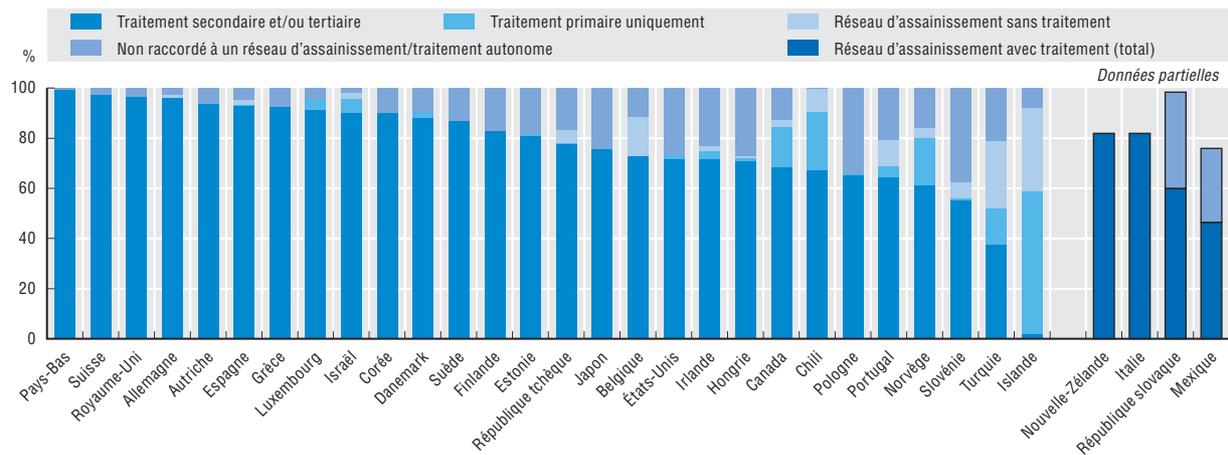
OCDE (2014), *Water and Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.20. **Taux de raccordement au traitement des eaux usées, dernière année disponible**
 Pourcentage de la population nationale raccordée à une station d'épuration des eaux usées



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130284>

Tableau 1.7. **Taux de raccordement au traitement des eaux usées, pourcentage de la population**

	Taux de raccordement au traitement des eaux usées					Taux de raccordement à un réseau d'assainissement	
	Début des années 90		2011 ou dernière année disponible			2009 ou dernière année disponible	
	Total	Dont :		Total	Dont :		Total
	traitement secondaire	traitement tertiaire	traitement secondaire	traitement tertiaire			
Allemagne	88	32	49	96	3	93	97
Australie	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	72	60	7	94	1	93	94
Belgique	29	6	36	73	9	63	88
Canada	62	21	27	84	53	15	87
Chili ¹	72	2	8	91	4	63	96
Corée ¹	33	37	1	90	36	54	90
Danemark	85	42	29	90	2	86	90
Espagne ¹	53	38	4	94	33	60	96
Estonie	69	31	29	82	13	68	82
États-Unis	75	33	30	74	32	40	74
Finlande ¹	76	0	76	83	0	83	83
France	69	51	27	..	..	..	..
Grèce	11	11	0	92	6	86	92
Hongrie	20	14	1	72	34	37	73
Irlande	44	21	0	75	60	11	77
Islande	2	0	0	59	1	1	92
Israël	77	32	28	96	40	50	98
Italie ¹	63	36	24	82	..	..	..
Japon	44	42	2	76	55	20	76
Luxembourg	90	67	8	96	62	29	96
Mexique ¹	22	19	0	47	..	..	71
Norvège	57	1	43	80	2	60	84
Nouvelle-Zélande	80	33	40	82	..	..	..
Pays-Bas	94	84	8	99	1	98	99
Pologne ¹	34	26	4	66	13	52	66
Portugal ¹	21	11	0	71	46	19	81
République slovaque	43	..	..	60	..	..	62
République tchèque	50	15	55	78	8	70	83
Royaume-Uni ¹	83	62	13	97	49	47	97
Slovénie	36	15	2	56	37	19	63
Suède	94	9	85	87	4	83	87
Suisse	90	28	62	97	20	78	97
Turquie	7	1	0	52	20	18	73
OCDE¹	59	34	19	76	31	42	81

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131481>

Diversité biologique

Les ressources biologiques sont des composantes essentielles des écosystèmes et du capital naturel et fournissent les matières premières nécessaires à la production et à la croissance de nombreux secteurs de l'économie. Leur diversité joue un rôle essentiel dans le maintien des mécanismes de la vie et de la qualité de vie.

Les pressions pesant sur la biodiversité peuvent être d'ordre physique (altération et morcellement des habitats dus aux changements d'affectation et de couverture des sols), chimique (contamination toxique, acidification, marées noires, etc.) ou biologique (altération de la dynamique des populations et de la structure des espèces due à l'introduction d'espèces exogènes ou l'exploitation commerciale des ressources en espèces sauvages).

Définitions

Les indicateurs présentés ici portent sur des aspects particuliers de la biodiversité, en l'occurrence :

- Le nombre d'espèces menacées par rapport au nombre d'espèces connues ou étudiées. Par « espèces menacées », on désigne les catégories « en danger », « en danger critique d'extinction » et « vulnérables » (voir les définitions à l'annexe B). Les données portent sur les mammifères, les oiseaux et les plantes vasculaires, mais ne tiennent pas compte d'autres grands groupes (poissons, amphibiens, reptiles, invertébrés, champignons, etc.).
- Les principales zones protégées (terrestres et marines), c'est-à-dire les zones relevant des catégories de gestion I à VI dans la classification de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les zones de nature sauvage, réserves naturelles intégrales et parcs nationaux correspondent au degré le plus élevé de protection.

Ces indicateurs doivent être mis en relation avec les données sur la densité démographique et la densité des activités humaines, ainsi que sur l'exploitation durable de la biodiversité en tant que ressource (ressources forestières et halieutiques, par exemple) et sur l'altération des habitats.

En bref

Depuis les années 90, les zones protégées terrestres et marines ont gagné du terrain dans beaucoup de pays de l'OCDE. Cependant, les pressions exercées sur la biodiversité s'amplifient, tout comme les menaces pesant sur les écosystèmes de la planète et les espèces qu'ils abritent.

De nombreux écosystèmes naturels ont subi des dégradations qui limitent les services qu'ils fournissent. Beaucoup de zones humides, qui sont des habitats de grande valeur pour la biodiversité, sont transformées en terres agricoles, même si le rythme de ces conversions ralentit.

L'objectif entériné en 2002 par les Parties à la CDB – « assurer, d'ici à 2010, une forte réduction du rythme actuel de perte de diversité biologique » – n'a pas été atteint au niveau mondial.

- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le nombre d'espèces animales et végétales en danger est en augmentation. De nombreuses espèces sont menacées par la modification ou la disparition de leur habitat, aussi bien à l'intérieur des zones protégées qu'à l'extérieur (exploitations agricoles, forêts, etc.). Les menaces sont particulièrement fortes dans les pays densément peuplés et où les activités humaines sont très concentrées.
- Dans la zone OCDE, les zones protégées terrestres et marines représentent quelque 11 % des terres émergées et des mers territoriales. La superficie protégée

varie sensiblement selon les pays de l'OCDE, et les zones en question ne sont pas toujours représentatives de la biodiversité nationale, ni suffisamment bien reliées entre elles. Pour la plupart des pays, les défis consistent à étendre les aires protégées marines, aujourd'hui largement sous-représentées, et de mettre en place des réseaux écologiques en créant des corridors entre les zones protégées.

- Il reste difficile d'évaluer les niveaux de protection réels et leur évolution, dans la mesure où les zones protégées changent au fil du temps : de nouvelles aires sont désignées, les périmètres sont redéfinis et des sites disparaissent ou subissent des modifications sous l'effet d'activités économiques ou de processus naturels. Les résultats environnementaux sont fonction à la fois du classement de la zone considérée et de l'efficacité de sa gestion.

Voir à l'annexe A les évolutions concernant les principales zones protégées terrestres et marines.

Comparabilité

Des données sur les espèces menacées sont disponibles pour tous les pays de l'OCDE, mais elles sont plus ou moins complètes selon les cas. Le nombre des espèces connues ou étudiées ne représente pas toujours avec précision le nombre des espèces existantes, et les définitions, censées suivre les normes de l'UICN, sont appliquées avec plus ou moins de rigueur dans les pays. En règle générale, les données rétrospectives ne sont pas comparables ou pas disponibles.

Il existe des données sur les zones protégées pour tous les pays de l'OCDE. Bien qu'harmonisées par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC), les définitions peuvent encore varier d'un pays à l'autre.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00605-fr>.

PNUe, *The World Database on Protected Areas (WDPA)*, www.protectedplanet.net.

UNESCO, « Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) », www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/.

DSNU, *Millennium Development Goals Indicators*, <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>.

Pour en savoir plus

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), www.iucn.org.

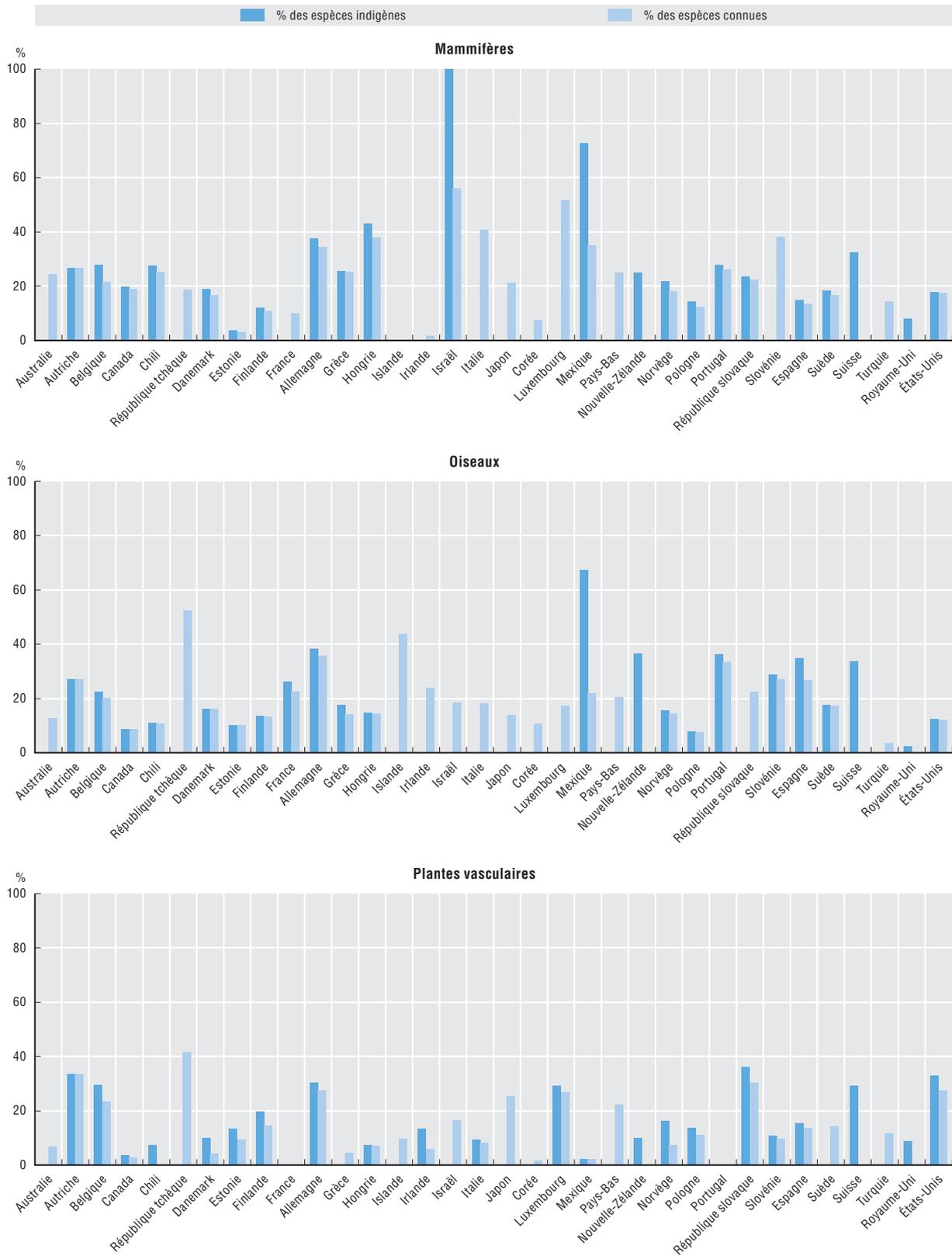
OCDE (2012a), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2012b), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

OCDE (2011), « OECD work on biodiversity », www.oecd.org/dataoecd/63/39/46226558.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.21. **Espèces menacées de mammifères, d'oiseaux et de plantes vasculaires, dernière année disponible**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130303>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Diversité biologique

Tableau 1.8. **Espèces menacées de mammifères, d'oiseaux et de plantes vasculaires, dernière année disponible**

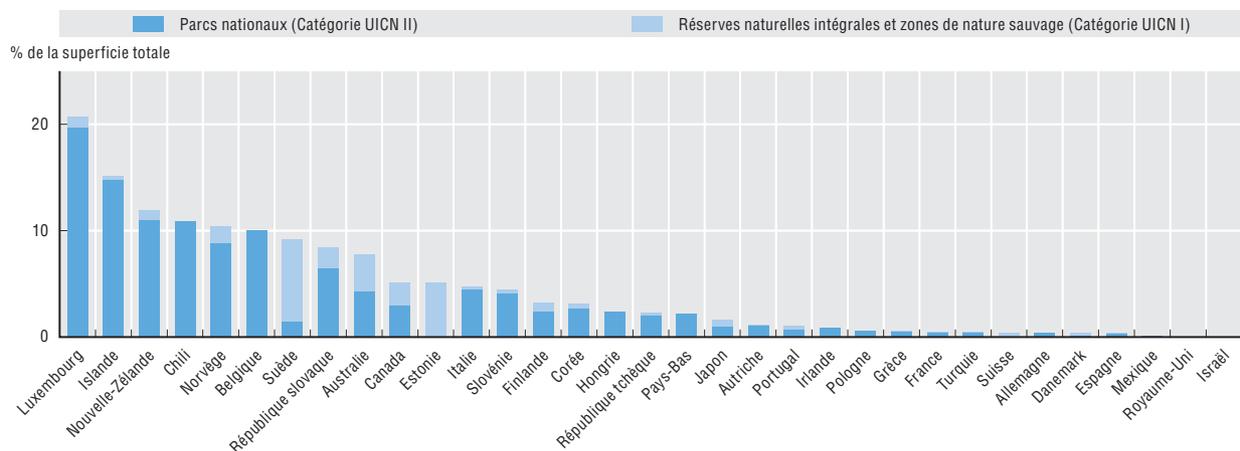
	Mammifères		Oiseaux		Plantes vasculaires	
	Espèces connues ou évaluées, nombre	Espèces menacées, %	Espèces connues ou évaluées, nombre	Espèces menacées, %	Espèces connues ou évaluées, nombre	Espèces menacées, %
Allemagne ¹	93	34	264	36	3 272	27
Australie	387	24	872	13	19 462	7
Autriche	101	27	242	27	2 950	33
Belgique	84	21	220	20	1 818	23
Canada	218	19	664	9	5 111	3
Chili	175	25	461	11	5 516	7
Corée ¹	124	7	515	11	4 296	2
Danemark ¹	67	16	209	16	2 909	4
Espagne ¹	158	13	368	27	8 750	14
Estonie	69	3	386	10	1 943	9
États-Unis ¹	453	17	831	12	19 569	27
Finlande ¹	65	11	240	13	1 240	15
France ¹	99	10	389	23	11 730	..
Grèce ¹	115	25	440	14	5 850	4
Hongrie ¹	90	38	393	15	2 510	7
Irlande ¹	57	2	457	24	2 001	6
Islande ¹	..	..	75	44	490	10
Israël ¹	105	56	210	19	2 288	17
Italie	118	41	473	18	6 711	8
Japon	160	21	700	14	7 000	25
Luxembourg ¹	64	52	132	17	1 323	27
Mexique ¹	535	35	1 096	22	25 008	2
Norvège ¹	88	18	248	15	2 962	7
Nouvelle-Zélande ¹	32	25	161	37	2 319	10
Pays-Bas ¹	48	25	213	21	1 490	22
Pologne	105	12	448	8	2 980	11
Portugal ¹	103	26	291	33	3 607	..
République slovaque ¹	90	22	219	22	3 352	30
République tchèque ¹	91	19	210	52	2 754	42
Royaume-Uni ¹	76	8	247	2	1 530	9
Slovénie	89	38	387	27	3 452	10
Suède	66	17	246	17	2 272	14
Suisse ¹	83	33	211	34	2 592	29
Turquie	161	14	460	4	11 000	12

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131500>

Graphique 1.22. **Réserves naturelles et parcs nationaux, pays de l'OCDE, 2010**



Source : PNUE, *The World Database on Protected Areas (WDPA)* ; UNESCO, « Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) » ; DSNU, Millennium Development Goals Indicators.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933130322>

Tableau 1.9. Principales zones protégées, dernière année disponible

	Principales zones protégées, 2010		Réserves naturelles intégrales, zones de nature sauvage et parcs nationaux, 2010		Réserves de biosphère, 2012	Zones humides d'importance internationale, 2012	
	Terrestres	Marines	Superficie, milliers km ²	% du territoire	Nombre de sites	Nombre de sites	Superficie, km ²
	% du territoire	% des mers territoriales					
Allemagne ¹	42	40	1	0	15	34	8 682
Australie ¹	11	28	601	8	14	64	81 117
Autriche	23	..	1	1	6	20	1 200
Belgique	14	..	3	10	..	9	429
Canada	8	1	513	5	16	37	130 666
Chili	17	4	82	11	10	12	3 590
Corée	6	4	3	3	4	18	177
Danemark ¹	5	3	0	0	1	42	23 031
Espagne ¹	9	4	2	0	39	73	2 966
Estonie	20	27	2	5	1	17	3 048
États-Unis ¹	12	29	..	..	47	34	16 685
Finlande	9	5	11	3	2	49	7 995
France ¹	17	21	3	0	10	41	33 083
Grèce	16	3	1	1	2	10	1 635
Hongrie	5	..	2	2	5	29	2 450
Irlande	2	0	1	1	2	45	670
Islande	20	4	16	15	..	3	590
Israël	18	1	0	0	2	2	4
Italie	15	17	14	5	8	52	602
Japon	16	6	6	2	4	46	1 370
Luxembourg	20	..	1	21	..	2	172
Mexique	11	17	3	0	40	121	88 264
Norvège ¹	15	2	34	10	..	51	8 404
Nouvelle-Zélande	26	11	32	12	..	6	555
Pays-Bas ¹	12	22	1	2	1	49	8 189
Pologne ¹	22	4	2	1	10	13	1 451
Portugal ¹	8	3	1	1	7	28	866
République slovaque ¹	23	..	4	8	4	14	407
République tchèque ¹	15	..	2	2	6	12	547
Royaume-Uni ¹	26	6	0	0	8	169	12 757
Slovénie	13	1	1	4	3	3	82
Suède	11	5	41	9	4	51	5 147
Suisse	25	..	0	0	2	11	1 469
Turquie	2	2	4	0	1	13	1 799
OCDE	11	11	..	..	274	1180	450 099
Monde	13	..	..	..	580	2040	1 934 114

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : PNUE, The World Database on Protected Areas (WDPA) ; UNESCO, « Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) » ; DSNU, Millennium Development Goals Indicators.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131519>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Utilisation des ressources forestières

Les forêts font partie des écosystèmes les plus divers et les plus répandus sur terre. Leurs fonctions sont nombreuses : elles fournissent du bois et d'autres produits forestiers, possèdent une valeur culturelle, offrent des espaces de loisirs, assurent des services écosystémiques, notamment par leur action régulatrice sur le sol, l'air et l'eau, constituent des réservoirs de biodiversité et font office de puits de carbone.

L'impact des activités humaines sur leur santé et sur la croissance et la régénération des forêts naturelles suscite de larges préoccupations. De nombreuses ressources forestières sont menacées pour cause de surexploitation, de morcellement, de dégradation de la qualité environnementale et de changements d'affection des sols. Les pressions sont principalement le résultat d'activités humaines : développement de l'agriculture et des infrastructures de transport, gestion forestière non viable, pollution atmosphérique et brûlage des forêts.

Définitions

L'indicateur présenté ici concerne l'intensité d'utilisation des ressources forestières (bois). Il rapporte la récolte ou l'abattage effectif à la capacité productive annuelle. La capacité productive annuelle peut être soit une valeur calculée, comme les coupes annuelles admissibles, soit une estimation de l'accroissement annuel du stock existant. Il est à noter que les moyennes nationales présentées ici peuvent masquer des variations entre les forêts.

Des données sur la variation de la récolte annuelle et de l'accroissement annuel, ainsi que sur le matériel sur pied, la superficie des forêts et les exportations de produits forestiers sont présentées à titre complémentaire.

Ces indicateurs donnent une idée de la situation quantitative des ressources forestières. Ils constituent des moyennes nationales qui peuvent masquer d'importantes variations entre forêts. Il convient de les mettre en relation avec les données sur la qualité des forêts (diversité des essences et des espèces, dégradation, morcellement) et de les compléter par des données sur les pratiques de gestion et les mesures de protection des forêts.

En bref

À l'échelon national, la plupart des pays de l'OCDE se caractérisent par une utilisation durable des ressources forestières en termes quantitatifs, mais il existe d'importantes variations au niveau infranational et entre les pays. Dans les pays pour lesquels on dispose de données portant sur une longue période, l'intensité d'utilisation des ressources n'a en général pas augmenté et a même diminué dans la plupart des cas depuis les années 50. Ces dernières années, la demande de bois pour répondre aux objectifs gouvernementaux en matière de ressources énergétiques renouvelables revêt une importance grandissante.

Les forêts sont inégalement réparties : les dix pays les plus riches en forêts représentent deux tiers de la superficie forestière totale de la planète. Les pays de l'OCDE abritent un quart environ des forêts mondiales.

Depuis 50 ans, la superficie des forêts et des terres boisées est demeurée stable ou a légèrement augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. En revanche, elle a diminué à l'échelle mondiale, ce qui tient entre autres au fait que le déboisement s'est poursuivi dans les pays tropicaux, souvent pour répondre aux besoins en terres agricoles, en pâturages ou en bois. D'après l'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), au niveau mondial, l'érosion de la biodiversité et la perte de services écosystémiques provoquées par la diminution des superficies forestières représentent un coût total compris entre 2 000 et 5 000 milliards USD par an.

Voir à l'annexe A l'évolution de l'intensité d'utilisation des ressources forestières.

Comparabilité

Pour la plupart des pays de l'OCDE, des données sur l'intensité d'utilisation des ressources forestières peuvent être dérivées des comptes forestiers et des statistiques et évaluations forestières internationales établies par la FAO et la CEE-ONU, même si des différences dans les variables mesurées entraînent des difficultés d'interprétation. Les données historiques sont rarement comparables ou ne sont pas disponibles sur de longues périodes.

Dernière année disponible : les données antérieures à 2005 n'ont pas été prises en compte.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00600-fr>.

FAO, Évaluation des ressources forestières mondiales (2010), www.fao.org/forestry/fra/fr.

FAO, FAOSTAT (2012) (base de données), <http://faostat.fao.org/>.

Pour en savoir plus

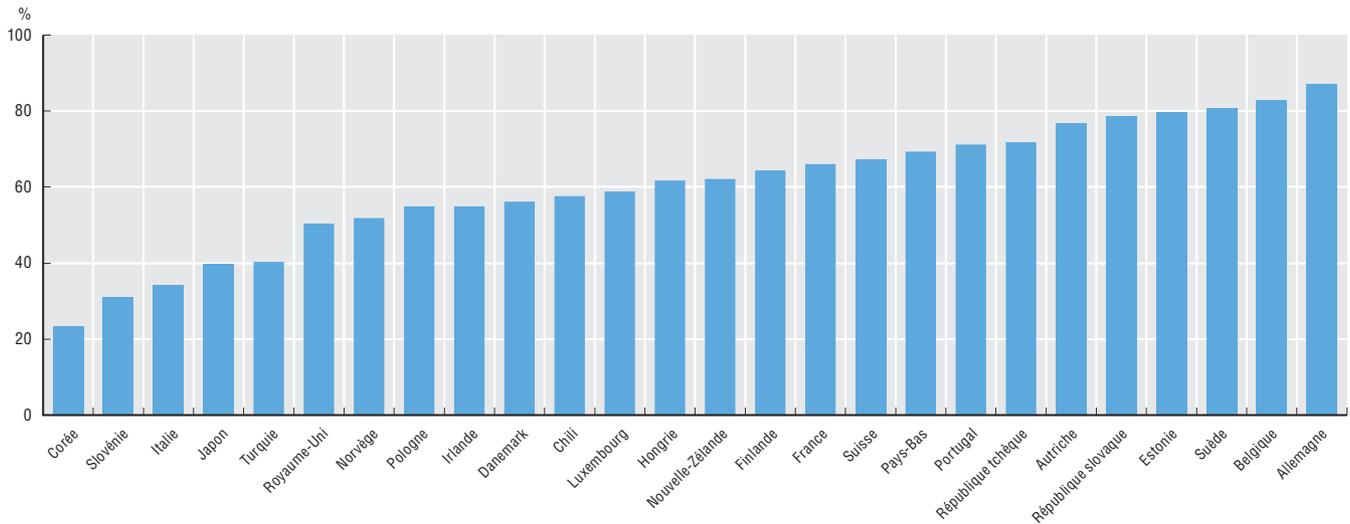
OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050. Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr.

OCDE (2011), *Panorama des régions de l'OCDE 2011*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2011-fr.

TEEB, The Economics of Ecosystems and Biodiversity, www.teebweb.org.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.23. **Intensité d'utilisation des ressources forestières, dernière année disponible**
Abattages en % de l'accroissement annuel



Source : FAO, Évaluation des ressources forestières mondiales (2010), FAOSTAT (2012) (base de données) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130341>

Tableau 1.10. **Ressources forestières**

	Abattages annuels, variation en %	Accroissement annuel, variation en %	Intensité d'utilisation des ressources forestières, abattages en % de l'accroissement annuel					Bois sur pied dans les forêts, m ³ par hectare	Forêts, % des terres émergées	Exportations de produits forestiers, % des exportations nationales
			Années 50	Années 80	Années 90	Années 2000	Années 2010				2010	2011	2011
Allemagne	51	-8	..	..	53	75	87	315	32	1.4
Australie	46	..	..	..	..	..	..	..	20	0.9
Autriche ¹	..	..	..	..	66	56	77	292	47	3.5
Belgique ¹	..	..	..	..	85	65	83	248	22	1.5
Canada	-13	..	..	..	..	..	..	106	34	5.1
Chili ¹	129	19	183	..	30	45	58	185	22	6.5
Corée	705	156	..	4	7	6	23	97	64	0.0
Danemark	27	..	85	75	..	..	56	222	13	0.4
Espagne	13	..	..	..	..	..	..	50	36	1.3
Estonie ¹	141	29	46	40	43	111	80	247	52	5.1
États-Unis	..	..	61	56	60	..	..	155	33	1.2
Finlande ¹	24	28	89	83	67	73	64	108	73	14.7
France ¹	1	26	..	81	82	..	66	162	29	1.2
Grèce	..	..	..	71	..	..	..	47	30	0.2
Hongrie	9	19	..	70	67	62	62	177	22	0.8
Irlande	61	..	..	..	..	71	55	101	11	0.3
Islande	..	..	..	..	..	..	..	24	0	0.0
Israël	..	..	..	..	..	..	..	38	7	0.1
Italie	-4	17	88	43	42	42	34	187	31	0.9
Japon	17	..	..	72	55	29	40	..	69	0.5
Luxembourg	-12	8	..	..	72	..	59	299	33	0.5
Mexique	-28	..	..	23	24	..	..	46	33	1.2
Norvège	-8	11	87	61	62	46	52	107	33	2.1
Nouvelle-Zélande ¹	118	45	..	..	41	54	62	535	31	4.6
Pays-Bas	..	..	..	..	66	69	69	192	11	0.5
Pologne	44	..	49	59	50	53	55	219	31	1.1
Portugal	-9	..	..	..	70	63	71	66	38	3.5
République slovaque	79	23	95	66	54	55	79	266	40	2.3
République tchèque	15	26	60	72	78	73	72	290	34	2.2
Royaume-Uni	32	15	..	32	44	46	50	182	12	0.3
Slovénie	39	104	..	64	46	24	31	394	62	3.5
Suède ¹	48	18	83	81	64	78	81	123	69	7.4
Suisse	7	-8	..	..	58	75	67	345	31	0.7
Turquie	0	28	..	82	52	..	40	144	15	0.3
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	5 969	31	1.5

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : FAO, Évaluation des ressources forestières mondiales (2010), FAOSTAT (2012) (base de données) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131538>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Utilisation des ressources halieutiques

Les ressources halieutiques sont essentielles à l'alimentation humaine et aux écosystèmes aquatiques. Dans beaucoup de pays, la pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus et à l'emploi. Dans certains, dont au moins deux pays de l'OCDE (l'Islande et le Japon), le poisson est la principale source de protéines animales.

Les principales pressions pesant sur les ressources halieutiques sont dues à la pêche, à l'aménagement des zones côtières, à la pollution d'origine terrestre, aux transports maritimes et aux rejets en mer. Elles se répercutent sur les stocks de poissons et les habitats marins et dulcicoles, et elles ont des conséquences pour la biodiversité et la production de poissons destinés à la consommation humaine et à d'autres usages. La gestion durable des ressources halieutiques est ainsi devenue un enjeu majeur.

Définitions

Les indicateurs présentés ici portent sur les captures de poisson nationales, exprimées en % des captures mondiales et par habitant pour 2007-09, ainsi que leur évolution depuis 1990-92.

À titre de complément d'information, l'évolution de la production aquacole est présentée pour donner des indications sur le passage de l'exploitation des ressources sauvages à une production davantage industrialisée. Il existe cependant des liens étroits entre les deux secteurs.

Ces indicateurs traitent des ressources halieutiques sous l'angle quantitatif. Ils doivent être complétés par des données sur la situation biologique des stocks de poissons.

En bref

L'augmentation observée des captures mondiales de poisson s'explique en partie par l'exploitation de nouvelles espèces et/ou d'espèces de moindre valeur, et en partie par le développement de l'aquaculture. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) est très répandue et fait obstacle à la réalisation des objectifs de gestion durable des pêcheries.

Les pêches de capture et l'aquaculture ont produit en 2011 plus de 156 millions de tonnes de poisson destiné à l'alimentation, et l'offre apparente par habitant se situait en 2009 à 18.5 kg (équivalent poids vif).

L'aquaculture s'est développée et a dépassé dans beaucoup de pays les pêches de capture en tant que source de produits halieutiques. En 2011, elle a représenté environ 40 % de la production halieutique mondiale (soit 63 millions de tonnes). Cette expansion a été plus ou moins rapide selon les régions du monde. Les pays de l'OCDE ont été à l'origine d'environ 8.8 % de la production aquacole mondiale, et les plus gros producteurs parmi eux sont la Corée, le Japon, le Chili et la Norvège.

À l'inverse des pêches de capture, l'aquaculture offre la possibilité de recourir à des systèmes de production et pratiques de gestion spécifiques pour améliorer la production alimentaire tout en réduisant les pressions exercées sur les stocks naturels. Toutefois, elle a aussi des effets négatifs sur les écosystèmes locaux, et sa dépendance à l'égard des farines/huiles de poisson, du moins pour l'élevage des espèces carnivores, peut accentuer les pressions qui pèsent sur certains stocks de poissons.

La part des stocks modérément exploités ou sous-exploités est de 13 %. Plus de la moitié des stocks (57 %) sont pleinement exploités, avec des captures atteignant ou avoisinant le rendement constant maximal. Les stocks restants (30 %) sont surexploités et produisent donc moins que leur potentiel maximal en raison de la pression exercée par la surpêche dans le passé. Il convient cependant de noter qu'il existe un grand nombre de stocks dont il n'a pas encore été possible de déterminer l'état.

La production mondiale des pêches de capture marine a culminé à environ 74 millions de tonnes en 1996, avant de décliner légèrement pour s'établir à environ 68 millions de tonnes en 2011. Sa stabilisation observée ces dernières années résulte de la conjonction d'une exploitation accrue de certains stocks et d'une baisse de la taille et de la productivité d'autres stocks. L'anchois du Pérou reste l'espèce la plus pêchée dans le monde.

Voir à l'annexe A la production halieutique mondiale, les captures de poisson dans la zone OCDE et les évolutions par pays.

Comparabilité

Des données assez détaillées sur la production halieutique sont disponibles pour la plupart des pays de l'OCDE auprès de sources internationales (notamment la FAO). Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification nationaux.

Les données pour le Danemark ne comprennent pas le Groenland ni les Îles Féroé.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

FAO (2010), *FAO annuaire. Statistiques des pêches et de l'aquaculture*, www.fao.org/docrep/015/ba0058t/ba0058t.pdf.

FAO, FISHSTAT (base de données), mises à jour annuelles, www.fao.org/fishery/statistics/software/fishstatj/en.

Pour en savoir plus

Conseil International pour l'Exploration de la Mer (CIEM), www.ices.dk.

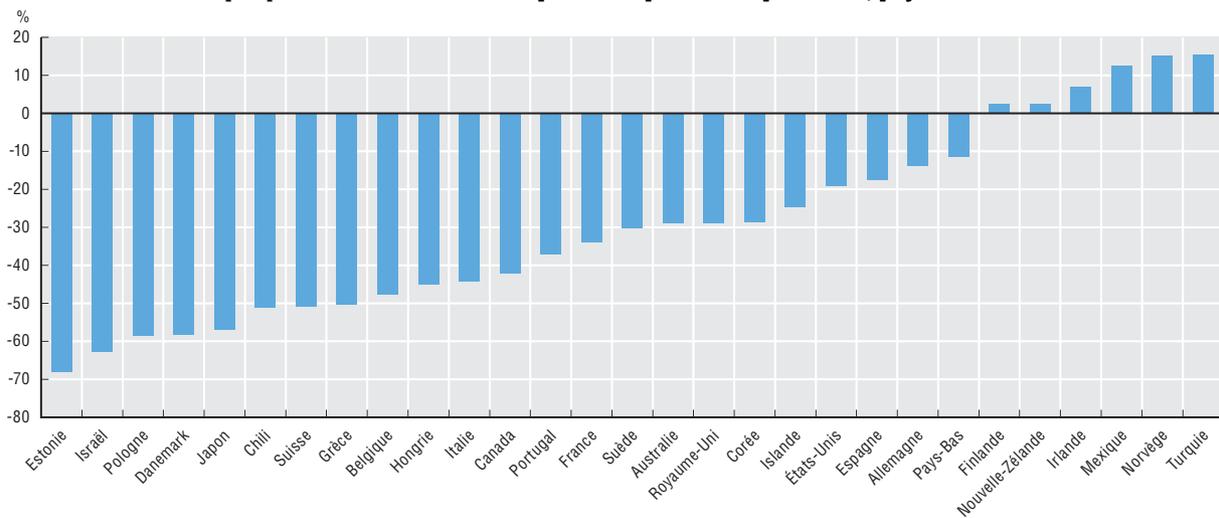
Travaux de l'OCDE sur les pêcheries, www.oecd.org/pecheries.

OCDE (2011a), *OECD Review of Fisheries 2011: Policies and Summary Statistics*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264129306-en>.

OCDE (2011b), *The Economics of Adapting Fisheries to Climate Change*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264090415-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.24. Variation des captures de poisson depuis 1990, pays de l'OCDE



Source : FAO, FAOSTAT (2012) et FISHSTAT (2012) (bases de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130360>

Tableau 1.11. Captures de poisson et aquaculture

	Total des captures de poisson					Captures marines	Production aquacole	
	Total		Par habitant		Part des captures mondiales	Part du total	Milliers de tonnes	Variation en %
	Milliers de tonnes	Variation en %	kg/hab	Variation en %	%			
	2011	1990-2011	2011	1990-2011	2011	2011	2011	1990-2011
Allemagne	234	-28	2.9	-30	0.3	85	39	-39
Australie	163	-22	7.2	-41	0.2	66	71	476
Autriche	0	-34	0.0	-40	0.0	x	2	-31
Belgique	22	-46	2.0	-51	0.0	86	0	-93
Canada	861	-48	25.0	-58	0.9	45	162	294
Chili	3 063	-41	177.6	-55	3.3	91	955	2 843
Corée	1 747	-29	35.1	-39	1.9	71	507	35
Danemark	716	-51	128.7	-55	0.8	93	35	-17
Espagne	993	-11	21.5	-25	1.1	92	272	33
Estonie	81	-77	60.2	-73	0.1	81	0	-59
États-Unis	5 153	-7	16.5	-26	5.5	71	397	26
Finlande	154	8	28.5	0	0.2	75	11	-39
France	419	-32	6.6	-39	0.4	77	226	-12
Grèce	71	-46	6.3	-51	0.1	82	142	1 392
Hongrie	7	-57	0.7	-55	0.0	x	16	-11
Irlande	214	-1	47.7	-23	0.2	88	44	66
Islande	1 138	-24	3 568.7	-40	1.2	99	5	88
Israël	3	-70	0.3	-82	0.0	71	20	37
Italie	217	-42	3.6	-45	0.2	65	160	8
Japon	3 761	-61	29.4	-62	4.0	73	557	-31
Luxembourg	..	..	..	..	..	x	..	..
Mexique	1 566	15	13.8	-15	1.7	73	137	514
Norvège	2 281	42	460.6	22	2.4	94	1 139	656
Nouvelle-Zélande	428	23	97.1	-6	0.5	89	117	310
Pays-Bas	370	-9	22.2	-18	0.4	93	43	-58
Pologne	192	-57	5.0	-57	0.2	87	29	10
Portugal	216	-34	20.4	-37	0.2	92	9	84
République slovaque	2	..	0.4	..	0.0	x	1	..
République tchèque	4	..	0.4	..	0.0	x	21	..
Royaume-Uni	605	-20	9.8	-26	0.6	74	177	254
Slovénie	1	..	0.4	..	0.0	74	1	..
Suède	181	-28	19.2	-35	0.2	96	13	47
Suisse	2	-48	0.2	-56	0.0	x	1	18
Turquie	515	36	7.0	1	0.6	85	189	3 167
OCDE	25 383	-31	20.5	-41	27.1	79	5 501	95
Monde	93 494	10	13.4	-16	100.0	73	62 700	380

Source : FAO, FAOSTAT (2012) et FISHSTAT (2012) (bases de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131557>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Déchets municipaux

Les activités humaines produisent des déchets à tous les stades. La composition de ces déchets et leur quantité dépendent dans une large mesure des modes de consommation et de production.

Les déchets municipaux ne représentent qu'une fraction du total des déchets (10 % environ), mais leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus d'un tiers des dépenses publiques de lutte contre la pollution. Les principales préoccupations qu'ils suscitent concernent leurs effets sur la santé humaine et sur l'environnement en cas de mauvaise gestion (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, climat, utilisation des sols et paysages).

Définitions

Les indicateurs présentés ici portent sur le volume total de déchets municipaux produits ainsi que sur l'intensité de cette production, c'est-à-dire le volume par habitant. À titre de complément d'information, les parts des déchets municipaux traités et mis en décharge sont indiquées, de même que les dépenses de consommation finale privée.

Les déchets municipaux sont les déchets collectés par les communes ou pour leur compte. Ils comprennent les déchets produits par les ménages (c'est-à-dire par l'activité domestique des particuliers), ainsi que les déchets assimilés provenant des petits commerces, des bureaux, des établissements tels que les écoles et les administrations et des petites entreprises dont les déchets sont traités ou éliminés dans les mêmes installations.

L'intensité de production de déchets donne seulement une première indication des pressions potentielles sur l'environnement, et des informations complémentaires sont nécessaires pour décrire les pressions effectives. Ces indicateurs doivent être complétés par des données sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et les modes de consommation.

En bref

Au cours des années 90, la zone OCDE a connu une augmentation de la production de déchets (+19 %), de même que des dépenses de consommation privée (+33 %) et du PIB (+31 %). À partir du début des années 2000, cette progression a ralenti. Aujourd'hui, la production de déchets municipaux est estimée à plus de 660 millions de tonnes. Chaque habitant de la zone OCDE produit en moyenne 530 kg de déchets par an, soit 30 kg de plus qu'en 1990 mais 30 kg de moins qu'en 2000.

La quantité et la composition des déchets municipaux varient grandement d'un pays de l'OCDE à l'autre, et elles sont liées aux niveaux et aux modes de consommation, au taux d'urbanisation, aux modes de vie et aux pratiques nationales de gestion des déchets.

Depuis vingt ans, les pays de l'OCDE ont beaucoup œuvré pour faire baisser la production de déchets municipaux solides. De plus en plus de déchets échappent à l'enfouissement et à l'incinération pour être réinjectés dans l'économie grâce au recyclage. La mise en décharge n'en reste pas moins le mode d'élimination dominant dans beaucoup de pays de l'OCDE.

Voir à l'annexe A l'évolution du découplage et du traitement dans l'OCDE.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux, les types de déchets pris en compte et les méthodes d'enquête utilisées pour recueillir les informations varient d'un pays à l'autre et dans le temps.

Les principaux problèmes de comparabilité des données sont liés à la prise en compte des déchets des activités commerciales ainsi que des collectes sélectives, qui peuvent comprendre des déchets ménagers dangereux tels que piles et accumulateurs usagés et déchets d'équipements électriques et électroniques.

Dans certains cas, l'année de référence renvoie à l'année la plus proche pour laquelle des données sont disponibles.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Source

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00601-fr>.

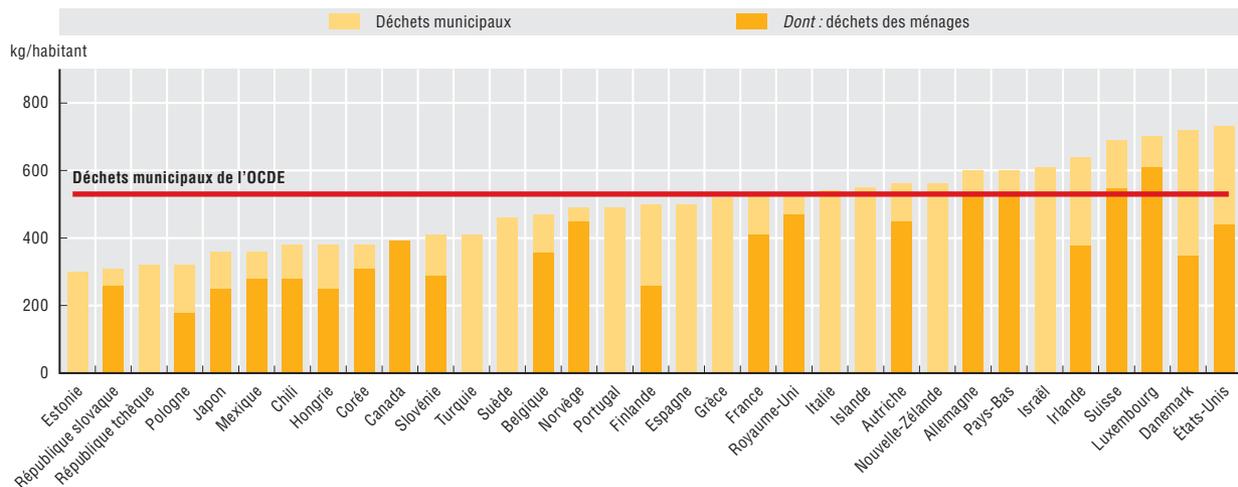
Pour en savoir plus

Travaux de l'OCDE sur la productivité des ressources et les déchets, www.oecd.org/fr/env/dechets.

OCDE (2012), « L'examen de la mise en œuvre de la Stratégie de l'environnement pour les dix premières années du XXI^{ème} siècle », OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/env/50032427.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 1.25. Intensité de production de déchets municipaux, par habitant, 2011



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130379>

Tableau 1.12. Production de déchets municipaux et consommation privée

	Production de déchets municipaux par habitant			dont : déchets des ménages	Dépenses de consommation finale privée par habitant	
	kg/hab	variation en %	variation en %	kg/hab	milliers USD/hab	variation en %
	2011	1990-2011	2000-2011	2011	2011	1990-2011
Allemagne	600	..	-6	530	19	..
Australie	640	-7	-7	..	21	51
Autriche ¹	560	33	6	450	19	29
Belgique ¹	470	38	-2	360	17	25
Canada ¹	..	..	..	390	21	42
Chili	380	52	15	280	9	155
Corée ¹	380	..	6	310	14	117
Danemark	720	..	..	350	16	28
Espagne ¹	500	..	-18	..	15	34
Estonie ¹	300	..	-20	..	9	..
États-Unis ¹	730	-4	-6	440	30	42
Finlande	500	..	0	260	17	39
France ¹	530	18	4	410	18	26
Grèce	520	73	27	..	17	..
Hongrie ¹	380	..	-16	250	9	40
Irlande ¹	620	..	7	380	17	68
Islande ¹	550	..	20	..	17	20
Israël	610	..	-3	..	15	..
Italie	540	..	6	..	17	18
Japon ¹	350	-7	-12	250	18	20
Luxembourg	700	..	8	610	26	32
Mexique ¹	360	..	16	280	9	35
Norvège ¹	490	..	34	450	22	70
Nouvelle-Zélande	560	..	-27	..	15	35
Pays-Bas	600	20	-2	530	17	26
Pologne ¹	320	-10	-19	180	11	141
Portugal ¹	490	63	11	..	14	44
République slovaque ¹	310	..	15	260	11	..
République tchèque	320	..	-3	..	11	..
Royaume-Uni ¹	530	13	-9	470	21	45
Slovénie ¹	410	..	1	290	14	..
Suède	460	24	7	..	17	34
Suisse	690	13	5	550	22	13
Turquie ¹	410	14	-15	..	9	70
OCDE ¹	530	6	-5	..	19	..

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

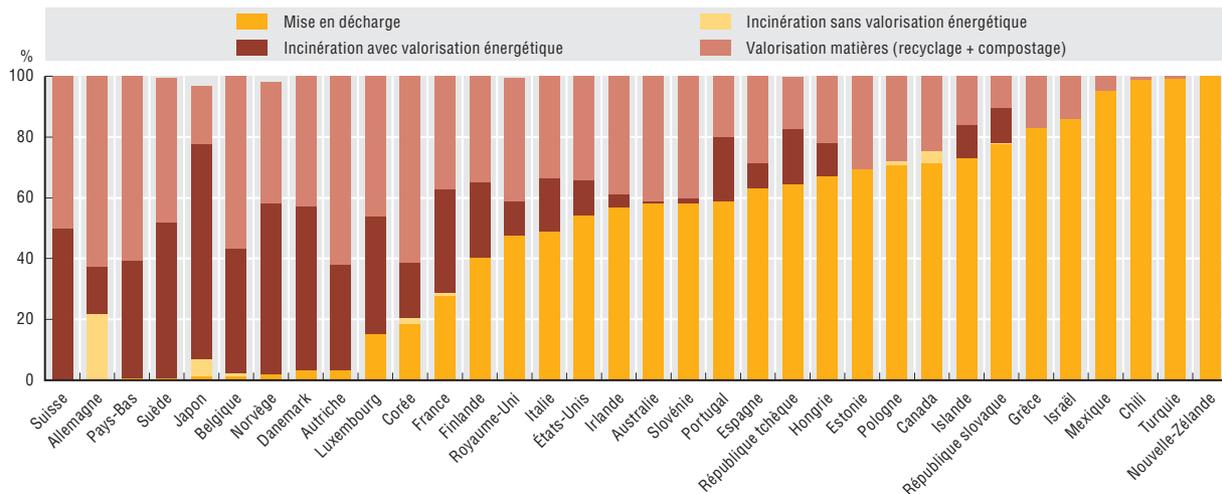
Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131576>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Déchets municipaux

Graphique 1.26. **Parts des déchets municipaux éliminés et valorisés, 2011**
% des quantités traitées



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130398>

Tableau 1.13. **Parts des déchets municipaux éliminés et valorisés, 2011**
% des quantités traitées

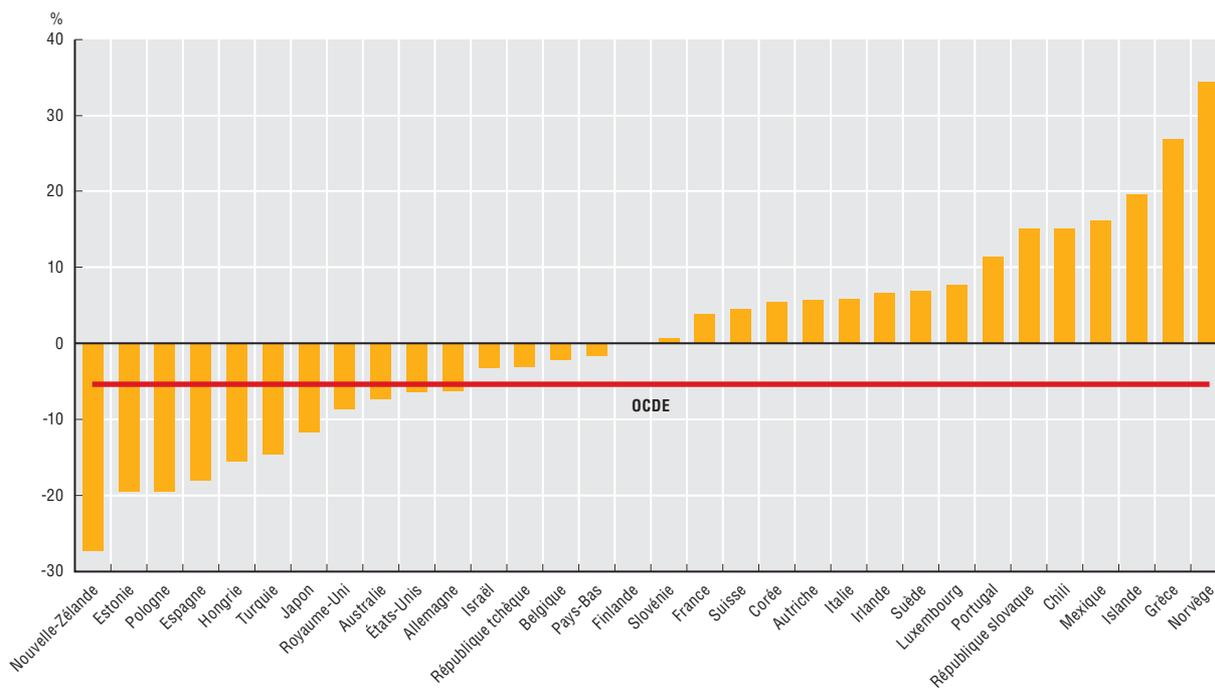
	Recyclage et compostage	Incinération avec valorisation énergétique	Incinération sans valorisation énergétique	Mise en décharge
Allemagne	63	16	21	-
Australie	41	1	-	58
Autriche ¹	62	34	-	3
Belgique ¹	57	41	1	1
Canada ¹	25	-	4	72
Chili	1	-	-	99
Corée ¹	61	19	2	19
Danemark	43	54	-	3
Espagne ¹	29	8	-	63
Estonie ¹	30	-	-	70
États-Unis ¹	34	12	-	54
Finlande	35	25	-	40
France ¹	37	34	1	28
Grèce	17	-	-	83
Hongrie ¹	22	11	-	67
Irlande ¹	39	4	-	57
Islande ¹	16	11	-	73
Israël	14	-	-	86
Italie	34	17	-	49
Japon ¹	19	70	6	2
Luxembourg	46	38	-	15
Mexique ¹	5	-	-	95
Norvège ¹	40	56	-	2
Nouvelle-Zélande	-	-	-	100
Pays-Bas	61	38	-	1
Pologne ¹	28	-	1	71
Portugal ¹	20	21	-	59
République slovaque ¹	11	11	-	78
République tchèque	17	18	-	65
Royaume-Uni ¹	40	11	-	48
Slovénie ¹	40	2	-	58
Suède	47	51	-	1
Suisse	50	50	-	-
Turquie ¹	1	-	-	99
OCDE ¹	33	19	3	46

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131595>

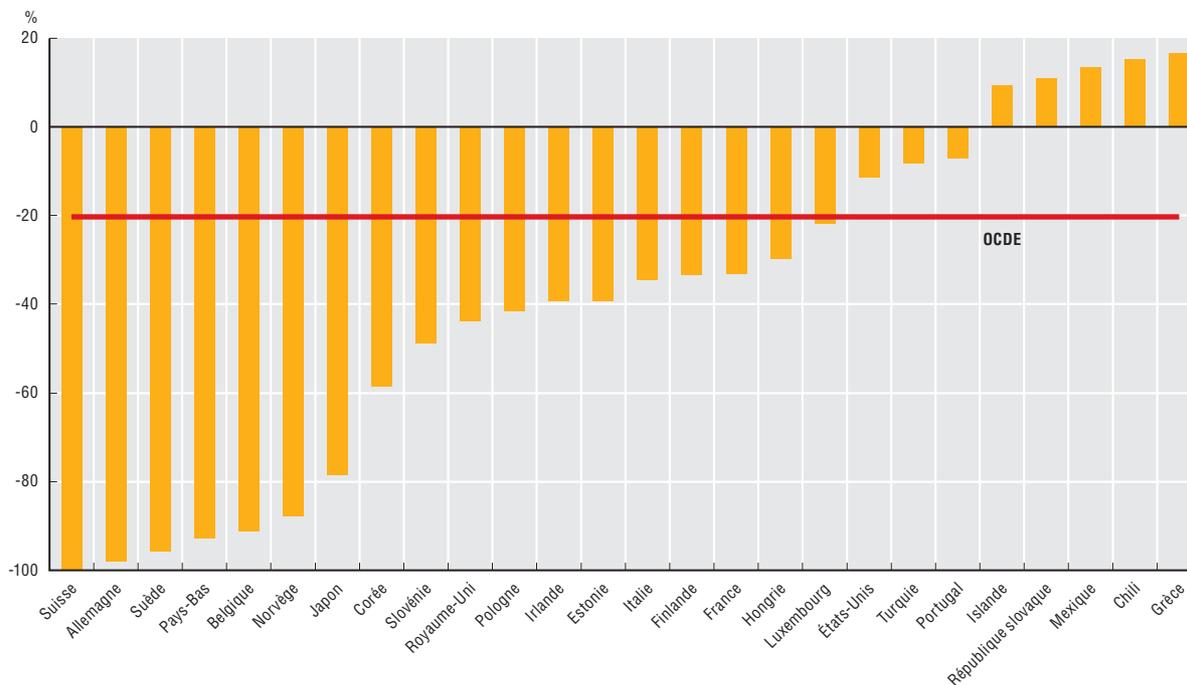
Graphique 1.27. **Variation de la production de déchets municipaux par habitant depuis 2000**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130417>

Graphique 1.28. **Variation de la quantité de déchets municipaux mis en décharge par habitant depuis 2000**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130436>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Déchets industriels et dangereux

Certains flux de déchets, tels les déchets dangereux, les déchets nucléaires et les déchets industriels, appellent une attention particulière en raison des graves risques qu'ils font peser sur l'environnement en cas de mauvaise gestion. Les déchets dangereux sont principalement le produit d'activités industrielles. Leurs quantités et leur composition sont largement influencées par les structures de production. Leurs principaux effets environnementaux concernent la contamination des sols, de l'eau et de l'air par des substances toxiques.

Définitions

Les indicateurs présentés ici portent sur les déchets ci-dessous.

- Déchets des industries manufacturières : les données se rapportent aux déchets primaires.
- Déchets dangereux : les données se rapportent aux flux de déchets contrôlés en vertu de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. Elles ne tiennent pas compte du degré de toxicité de ces déchets ou des autres risques qu'ils posent, ni de leur impact réel sur l'environnement. Les mouvements transfrontières sont indiqués à titre de complément d'information.
- Déchets nucléaires : les données se rapportent aux quantités de combustible irradié produit dans les centrales nucléaires et sont exprimées en tonnes de métal lourd. Il est à noter qu'elles ne correspondent pas à la totalité des déchets radioactifs produits.

En interprétant ces indicateurs, il convient de garder à l'esprit que l'intensité de production de déchets donne seulement une première indication des pressions potentielles sur l'environnement, et que des informations complémentaires sont nécessaires pour décrire les pressions effectives. Ces indicateurs doivent être mis en relation avec les données sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets.

En bref

La production de déchets des industries manufacturières a augmenté au cours des dernières décennies. La composition de ces déchets s'est modifiée sous l'effet de l'évolution des modes de production, des technologies connexes et des pratiques de gestion des déchets.

L'intensité de production par unité de PIB est très variable selon les pays de l'OCDE, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

La production de déchets nucléaires est directement corrélée à la part de l'électronucléaire dans les approvisionnements énergétiques nationaux et aux types de technologies nucléaires adoptées.

Il existe peu d'informations sur les tendances en matière de production de déchets industriels et dangereux.

Les déchets électroniques représentent l'un des grands défis environnementaux du XXI^e siècle. C'est la catégorie de déchets qui augmente le plus rapidement dans le monde, avec un volume qui s'établit selon les estimations entre 20 et 50 millions de tonnes par an (Schwarzer et al., 2005). Ils présentent un intérêt particulier car ils contiennent non seulement des substances dangereuses (métaux lourds comme le mercure et le plomb, perturbateurs endocriniens tels que les ignifugeants bromés, etc.), mais aussi de nombreux métaux stratégiques qui peuvent être récupérés et recyclés, comme l'or, le palladium et les terres rares.

Comparabilité

Malgré des progrès remarquables, les données sur la production de déchets industriels et dangereux et leur gestion restent insuffisantes dans beaucoup de pays ; les types de déchets pris en compte, les définitions et les méthodes d'enquête employées peuvent varier grandement d'un pays à l'autre et dans le temps.

Les données sur les déchets dangereux communiquées par beaucoup de pays européens reposent sur le Catalogue européen des déchets.

Les données relatives aux mouvements transfrontières nets de déchets dangereux peuvent porter sur les mouvements autorisés (ou déclarés) plutôt que sur les mouvements effectifs.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00601-fr>.

OCDE (2012), *Données sur l'énergie nucléaire 2012*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/ned-2012-en-fr>.

Pour en savoir plus

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, www.basel.int/.

Commission européenne, Environmental Data Centre on Waste, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/waste/introduction>.

Travaux de l'OCDE sur la productivité des ressources et les déchets, www.oecd.org/fr/env/dechets.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 1.14. **Déchets industriels, dangereux et nucléaires, 2010 ou dernière année disponible**

	Déchets industriels		Déchets dangereux			Déchets nucléaires	
	Déchets des industries manufacturières		Production		Mouvements transfrontières nets (exportations- importations)	Combustibles irradiés, 2011	
	Total	Par unité de PIB	Total	Par unité de PIB		Total	Par habitant
	Milliers de tonnes	kg/1 000 USD	Milliers de tonnes	kg/1 000 USD	Milliers de tonnes	tonnes ML	kg/1 000 hab
Allemagne ¹	48 690	18	19 931	7.3	-3 738	230	3
Australie	13 120	17	2 216	2.7	36	0	-
Autriche ¹	2 950	10	..	..	..	0	-
Belgique ¹	14 520	40	4 479	12.5	..	129	12
Canada	..	..	..	0.0	-56	1 446	42
Chili	1 830	8	423	1.7	1	0	-
Corée ¹	49 870	40	3 502	2.8	-148	641	13
Danemark ¹	1 210	6	826	4.6	-12	0	-
Espagne ¹	16 360	13	2 991	2.4	..	179	4
Estonie ¹	3 720	147	6 784	311.7	-9	0	-
États-Unis ¹	..	..	31 147	2.3	..	2 159	7
Finlande ¹	15 200	86	2 559	15.2	103	62	12
France ¹	20 350	10	11 538	6.0	..	300	5
Grèce ¹	4 920	17	295	1.1	..	0	-
Hongrie ¹	3 130	17	368	2.2	48	49	5
Irlande ¹	3 260	19	288	1.8	140	0	-
Islande	..	..	8	0.8	4	0	-
Israël	..	..	303	1.5	6	0	-
Italie ¹	39 040	23	7 179	4.4	..	0	-
Japon	115 813	29	..	..	83	822	6
Luxembourg ¹	500	14	379	10.9	..	0	-
Mexique	..	..	..	0.0	-1 067	24	0
Norvège ¹	2 690	12	..	0.0	-210	0	-
Nouvelle-Zélande	..	..	..	0.0	9	0	-
Pays-Bas ¹	14 060	22	4 421	7.2	..	8	0
Pologne ¹	28 560	46	1 492	2.3	..	0	-
Portugal ¹	9 760	42	1 624	7.0	53	0	-
République slovaque ¹	2 710	25	485	4.6	4	39	7
République tchèque ¹	4 180	16	1 363	5.5	..	266	25
Royaume-Uni ¹	19 710	10	3 769	1.9	430	212	3
Slovénie ¹	1 450	26	117	2.3	..	15	7
Suède ¹	7 820	25	2 515	7.9	..	0	-
Suisse ¹	1 570	5	1 753	6.0	183	59	7
Turquie	11 410	13	1 018	1.2	30	0	-

1. Voir annexe B.

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; OCDE (2012), Données sur l'énergie nucléaire 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131614>

1. TENDANCES ENVIRONNEMENTALES

Utilisation des ressources en matières

Les ressources en matières constituent la base physique de nos économies. Elles fournissent des matières premières essentielles et d'autres produits de base sur lesquels s'appuient les activités économiques. Leur utilisation dans l'économie et les processus de production et de consommation correspondants ont de nombreuses conséquences environnementales, économiques et sociales, qui transcendent souvent les frontières nationales ou régionales.

L'intensité et la nature de ces conséquences dépendent du type et de la quantité de ressources naturelles et de matières utilisées, de l'étape du cycle des ressources à laquelle intervient cette utilisation, de la façon dont sont exploitées et gérées les ressources matérielles, ainsi que du type et de la situation géographique du milieu naturel dont elles proviennent.

Une utilisation efficiente des ressources matérielles à tous les niveaux de l'économie est importante pour assurer un approvisionnement adéquat des activités économiques en matières, réduire la charge imposée à l'environnement par cet approvisionnement et empêcher la dégradation et l'épuisement des ressources naturelles.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent :

- La consommation intérieure de matières (CIM), exprimée en tonnes par habitant, qui mesure la masse des matières physiquement utilisées dans l'économie intérieure, c'est-à-dire la consommation apparente directe. Elle est égale à l'extraction intérieure augmentée des importations et diminuée des exportations.
- L'intensité matérielle (CIM/PIB), exprimée en tonnes pour 1 000 USD, qui mesure les apports de matières physiques servant à produire de la valeur ajoutée.

Ces indicateurs ne reflètent pas les impacts sur l'environnement ; ils donnent une idée approximative des pressions potentielles sur l'environnement, et des informations complémentaires sont nécessaires pour décrire les pressions effectives. Les indicateurs doivent être mis en relation avec les données concernant les prix des produits de base, les flux de matières premières de récupération, les taux de valorisation des déchets, les pratiques et coûts de gestion des déchets, ainsi que les niveaux et modes de consommation.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, la consommation intérieure de matières (CIM) a augmenté de 12 % au cours des années 90 et s'est stabilisée à environ 22 Gt par an au début des années 2000, avant de diminuer à la fin de cette même décennie sous l'effet du ralentissement de l'activité économique amorcé en 2008.

- La consommation de matières par habitant dans les pays de l'OCDE demeure élevée (quelque 17 tonnes par an), puisqu'elle est environ trois fois supérieure à celle du reste du monde.
- La composition matérielle est de plus en plus déterminée par la demande de matières issues de stocks de ressources naturelles non renouvelables, du fait des mouvements intersectoriels à l'œuvre dans les économies de l'OCDE. Étant donné leur poids, les minéraux de construction dominent le bouquet des matières utilisées dans les pays de l'OCDE et déterminent souvent la tendance générale.

- L'intensité matérielle est orientée à la baisse, ce qui tient à l'amélioration de l'efficacité, mais aussi au ralentissement de l'activité économique et à la progression du secteur des services. L'augmentation des importations et la délocalisation à l'étranger de productions grosses consommatrices de ressources contribuent également à cette évolution. Si l'on tient compte des flux indirects, c'est-à-dire des matières premières incorporées dans les biens échangés mais non importées physiquement, l'amélioration est plus modeste.

Les importations ont représenté près d'un tiers des intrants en matières dans les pays de l'OCDE en 2010-11, contre un quart en 1990. La proportion s'élève à 40 % dans l'OCDE Europe et l'OCDE Asie-Pacifique, et à moins de 15 % dans les pays des Amériques membres de l'OCDE.

Voir à l'annexe A les évolutions en matière de découplage et concernant la composition matérielle.

Comparabilité

Les indicateurs présentés sont estimés. Pour les interpréter, il convient de tenir compte des propriétés et de la composition des catégories de matières, de la dotation en ressources naturelles des pays et de la structure de leur économie.

La couverture et l'exhaustivité des données varient selon les pays et les variables. En règle générale, il convient de faire preuve de prudence pour tirer des conclusions des données nationales. Malgré les importants progrès réalisés depuis dix ans dans la mise en place de comptabilités des flux de matières, le calcul de certains indicateurs des flux de matières au niveau international est entravé par l'absence de certaines informations, notamment sur les flux physiques associés aux échanges internationaux, et par l'absence de consensus sur les facteurs de conversion.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00601-fr>.

SERI (Sustainable Europe Research Institute), Wuppertal Institute for Climate, Environment, Energy, online portal for data on global resource extraction, www.materialflows.net.

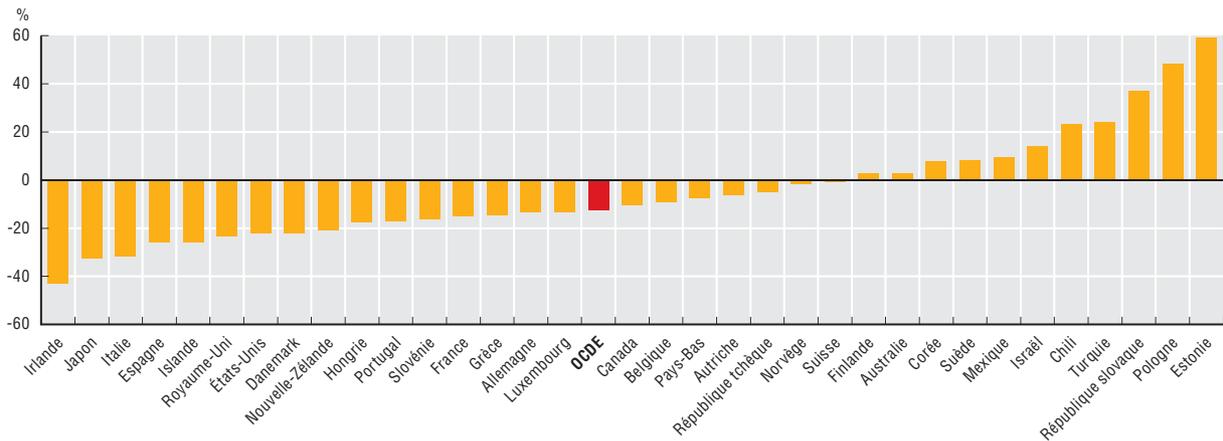
Pour en savoir plus

OCDE (2014), *Material resources, productivity and the environment*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2011), « Resource Productivity in the G8 and the OECD - A Report in the Framework of the Kobe 3R Action Plan », OCDE, Paris, www.oecd.org/env/waste/47944428.pdf.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

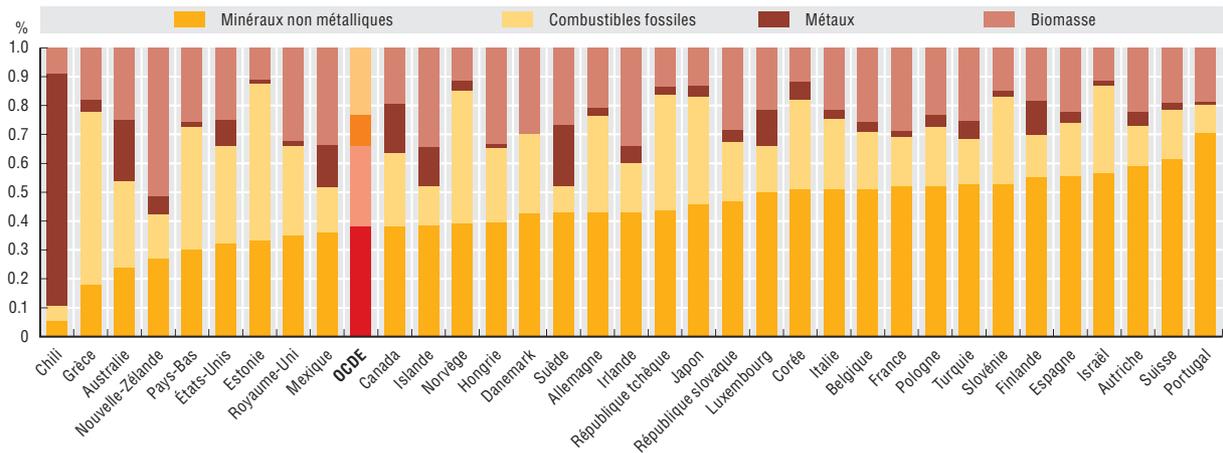
Graphique 1.29. **Variation de la consommation intérieure de matières par habitant depuis 2000**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130455>

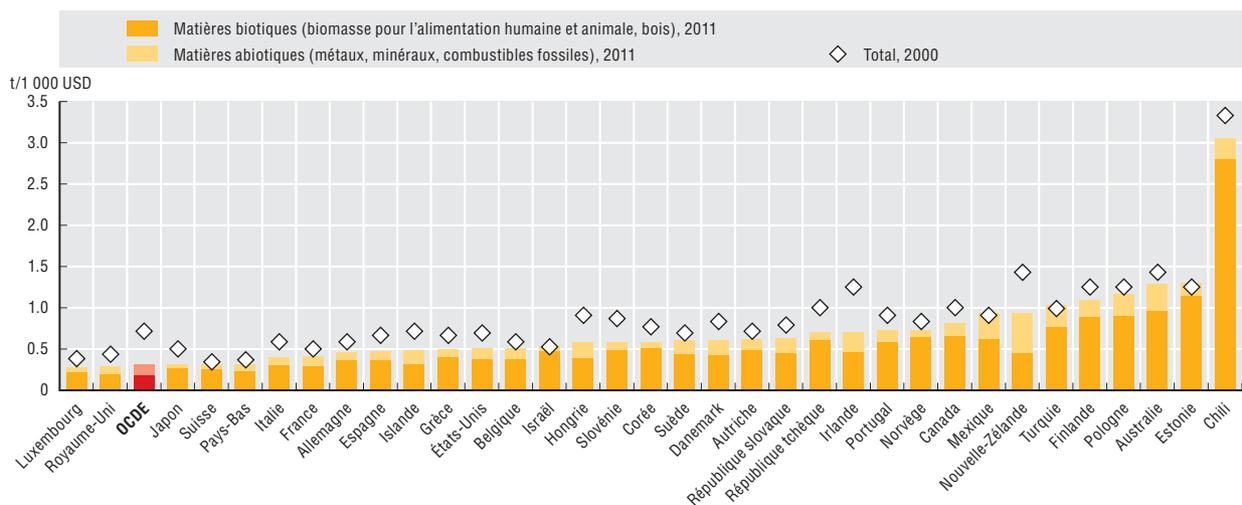
Graphique 1.30. **Composition de la consommation intérieure de matières, 2011**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130474>

Graphique 1.31. **Intensité matérielle (CIM/PIB) par catégorie de matières, 2000-11**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130493>





2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Intensité et mix énergétiques

Prix et fiscalité de l'énergie

Trafic, véhicules et réseaux routiers

Prix des carburants routiers

Bilans nutritifs en agriculture

PIB, population et consommation

Intensité et mix énergétiques

L'énergie est une composante majeure des économies de l'OCDE, en soi et en tant que facteur de production pour toutes les autres activités économiques. La production et la consommation d'énergie ont des effets sur l'environnement, très différents selon la source d'énergie. La combustion d'énergie est la principale source de pollution atmosphérique locale et régionale ainsi que d'émissions de GES. Les autres effets liés à l'énergie concernent notamment la qualité de l'eau, l'utilisation des terres, les risques associés au cycle du combustible nucléaire et les risques imputables à l'extraction, au transport et à l'utilisation des énergies fossiles.

La structure des approvisionnements énergétiques d'un pays et l'intensité de sa consommation d'énergie, de même que leurs variations au fil du temps, sont des déterminants clés de ses performances environnementales et de la durabilité de son développement économique. La structure des approvisionnements diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Elle est influencée par la demande de l'industrie, des transports et des ménages, par la politique nationale de l'énergie, et par les prix intérieurs et internationaux de l'énergie.

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent :

- L'intensité énergétique, qui correspond aux approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par unité de PIB et par habitant. Les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) sont obtenus par l'opération suivante : production + importations – exportations – soutes maritimes et aériennes internationales ± variations des stocks.
- L'intensité énergétique ne représente pas l'efficacité énergétique, laquelle est fonction de nombreux facteurs dont le simple ratio des approvisionnements énergétiques au PIB ne tient pas compte (conditions climatiques, composition de la production, délocalisations de la production d'industries à forte intensité énergétique, etc.).
- La composition des approvisionnements énergétiques, c'est-à-dire leur répartition par source d'énergie primaire, représentée par les pourcentages respectifs des approvisionnements totaux, hors production de chaleur à partir de combustibles non spécifiés, d'électricité et d'énergie thermique.

En bref

Dans les années 90 et 2000, l'intensité énergétique par unité de PIB a généralement diminué dans les pays de l'OCDE, pris dans leur ensemble, par suite des mutations structurelles de l'économie et des mesures prises pour économiser l'énergie, ainsi que, dans certains pays, du ralentissement de l'activité économique ou du déplacement d'industries à forte intensité énergétique vers d'autres pays. Ces délocalisations peuvent accroître les pressions qui s'exercent sur l'environnement mondial si des techniques moins économes en énergie sont mises en œuvre.

Exprimés par habitant, les progrès ont été beaucoup plus lents, en raison de l'augmentation générale des approvisionnements énergétiques (+26 %) et de la demande d'énergie pour les transports (+17 %).

- L'intensité énergétique varie beaucoup d'un pays de l'OCDE à l'autre (de 0.09 à 0.54 tep par unité de PIB, ou de 1.5 à 18 tep par habitant), en fonction de la structure économique, du revenu et de la géographie de chaque pays, des politiques énergétiques nationales et des prix intérieurs de l'énergie, ainsi que de l'abondance des différentes ressources énergétiques dont chacun dispose.
- Un certain découplage entre effets environnementaux et augmentation de la consommation d'énergie a été obtenu, mais les résultats sont à ce jour insuffisants pour entraîner une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de GES liées à la consommation d'énergie.

Avec l'accroissement des approvisionnements totaux en énergie primaire, le mix énergétique a changé. Les pays de l'OCDE sont certes encore tributaires des énergies fossiles à hauteur de plus de 80 % de leurs besoins, mais les parts des combustibles solides et du pétrole ont diminué, tandis que celles du gaz et des autres sources d'énergie ont augmenté.

La promotion des énergies renouvelables marque des progrès dans le mix énergétique de plusieurs pays de l'OCDE. Dans l'ensemble de la zone OCDE, toutefois, la part des énergies renouvelables est demeurée relativement stable et représente quelque 9 % des approvisionnements totaux ; la légère hausse observée ces dernières années témoigne du rôle grandissant de la bioénergie, des biocarburants liquides et de l'éolien dans certains pays. Les parts les plus élevées sont toujours celles de la biomasse et de l'hydraulique.

Voir l'annexe A pour les tendances du découplage et le mix énergétique dans la zone OCDE.

Comparabilité

La qualité des données n'est pas homogène dans tous les pays. Dans certains, les données sont calculées à partir de sources secondaires et, si des données sont incomplètes, l'AIE établit des estimations. En général, les données sur la production et les échanges sont probablement plus exactes que celles sur les soutes internationales ou les variations des stocks, tandis que les statistiques sur les biocarburants et les déchets le sont moins que celles concernant les formes d'énergie commerciale classiques.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

AIE, « World Energy Balances » (2012), *IEA World Energy Statistics and Balances* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00512-en>.

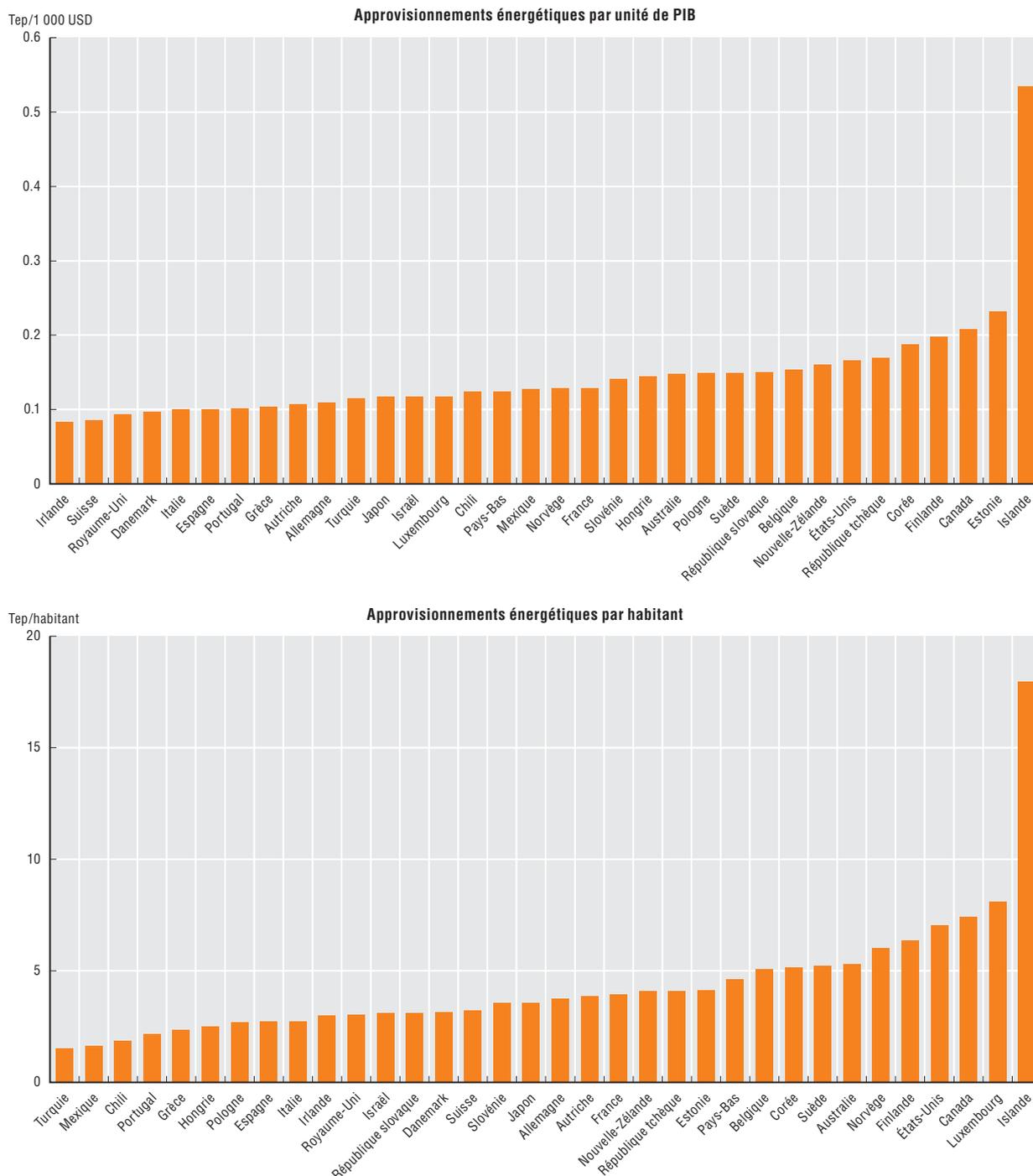
Pour en savoir plus

AIE (2012b), *World Energy Outlook 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/weo-2012-en>.

AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011: Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and challenges in IEA member countries*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264124653-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 2.1. Intensité énergétique, 2011



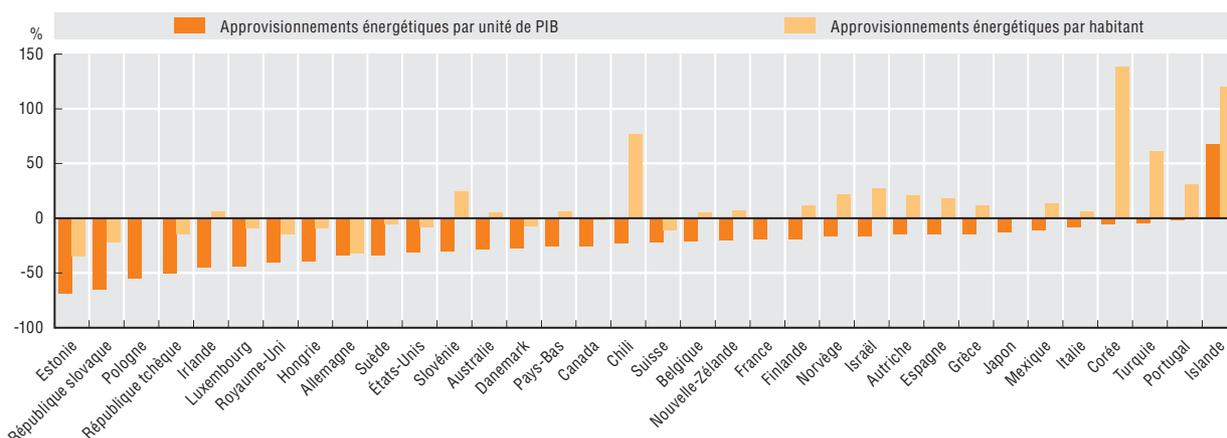
Source : AIE, Energy Balances of OECD Countries (2012) (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933130512>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Intensité et mix énergétiques

Graphique 2.2. Variation de l'intensité énergétique depuis 1990



Source : AIE, Energy Balances of OECD Countries (2012) (base de données)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130531>

Tableau 2.1. Approvisionnements énergétiques et intensité de la consommation

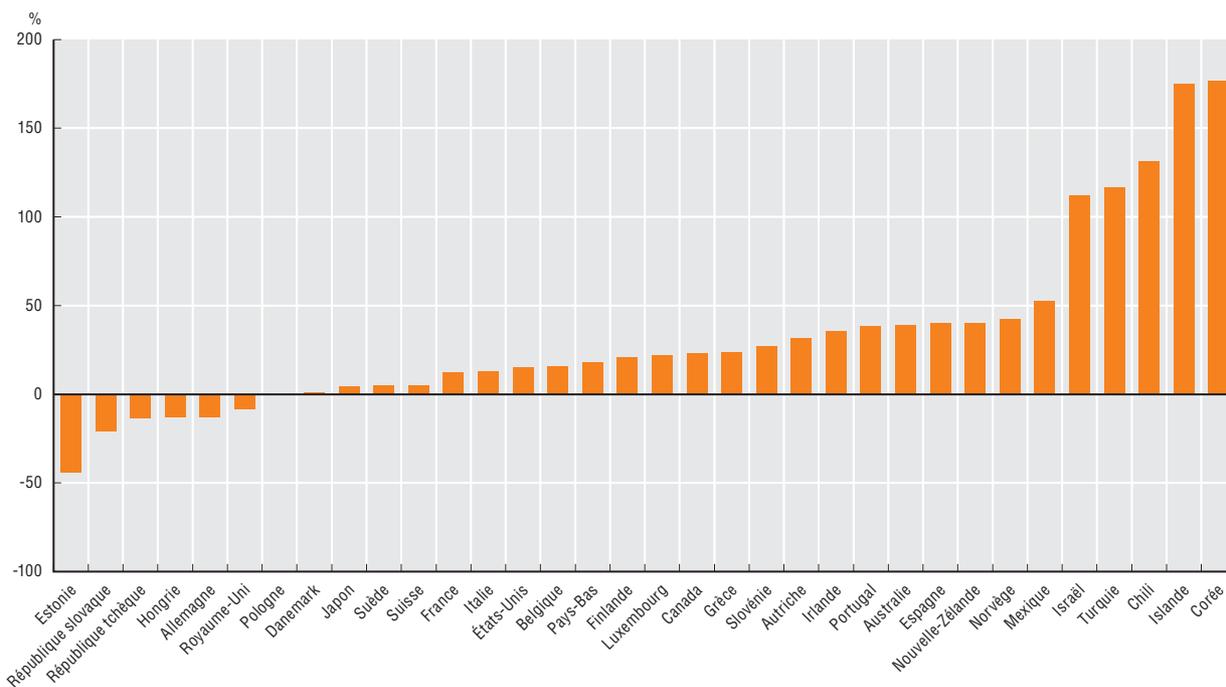
	Approvisionnement-totaux (ATEP)		Intensité par unité de PIB		Structure par source, parts du total (%)				
	Mtep 2011	Variation en % 1990-2011	tep/1 000 USD 2011	Variation en % 1990-2011	Combustibles solides	Pétrole	Gaz 2011	Nucléaire	Autres
Allemagne	307	-13	0.11	-34	24	33	21	9	13
Australie	120	39	0.15	-28	35	33	27	0	6
Autriche	33	31	0.11	-14	11	36	24	0	29
Belgique	56	16	0.15	-21	5	41	26	22	7
Canada	256	23	0.21	-25	8	32	34	9	17
Chili	32	131	0.12	-23	16	48	15	0	22
Corée	258	177	0.19	-6	31	36	16	15	2
Danemark	18	1	0.10	-27	19	34	21	0	26
Espagne	126	40	0.10	-14	9	44	23	12	11
Estonie	6	-44	0.23	-69	74	9	9	0	8
États-Unis	2 203	15	0.17	-31	22	36	26	10	6
Finlande	34	21	0.20	-19	17	25	10	18	31
France	251	12	0.13	-19	4	30	14	46	6
Grèce	27	24	0.10	-14	30	47	14	0	8
Hongrie	25	-13	0.15	-40	11	25	37	16	10
Irlande	14	35	0.08	-45	16	47	30	0	6
Islande	6	175	0.54	67	2	14	0	0	84
Israël	24	112	0.12	-16	31	49	17	0	3
Italie	165	13	0.10	-8	9	38	39	0	15
Japon	458	4	0.12	-13	24	45	22	6	4
Luxembourg	4	22	0.12	-44	2	60	25	0	13
Mexique	187	53	0.13	-11	5	54	30	1	9
Norvège	30	42	0.13	-16	3	37	20	0	40
Nouvelle-Zélande	18	40	0.16	-20	8	33	19	0	40
Pays-Bas	78	18	0.12	-25	10	39	44	1	6
Pologne	103	0	0.15	-55	54	25	13	0	8
Portugal	23	38	0.10	-2	10	47	19	0	24
Royaume-Uni	189	-8	0.09	-41	16	33	37	10	5
République slovaque	17	-21	0.15	-65	22	20	27	23	8
République tchèque	43	-13	0.17	-51	41	20	17	17	4
Slovénie	7	27	0.14	-31	20	35	10	22	12
Suède	49	5	0.15	-34	5	27	2	32	34
Suisse	26	5	0.09	-21	1	39	10	27	22
Turquie	114	116	0.12	-5	30	28	32	0	10
OCDE	5 305	17	0.14	-25	20	36	25	10	9
Monde	13 112	49	0.25	-13	29	32	21	5	13

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : AIE, Energy Balances of OECD Countries (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131633>

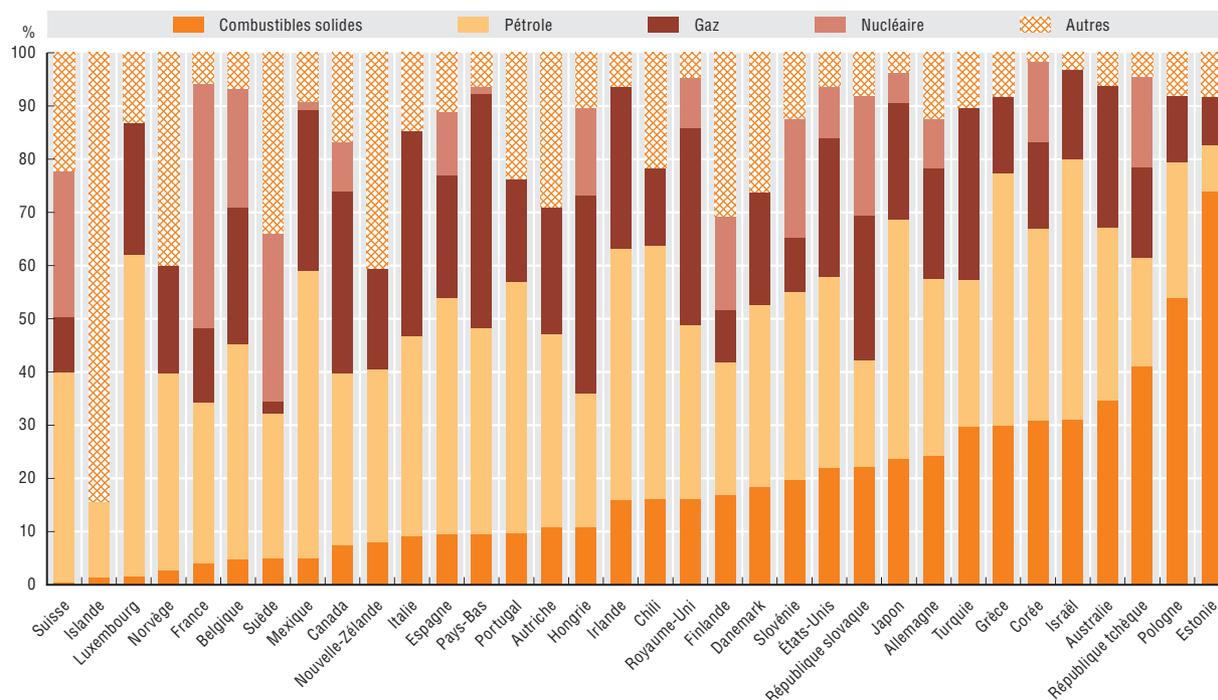
Graphique 2.3. Variation des approvisionnements énergétiques totaux (ATEP), 1990-2011



Source : AIE, Energy Balances of OECD Countries (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130550>

Graphique 2.4. Approvisionnements en énergie primaire par source, 2011



Source : AIE, Energy Balances of OECD Countries (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130569>

Prix et fiscalité de l'énergie

Les prix de l'énergie à la consommation finale influent sur la demande globale d'énergie et sur le mix énergétique, lesquels déterminent les pressions exercées sur l'environnement par les activités énergétiques. Ces prix aident aussi à internaliser les coûts environnementaux. Bien que l'élasticité-prix varie considérablement d'un secteur d'utilisation finale à l'autre, il ressort des données rétrospectives et internationales que les prix ont un effet global puissant sur la demande d'énergie, et que leur hausse fait baisser la consommation énergétique et, partant, l'impact de cette consommation sur l'environnement.

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent :

- Les prix et les taxes à la consommation finale de certaines sources d'énergie dans les secteurs industriel et résidentiel.
- Les indices des prix réels sont calculés en utilisant la formule de Paasche et corrigés de l'indice des prix à la production (secteur industriel) ou de l'indice des prix à la consommation (secteur résidentiel) propres à chaque pays.

Dans l'analyse des prix de l'énergie à la consommation finale, il importe de prendre en considération les diverses mesures de soutien susceptibles de faire bénéficier une activité ou un produit particulier d'un avantage ou d'un traitement préférentiel, en termes absolus ou relatifs. De même, l'examen de la fiscalité de l'énergie doit tenir compte de l'éventail des produits taxés, des définitions de la base d'imposition, ainsi que des taux d'imposition et des dégrèvements.

Comparabilité

Lors de la comparaison des prix de l'énergie à la consommation finale et des modalités de taxation de la consommation d'énergie, la prudence s'impose. Vu les multiples facteurs en jeu, les comparaisons directes peuvent induire en erreur. Elles peuvent toutefois servir de point de départ pour analyser les différences observées.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

En bref

Les prix de l'énergie sous toutes ses formes et les taxes qui s'y rattachent, que ce soit dans le secteur industriel ou résidentiel, diffèrent largement selon les pays.

Les prix réels de l'énergie à la consommation finale sont restés relativement stables dans la plupart des pays de l'OCDE jusqu'au début des années 2000, mais ils ont accusé des variations à des rythmes très différents d'un pays à l'autre. Depuis lors, les prix réels à la consommation finale ont augmenté, en raison surtout de la hausse des prix du pétrole brut.

Sources

IEA on-line data service, <http://data.iea.org>.

IEA energy prices, www.iea.org/stats/surveys/mps.pdf.

AIE (2013), *Energy Prices and Taxes*, Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/energy_tax-v2012-4-en.

Pour en savoir plus

AIE (2012a), *Energy Statistics of OECD Countries 2012*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/energy_stats_oecd-2012-en.

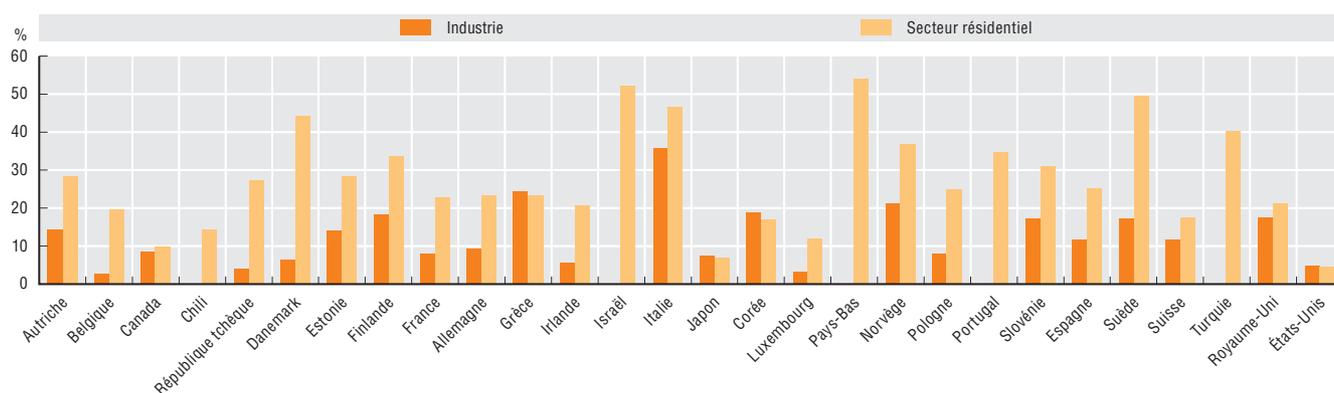
AIE (2012b), *World Energy Outlook 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/weo-2012-en>.

OCDE (2013a), *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264187610-en>.

OCDE (2013b), *Taxing Energy Use: A Graphical Analysis*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264183933-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 2.5. Part des taxes dans les prix des produits pétroliers pour l'industrie et les ménages, 2011 ou dernière année disponible



Source : AIE (2013), Energy Prices and Taxes, Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130588>

Tableau 2.2. Prix de l'énergie pour l'industrie et les ménages, 2011 ou dernière année disponible

	Industrie						Résidentiel					
	Pétrole		Gaz		Électricité		Pétrole		Gaz		Électricité	
	Prix	Taxes	Prix	Taxes	Prix	Taxes	Prix	Taxes	Prix	Taxes	Prix	Taxes
	USD/1 000 litres	dont (%)	USD/MWh PCS	dont (%)	USD/MWh	dont (%)	USD/1 000 litres	dont (%)	USD/MWh PCS	dont (%)	USD/MWh	dont (%)
Allemagne	925	9	54	10	157	29	1 136	23	93	24	352	45
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche ¹	1 052	14	..	..	154	17	1 283	29	93	26	273	27
Belgique	934	3	36	2	139	12	1 130	20	95	20	264	27
Canada	918	9	15	5	70	9	1 116	10	37	5	95	8
Chili	..	..	..	..	154	..	1 211	14	138	16	211	16
Corée ¹	923	19	41	12	58	..	1 198	17	50	19	89	..
Danemark ¹	1 245	6	65	55	115	8	1 933	44	141	49	409	56
Espagne ¹	1 015	12	38	..	149	5	1 198	25	89	15	295	19
États-Unis	773	5	17	..	70	..	1 032	5	36	..	118	..
Estonie	1 091	14	40	4	101	13	1 309	28	60	22	137	27
Finlande	1 209	18	45	25	114	9	1 487	34	62	37	214	30
France	981	8	52	4	122	14	1 235	23	87	17	187	29
Grèce	1 236	24	56	4	126	14	1 220	23	108	14	173	18
Hongrie	..	..	44	3	134	4	..	..	64	20	233	21
Irlande	1 141	6	44	9	152	..	1 410	21	81	17	259	12
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	97	..	2 030	52	..	..	149	14
Italie	1 568	36	42	13	279	27	1 887	47	94	38	279	28
Japon	937	7	70	5	179	7	1 134	7	165	5	261	7
Luxembourg	933	3	50	1	118	5	1 028	12	74	8	220	14
Mexique ¹	623	..	37	..	117	..	..	..	37	14	95	14
Nouvelle-Zélande	772	..	22	6	74	..	..	..	100	14	212	13
Norvège	1 330	21	..	..	71	20	1 663	37	..	..	171	32
Pays-Bas ¹	..	..	39	8	118	13	926	54	97	40	238	19
Pologne	988	8	43	..	122	6	1 245	25	72	19	199	22
Portugal	..	..	50	..	139	..	1 469	35	94	9	246	9
République slovaque	1 059	..	50	4	178	..	..	..	69	17	242	17
République tchèque	945	4	51	3	160	1	1 251	27	83	17	211	17
Royaume-Uni	1 012	18	36	3	127	3	1 091	21	67	5	211	5
Slovénie	1 058	17	58	11	126	9	1 270	31	99	23	202	24
Suède	1 023	17	68	18	104	1	1 991	50	164	44	248	37
Suisse	959	12	72	11	132	4	1 103	18	107	15	222	10
Turquie	..	..	34	19	139	19	1 820	40	42	15	169	22
OCDE	893	..	29	..	124	..	1 166	..	61	..	174	..
OCDE Amérique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE Asie-Océanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE Europe	1 084	..	45	..	150	..	1 228	..	81	..	245	..

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

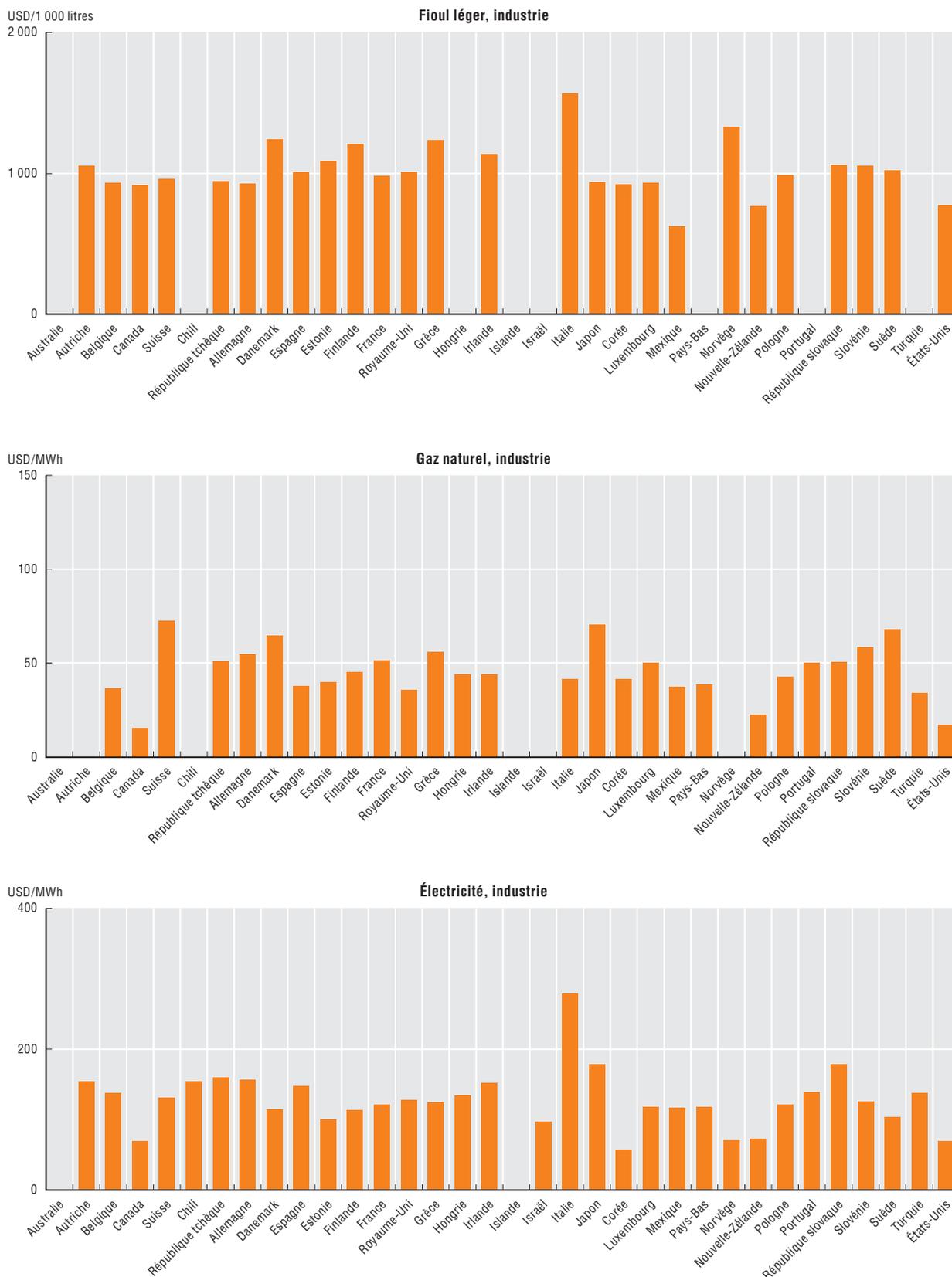
Source : AIE (2013), Energy Prices and Taxes, Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131652>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Prix et fiscalité de l'énergie

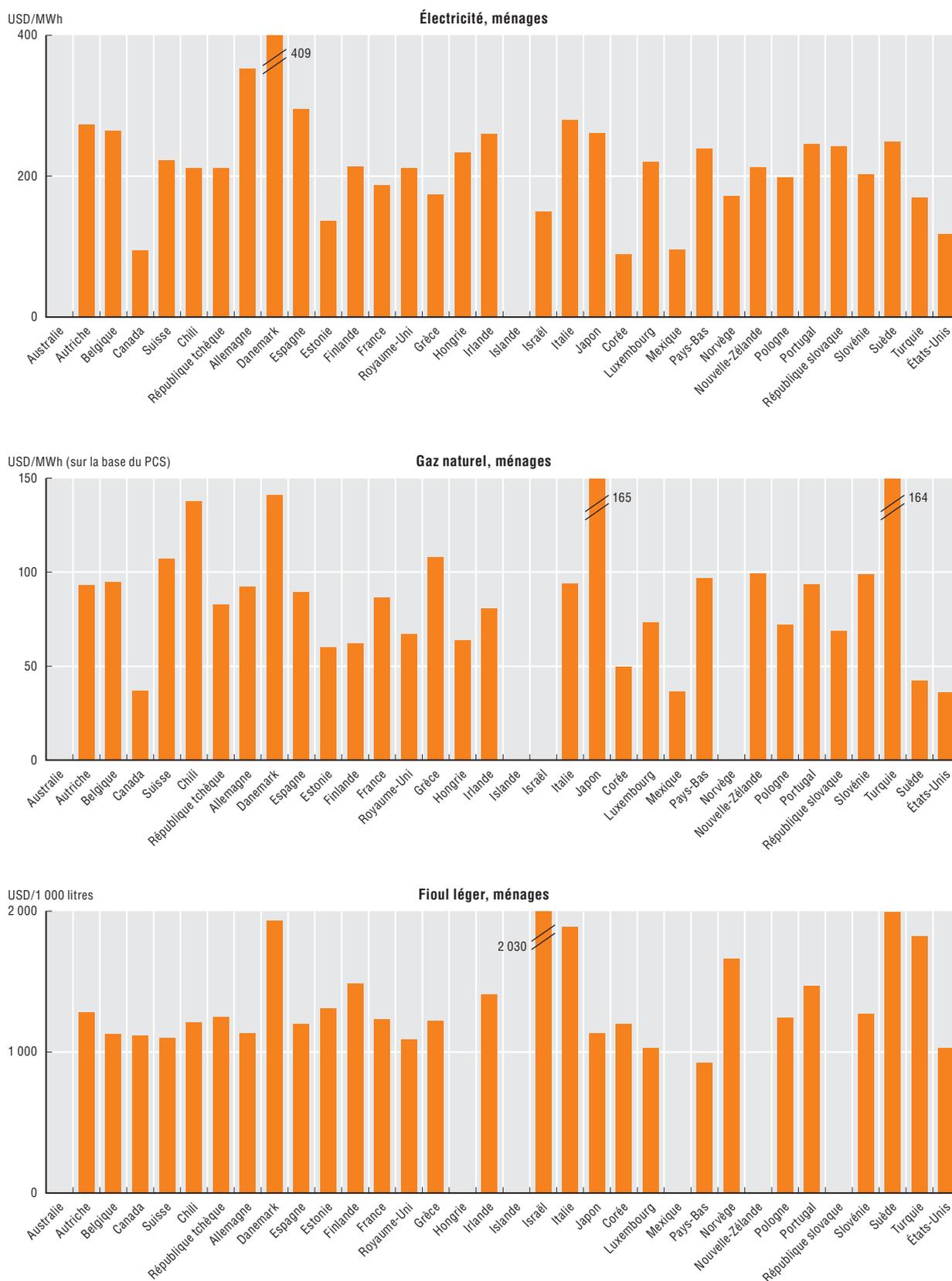
Graphique 2.6. Prix de l'énergie pour l'industrie, 2011 ou dernière année disponible



Source : AIE (2013), Energy Prices and Taxes Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130607>

Graphique 2.7. Prix de l'énergie pour les ménages, 2011 ou dernière année disponible



Source : IEA (2013), Energy Prices and Taxes, Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933130626>

Trafic, véhicules et réseaux routiers

Les transports représentent une composante fondamentale de l'économie, en soi et en tant que facteur de production pour la plupart des autres activités économiques. Ils ont de nombreux effets sur l'environnement : la pollution atmosphérique est pré-occupante surtout dans les zones urbaines, où se concentrent la circulation et la congestion routières, mais le transport routier a aussi sa part dans des problèmes de pollution régionale et mondiale tels que l'acidification et le changement climatique ; les véhicules posent des difficultés de gestion des déchets ; et les infrastructures de transport exercent des pressions sur l'environnement en raison de l'espace qu'elles occupent et de la transformation physique du milieu naturel qu'elles provoquent (par exemple le morcellement des habitats naturels).

Le transport routier tient une place prédominante en regard des autres modes. Le volume du trafic routier dépend de la demande de transport (déterminée dans une large mesure par l'activité économique et les prix du transport) et de l'offre de transport (par exemple, le développement des infrastructures routières).

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent :

- L'intensité du trafic routier et l'intensité de véhicules routiers, c'est-à-dire le volume du trafic par unité de PIB et par kilomètre (km) de route, ainsi que le nombre de véhicules par habitant et par kilomètre de route.
- Les volumes du trafic sont exprimés en milliards de km parcourus par les véhicules routiers. Les données concernent le total des km parcourus sur toutes les routes sur le territoire national par des véhicules immatriculés dans le pays, à l'exception des deux et des trois roues, des caravanes et des remorques. Il s'agit généralement d'estimations : le nombre annuel moyen de km parcourus par les véhicules routiers est multiplié par le nombre de véhicules automobiles en circulation.
- La densité d'infrastructures routières, c'est-à-dire la longueur des réseaux routier et autoroutier par km² de superficie. Les données se réfèrent à la situation au 31 décembre de chaque année.
- L'ensemble du réseau routier se compose de toutes les routes existant dans un périmètre donné, à savoir les autoroutes, les routes principales ou nationales, les routes secondaires ou régionales, et les autres. Les routes privées n'en font pas partie.
- Les autoroutes constituent une catégorie de routes distincte des routes principales ou nationales, secondaires ou régionales, et des autres ; elles présentent comme particularité de ne pas desservir les propriétés qui les bordent.

Les indicateurs doivent être mis en relation avec les données sur la répartition modale des transports et la structure du parc de véhicules, et complétés par des informations sur les taux de congestion et la pollution atmosphérique due à la circulation routière.

En bref

Depuis 1990, les efforts déployés par les pays en faveur de l'adoption de véhicules plus propres ont été neutralisés par l'augmentation du parc automobile et de son utilisation, qui a entraîné une hausse de la consommation de carburants et des émissions de CO₂, ainsi que la construction d'une capacité routière supplémentaire. Le trafic routier, pour le transport de marchandises et de personnes, devrait croître encore dans nombre de pays de l'OCDE.

- Les émissions de GES du secteur des transports se sont accrues jusqu'à la dernière récession. Après la baisse observée à partir de 2007, elles représentaient en 2009 à peu près le même niveau qu'en 2000.
- Dans tous les pays de l'OCDE, la voiture particulière est le mode prédominant dans le transport de personnes, mais son importance par rapport aux autres modes varie beaucoup. Depuis 1990, le développement de l'usage de la voiture a suivi la même tendance que le PIB, mais à un rythme légèrement plus lent.
- Dans l'ensemble, le couplage entre activités de transport et croissance du PIB a persisté. Dans plus du tiers des pays de l'OCDE, le taux de croissance du trafic routier a dépassé la croissance économique.

L'intensité du trafic par unité de PIB et le taux de motorisation diffèrent largement selon les pays de l'OCDE.

- La densité routière a augmenté beaucoup plus lentement que l'activité économique dans la plupart des pays de l'OCDE, mais la densité autoroutière s'est rapidement accrue, en particulier au cours de la dernière décennie. Alors que les tendances de la densité routière sont similaires dans les pays américains et européens de l'OCDE, la densité autoroutière a progressé à un rythme beaucoup plus rapide en Europe, peut-être en raison de l'élargissement de l'Union européenne (+17 % entre 2000 et 2008).

Voir les tendances à l'annexe A.

Comparabilité

L'interprétation des indicateurs concernant le trafic routier appelle une certaine prudence, car de nombreuses statistiques utilisées pour les calculer sont des estimations. Les données sur les parcs automobiles et les réseaux routiers devraient être raisonnablement comparables au niveau international et dans le temps, à quelques rares exceptions près qui se doivent à des différences d'un pays à l'autre des définitions des routes et des véhicules de transport de marchandises.

Les totaux pour l'ensemble de l'OCDE sont fondés sur des estimations du Secrétariat.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

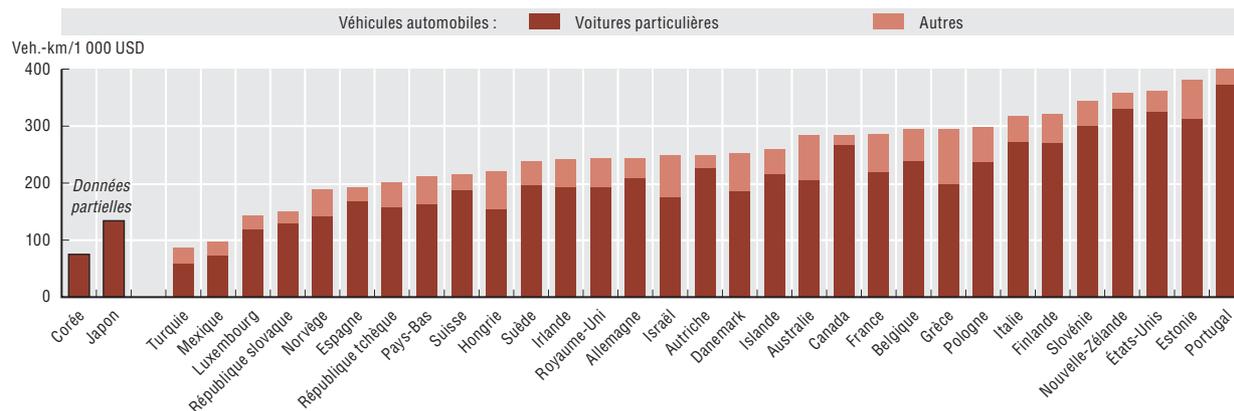
Eurostat, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

OCDE/Forum international des transports (2012a), *Évolution des transports 2012*, Éditions OCDE, Paris/FIT, http://dx.doi.org/10.1787/trend_transp-2012-fr.

OCDE/ Forum international des transports (2012b), *Perspectives des transports 2012 : Des transports sans rupture au service d'une croissance verte*, <http://internationaltransportforum.org/Pub/pdf/12OutlookFr.pdf>

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

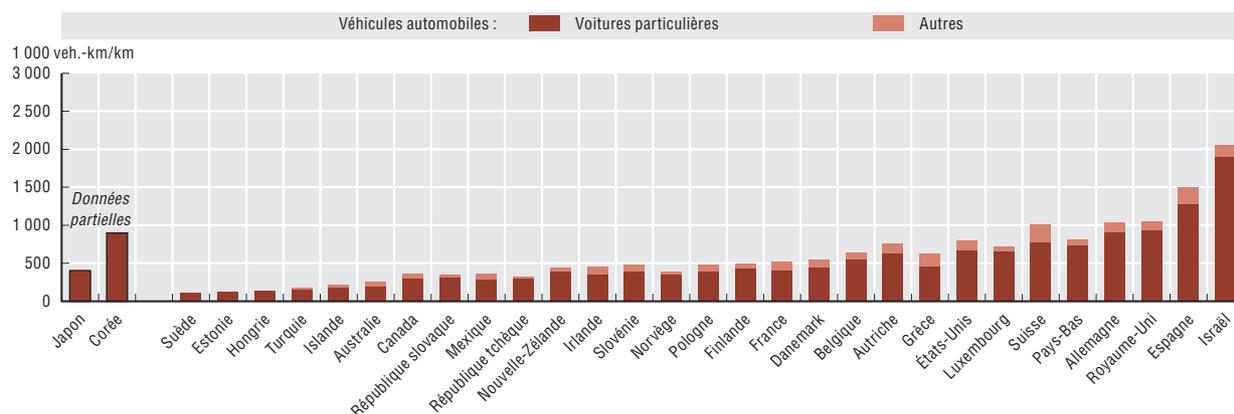
Graphique 2.8. Intensité du trafic routier par unité de produit intérieur brut (PIB), 2011 ou dernière année disponible



Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130645>

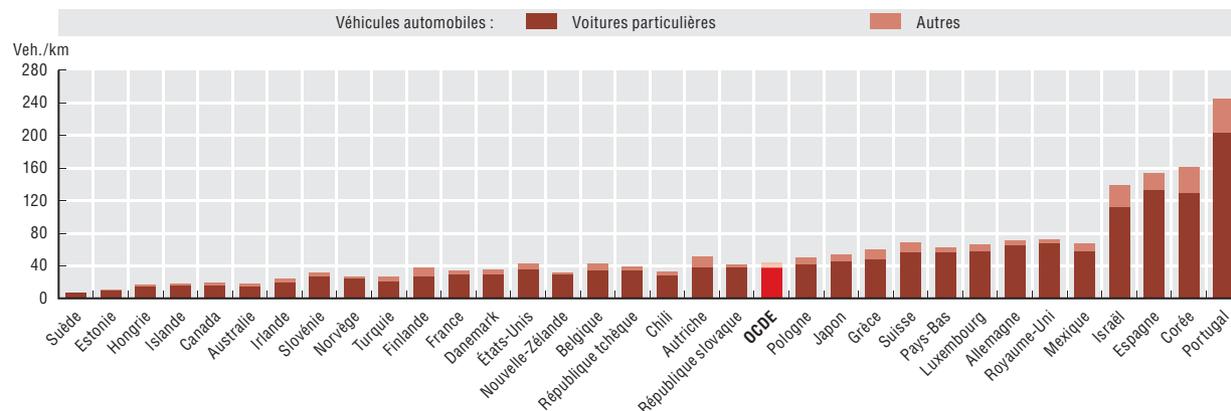
Graphique 2.9. Intensité du trafic routier rapportée à la longueur du réseau, 2011 ou dernière année disponible



Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130664>

Graphique 2.10. Densité des véhicules automobiles rapportée à la longueur du réseau, 2011 ou dernière année disponible



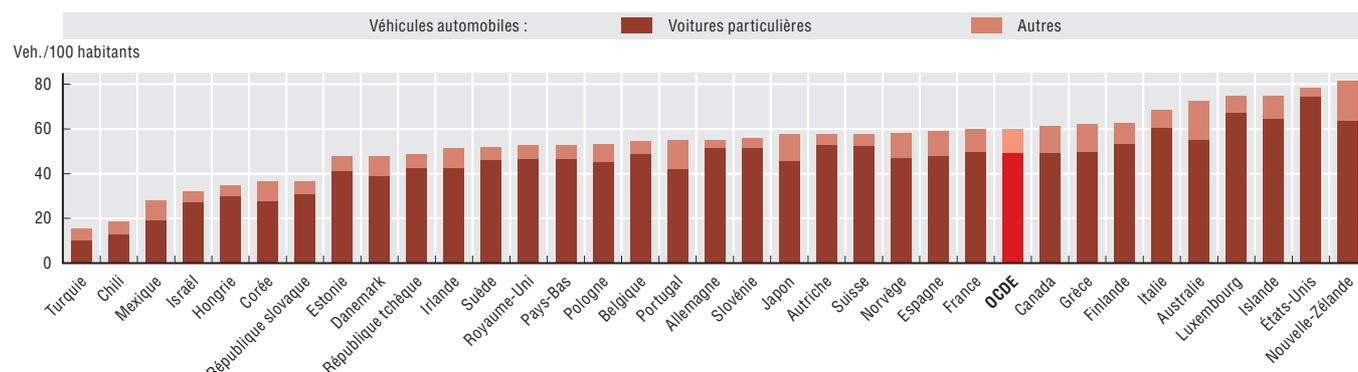
Source : Eurostat, Forum international des transports, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130683>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Trafic, véhicules et réseaux routiers

Graphique 2.11. Taux de motorisation, 2011 ou dernière année disponible



Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130702>

Tableau 2.3. Trafic routier et véhicules en circulation

Trafic routier						Véhicules automobiles en circulation					
Volume total		Intensité		Véhicules de transport de marchandises		Parc total		Taux de motorisation		PIB	
Milliards	Variation en %	par unité de PIB	rapportée à la longueur du réseau	Volume	Part du trafic total	1 000 véhicules	Variation en %	véh/100 hab.	Variation en %	Variation en %	
véh-km		véh-km/1 000 USD	1 000	Variation en %	%						
2011	1990-2011	2011	véh-km/km	1990-2011	2011	2011	1990-2011	2011	1990-2011	1990-2011	
ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	2011 ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	ou dernière année	
Allemagne ¹	682	40	246	1 059	94	11	44 998	38	52	34	32
Australie ¹	231	63	286	281	132	26	16 368	67	55	23	93
Autriche	76	70	252	697	83	7	4 847	31	53	37	53
Belgique	107	52	298	687	101	18	5 951	40	49	26	46
Canada ¹	333	40	286	320	-53	9	20 707	25	50	9	64
Chili ¹	..	..	..	..	..	..	3 155	..	13	..	199
Corée	..	..	..	..	172	..	17 941	428	28	470	193
Danemark	45	33	254	614	59	24	2 663	40	39	26	38
Espagne	241	113	194	1 454	-5	10	27 314	89	48	56	63
Estonie	10	84	367	167	3	17	638	63	41	168	80
États-Unis ¹	4 776	39	365	742	96	10	242 264	28	74	2	66
Finlande	55	38	324	517	24	13	3 365	51	54	38	48
France	553	36	288	527	41	22	37 745	33	50	20	38
Grèce	82	114	298	698	..	19	7 062	182	50	190	44
Hongrie ¹	38	..	223	189	47	19	3 453	56	30	59	44
Irlande	44	79	244	454	79	19	2 283	140	43	87	147
Islande ¹	3	74	261	230	-32	5	238	78	65	37	64
Israël	50	..	252	2 700	..	24	2 453	151	27	57	153
Italie	551	57	320	..	49	13	41 093	37	61	26	22
Japon	..	..	..	..	-11	..	73 641	30	46	62	20
Luxembourg	5	43	145	784	81	15	375	78	67	34	117
Mexique	143	160	98	383	75	20	31 817	231	19	146	72
Norvège	44	57	191	467	192	21	2 855	47	47	24	70
Nouvelle-Zélande	40	25	361	424	..	6	3 598	95	64	39	74
Pays-Bas	137	44	223	1 015	107	20	8 751	44	47	26	58
Pologne	199	234	301	490	60	17	20 319	218	45	226	122
Portugal	95	193	404	..	-43	4	5 833	165	42	158	41
République slovaque	16	48	152	361	10	12	1 975	85	31	79	126
République tchèque	54	114	204	386	295	24	5 057	90	43	46	76
Royaume-Uni ¹	496	21	245	1 182	6	5	32 270	36	46	28	54
Slovénie	18	98	347	456	129	11	1 148	71	52	79	83
Suède	77	19	241	133	61	15	4 874	24	46	10	57
Suisse	64	29	218	896	25	9	4 567	41	53	19	34
Turquie	72	168	87	200	94	27	11 266	377	10	245	127
OCDE ¹	10 953	55	289	673	49	13	745 718	60	49	30	57

* Voir les notes par pays à l'annexe B.

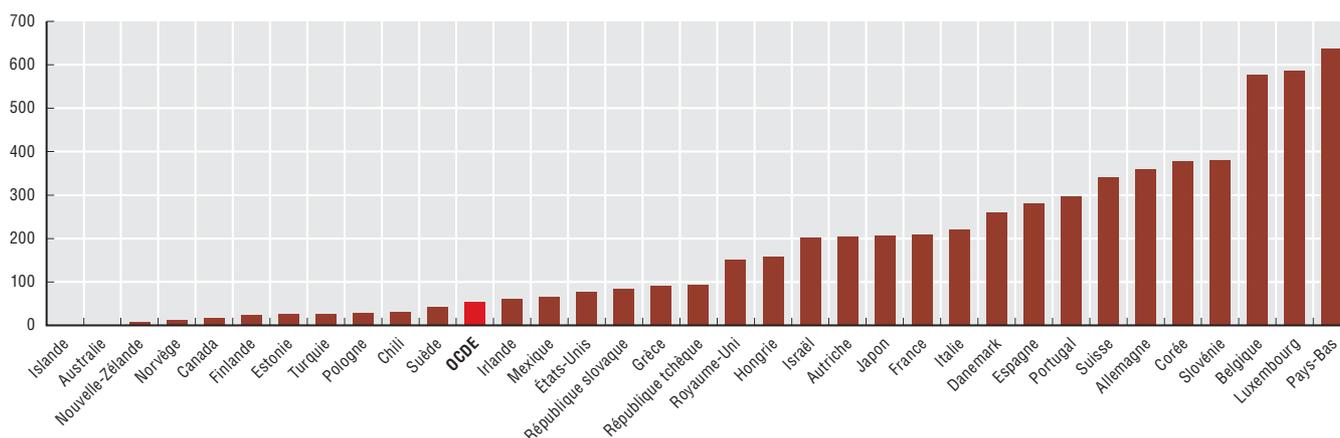
Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131671>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Trafic, véhicules et réseaux routiers

Graphique 2.12. Densité du réseau autoroutier, 2011 ou dernière année disponible



Source : FAO, Eurostat, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130721>

Tableau 2.4. Réseaux routier et autoroutier

	Toutes catégories de routes				Autoroutes				PIB
	Longueur totale		Densité	km/100 km ²	Longueur totale		Densité	km/10 000 km ²	
	1 000 km	Variation en %			1 000 km	Variation en %			
	2011 ou dernière année	1990-2011	2000-2011	2011 ou dernière année	2011 ou dernière année	1990-2011	2000-2011	2011 ou dernière année	1990-2011
Allemagne	644	1.2	0	180	12 819	18	9	359	32
Australie	823	1.4	2	11	1 509	26	0	2	93
Autriche	115	8.1	7	137	1 719	19	4	205	53
Belgique	155	10.9	5	508	1 763	6	2	577	46
Canada ¹	1 042	17.9	16	10	17 000	13	2	17	64
Chili	78		-2	10	2 385		1	32	199
Corée	105	85.1	15	105	3 776	143	43	378	193
Danemark	74	4.4	3	170	1 122	87	16	260	38
Espagne ¹	166	6.3	1	33	14 262	204	49	282	63
Estonie	58	33.2	12	129	115	180	24	25	80
États-Unis ¹	6 435	4.6	1	67	75 479		0	77	66
Finlande	106	37.3	3	31	779	246	32	23	48
France	1 050	30.4	5	191	11 466	68	14	209	38
Grèce	117	188.1	2	89	1 197	530	61	91	44
Hongrie	200	88.7	24	215	1 477	453	230	159	44
Irlande	97	4.8	1	138	423	1 527	238	60	147
Islande ¹	13	3.3	-1	13	0			0	64
Israël	18	32.6	11	83	447		255	203	153
Italie				..	6 668	8	3	221	22
Japon	1 267	13.7	8	335	7 800	67	14	206	20
Luxembourg					152	95	32	587	117
Mexique ¹	374	56.4	13	19	13 041	641	26	66	72
Norvège	94	5.6	1	29	381	422	166	12	70
Nouvelle-Zélande	94	1.4	2	35	183	17	10	7	74
Pays-Bas ¹	137	17.2	5	329	2 646	26	6	637	58
Pologne	407	12.1	8	130	857	233	115	27	122
Portugal	22		0	90	2 737	766	65	297	41
République slovaque	43		1	88	416	117	40	85	126
République tchèque	131	4.8	2	166	734	106	42	93	76
Royaume-Uni	420	9.8	0	172	3 673	15	2	151	54
Slovénie ¹	39		1	193	771	238	77	380	83
Suède ¹	578		-1	33	1 927	105	28	43	57
Suisse ¹	71	0.7	0	173	1 406	22	8	341	34
Turquie	367	-3.6	-14	47	2 080	640	23	27	127
OCDE ¹	16 272	9.5	4	44	197 023	38	13	55	57

Note : 1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : FAO, Eurostat, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131690>

Prix des carburants routiers

Les prix constituent un moyen d'information essentiel pour les consommateurs. Lorsque les prix des carburants augmentent par rapport à ceux d'autres produits, il en résulte généralement une baisse de la demande de carburants et de véhicules très énergivores. En plus d'inciter à économiser l'énergie, ces tendances peuvent avoir une influence sur les parts relatives des différents carburants, combustibles et vecteurs énergétiques dans la consommation d'énergie. Cependant, il peut se produire un effet rebond dans la mesure où l'amélioration de la consommation de carburant des véhicules peut encourager l'automobilité.

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent les prix des carburants routiers et les taxes auxquelles ces carburants sont assujettis, notamment les prix et les taux de taxation relatifs du gazole et de l'essence sans plomb.

Les informations sur la consommation énergétique du transport routier sont fournies à titre complémentaire.

Les indicateurs doivent être mis en relation avec les données sur la répartition modale des transports et la structure du parc automobile. Ils doivent en outre être complétés par des informations sur les taux de congestion et la pollution atmosphérique due à la circulation routière.

En bref

La consommation énergétique du transport routier représente environ 89 % de la consommation totale d'énergie des transports. Elle a augmenté parallèlement au développement des transports, mais l'intensité énergétique globale du secteur est demeurée proche de son niveau de 1990, en partie grâce à l'adoption de véhicules moins énergivores, qui a partiellement contrebalancé la hausse des émissions due à leur usage accru.

Les écarts d'intensité énergétique entre pays sont plus marqués lorsqu'il s'agit du transport de marchandises, en regard du transport de personnes. Le transport routier fait presque totalement appel aux carburants pétroliers.

Les pays de l'OCDE ont mis en œuvre une panoplie d'instruments pour remédier aux pressions croissantes qu'exerce l'automobile sur l'environnement. Ils ont fixé des normes de consommation de carburant et d'émissions des véhicules qui ont amené à consommer moins de carburant pour parcourir une unité de distance et à améliorer la qualité des carburants, d'où une réduction des émissions qui en résultent, et appliqué des instruments économiques, comme la taxe d'immatriculation et la taxe annuelle de circulation. Le traitement fiscal des voitures de société et des déplacements domicile-travail a aussi une influence sur la consommation d'énergie liée aux transports.

Le recours à la fiscalité pour agir sur le comportement des consommateurs d'énergie et internaliser les coûts environnementaux prend de l'ampleur dans les pays de l'OCDE. De nombreux pays ont favorisé l'essence sans plomb moyennant des écarts de taux d'imposition, et certains ont imposé des taxes environnementales sur les produits énergétiques (par exemple en fonction de leur teneur en soufre). De nombreux pays taxent plus lourdement l'essence que le gazole. Par rapport aux moteurs à essence, les moteurs diesel sont plus économes en carburant et rejettent moins de CO₂ par km parcouru, mais ils sont responsables d'émissions plus importantes de polluants atmosphériques comme les NO_x ou les particules fines (PM₁₀, PM_{2.5}) et des effets sur la santé qui y sont associés.

Comparabilité

Les données sur la consommation d'énergie du transport routier et sur les prix des carburants routiers devraient être caractérisées par un bon niveau de comparabilité.

Lors de la comparaison des prix de l'énergie à la consommation finale et des modalités de taxation de la consommation d'énergie, la prudence s'impose. Vu les multiples facteurs en jeu, les comparaisons directes peuvent induire en erreur. Elles peuvent toutefois servir de point de départ pour analyser les différences observées.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

IEA on-line data service, <http://data.iea.org>.

IEA energy prices, www.iea.org/stats/surveys/mps.pdf.

AIE (2013), *Energy Prices and Taxes*, Vol. 2012/4, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/energy_tax-v2012-4-en.

AIE (2012), *Energy Prices and Taxes*, Vol. 2012/2, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/energy_tax-v2012-2-en.

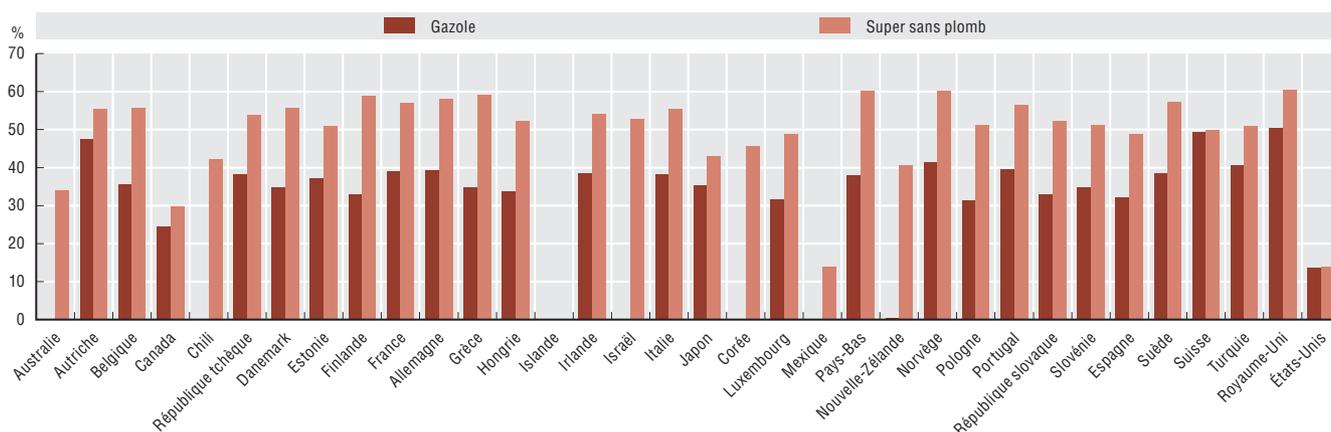
Pour en savoir plus

OCDE (2013a), *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264187610-en>.

OCDE (2013b), *Taxing Energy Use: A Graphical Analysis*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264183933-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 2.13. Taxes sur les carburants routiers en pourcentage du prix, gazole et essence super sans plomb, 2011



Source : OCDE-AIE (2013), Energy Prices and Taxes (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130740>

Tableau 2.5. Prix des carburants routiers et consommation d'énergie en prix constants et PPA de 2005

	Gazole		Super sans plomb		Consommation d'énergie du transport routier				
	Prix USD/litre		Taxes % du prix		Prix USD/litre	Taxes % du prix	Part dans la consommation totale (%)	Total Mtep	Variation en %
	1990	2011	1990	2011	2011	2011	2011	2011	1990-2011
Allemagne	0.61	1.24	50.8	39.3	1.63	57.9	95	50	-1
Australie	0.32	0.33	..	..	0.92	33.9	83	24	28
Autriche	0.65	0.89	45.4	47.5	1.36	55.3	93	7	69
Belgique	0.60	1.02	46.8	35.6	1.56	55.6	96	8	29
Canada	0.55	0.92	34.5	24.5	0.99	29.8	82	49	48
Chili	..	..	..	..	1.78	42.2	88	6	139
Corée	..	..	..	..	2.24	45.7	95	28	168
Danemark	0.26	0.83	0.0	34.9	1.22	55.7	92	4	30
Espagne	0.63	1.17	48.8	32.2	1.49	48.8	87	30	67
Estonie	1.65	1.65	37.2	37.2	1.86	50.8	91	1	-7
États-Unis	..	0.81	..	13.7	0.84	13.8	87	505	29
Finlande	0.72	0.93	58.7	32.8	1.41	58.9	90	4	10
France	0.55	1.08	57.5	39.1	1.48	57.1	94	42	14
Grèce	0.47	1.26	26.6	34.8	1.91	59.3	87	6	66
Hongrie	1.20	1.96	18.2	33.8	2.20	52.2	96	4	53
Irlande	0.61	1.18	51.4	38.5	1.33	54.1	98	4	146
Islande	..	..	..	..	..	..	94	0	46
Israël	..	..	..	..	1.70	52.7	100	4	85
Italie	0.71	1.20	60.0	38.1	1.59	55.3	93	36	15
Japon	0.48	0.80	38.5	35.3	1.13	43.1	89	69	8
Luxembourg	0.39	0.87	32.7	31.5	1.17	48.9	99	2	149
Mexique	0.40	0.82	0.0	..	1.13	13.8	97	50	84
Norvège	0.37	0.82	15.1	41.5	1.36	60.2	74	4	38
Nouvelle-Zélande	0.44	0.57	21.0	0.3	1.17	40.5	89	4	62
Pays-Bas	0.60	1.00	43.2	37.9	1.66	60.1	97	11	32
Pologne	0.73	1.96	29.5	31.5	2.28	51.1	96	16	173
Portugal	0.98	1.57	52.1	39.6	2.00	56.4	95	6	101
République slovaque	2.05	1.95	55.4	32.8	2.14	52.1	83	2	58
République tchèque	2.02	1.83	55.1	38.3	2.06	53.8	94	6	139
Royaume-Uni	0.72	1.39	52.8	50.3	1.71	60.3	93	38	5
Slovénie	..	1.48	..	34.8	1.80	51.2	98	2	98
Suède	0.54	1.04	27.2	38.5	1.34	57.4	93	7	19
Suisse	..	0.86	..	49.4	0.95	49.8	94	6	19
Turquie	1.30	2.87	54.3	40.7	3.12	50.8	91	13	58
OCDE	..	..	..	..	..	..	83	1 000	26

Source : OCDE-AIE (2013), Energy Prices and Taxes (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131709>

Bilans nutritifs en agriculture

Les effets de l'agriculture sur l'environnement peuvent être négatifs ou positifs. Ils dépendent de l'ampleur, de la nature et de l'intensité des activités agricoles, de facteurs agro-écologiques et physiques, ainsi que du climat et de la météo. L'agriculture peut provoquer une dégradation de la qualité des sols, de l'eau et de l'air, et la perte d'habitats naturels et de biodiversité. Ces modifications de l'environnement peuvent à leur tour affecter le niveau de la production agricole et de l'offre alimentaire, et remettre en question le développement durable de l'agriculture. Inversement, l'activité agricole peut fournir des puits de gaz à effet de serre, préserver la biodiversité et les paysages, et aider à prévenir les inondations et les glissements de terrain.

Les préoccupations environnementales concernent notamment les ruissellements d'azote (N) et de phosphore (P) dus à l'utilisation excessive d'engrais et à l'élevage intensif, ainsi que les pesticides. L'azote et le phosphore sont parmi les plus importants éléments fertilisants, mais ils sont aussi responsables de l'eutrophisation des eaux. En outre, l'azote amplifie l'acidification des sols, contribue à la pollution atmosphérique et modifie l'équilibre des gaz à effet de serre. Le principal défi consiste à faire diminuer progressivement les effets négatifs des productions agricoles sur l'environnement et à accroître leurs effets positifs, de façon à préserver les fonctions des écosystèmes et à assurer la sécurité alimentaire de la population mondiale.

Définitions

Les indicateurs présentés ici concernent les bilans nutritifs bruts en agriculture. Ils sont exprimés en excédent d'azote et excédent de phosphore par km² de terres agricoles. Ils décrivent les pertes potentielles d'azote dans le sol, dans l'air et dans les eaux superficielles ou souterraines en l'absence de mesures antipollution efficaces.

L'évolution de la production agricole et celle de la superficie agricole sont indiquées à titre de complément d'information.

Ces indicateurs décrivent des pressions environnementales potentielles et peuvent masquer de fortes variations à l'intérieur des pays. En outre, ils rendent compte uniquement des bilans nutritifs du secteur agricole primaire et ignorent ceux d'autres systèmes de production alimentaire tels que la pêche, de même que l'ensemble du cycle de l'azote dans l'économie. Il convient de les mettre en relation avec les données sur l'utilisation d'eau en agriculture, la qualité des sols, la biodiversité et la gestion des exploitations.

En bref

Depuis plusieurs décennies, l'importance économique et sociale du secteur agricole diminue dans la plupart des pays de l'OCDE. Entre 2000 et 2010, la croissance de la production agricole de la zone OCDE a ralenti par rapport aux années 90. Dans quasiment tous les pays de l'OCDE, la superficie agricole a baissé, principalement du fait de la transformation de terres agricoles en espaces urbains ou forestiers. Dans près de deux tiers d'entre eux, l'agriculture demeure malgré tout le premier utilisateur foncier (occupant plus de 40 % des terres émergées).

Dans de nombreux pays de l'OCDE, la consommation d'engrais et les excédents d'éléments nutritifs rapportés à la production agricole ont diminué. Il y a eu une baisse à la fois en valeur absolue, exprimée en tonnes d'éléments nutritifs, et en termes d'excédents d'éléments nutritifs par hectare de terres agricoles.

- Les excédents d'éléments nutritifs ont diminué plus vite dans les années 2000 que dans les années 90 dans la zone OCDE. Au cours de la dernière décennie, la production agricole totale de la zone OCDE a augmenté en volume de plus de 1 % par an, alors que l'excédent d'azote (en tonnes) a diminué de plus de 1 % par an et celui de phosphore (en tonnes), de plus de 5 % par an.
- C'est le signe d'un processus de découplage relatif des pressions environnementales liées à l'azote et au phosphore par rapport à la production agricole, qui tient à la fois à l'utilisation plus efficace des éléments nutritifs par les agriculteurs et au ralentissement de la croissance de la production agricole dans beaucoup de pays au cours des années 2000.

Les variations à l'intérieur des pays s'expliquent par la répartition géographique des élevages intensifs et des systèmes culturels nécessitant d'importants apports en éléments nutritifs, tels que le maïs et le riz.

Dans un certain nombre de pays, le niveau absolu des pressions exercées sur l'environnement (mesuré par les excédents d'azote et de phosphore rapportés à la superficie) demeure élevé.

Comparabilité

L'OCDE et Eurostat disposent de données sur les bilans azotés et phosphatés de l'ensemble des pays de l'OCDE, hormis le Chili, jusqu'en 2009. Les pays de l'OCDE, en coopération avec Eurostat et la FAO, procèdent actuellement à l'amélioration de la méthodologie, des coefficients de conversion des éléments nutritifs et des données primaires.

Dans les comparaisons entre pays de l'évolution des excédents d'éléments nutritifs dans le temps, il convient de prendre en compte les niveaux absolus pendant la période de référence.

Superficie agricole : les données 1990 pour la Belgique, l'Estonie, le Luxembourg, la République slovaque, la République tchèque, la Slovaquie et l'OCDE sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

OCDE, « Indicateurs environnementaux pour l'agriculture » (2012), www.oecd.org/fr/croissanceverte/agriculture-durable/indicateurs-agro-environnementaux.htm.

FAO, FAOSTAT (2012) (base de données), <http://faostat.fao.org/>.

Pour en savoir plus

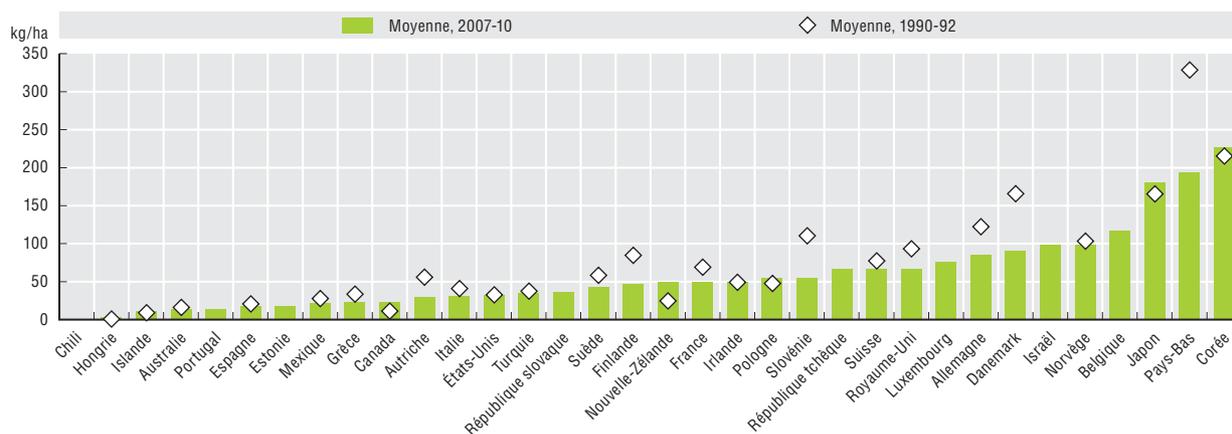
Eurostat, « Indicateurs agro-environnementaux », http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/agri_environmental_indicators/introduction.

OCDE (2013), *Compendium des indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264181243-fr>.

OCDE/FAO (2012), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2012-fr.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Graphique 2.14. **Excédents d'azote, kg par hectare**
Superficie agricole



Source : OCDE, « Indicateurs environnementaux pour l'agriculture » (2012) ; FAO, FAOSTAT (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130759>

Tableau 2.6. **Excédents d'éléments nutritifs et production agricole**

	Excédents d'éléments nutritifs par unité de superficie agricole				Production agricole		Superficie agricole	
	Azote		Phosphore		Cultures	Totale	% de la superficie totale	
	kg/ha	variation en %	kg/ha	variation en %	variation en %	variation en %	1990	2010
	Moy. 2007-10	Depuis 1990-92	Moy. 2007-10	Depuis 1990-92	1990-2010	1990-2010	1990	2010
Allemagne	85.8	-30	0.25	-98	1	-2	51	47
Australie	13.7	-15	0.04	-93	78	38	60	51
Autriche	29.7	-47	2.09	-77	30	14	42	38
Belgique	117.0	..	5.06	..	..	..	..	44
Canada	23.0	107	0.10	-183	30	37	7	6
Chili	..	..	..	..	91	95	21	21
Corée	226.4	5	45.27	-5	5	26	22	18
Danemark	90.6	-45	6.39	-60	-11	10	65	61
Espagne	18.2	-12	1.05	-70	19	26	60	54
Estonie	18.4	..	-7.59	..	-10	-23	..	21
États-Unis	32.8	0	2.34	-15	24	28	44	42
Finlande	47.5	-44	4.02	-81	-9	-9	7	7
France	50.3	-27	2.19	-85	4	1	56	53
Grèce	23.0	-32	-1.98	-156	2	0	70	62
Hongrie	3.7	313	-9.60	26	-17	-30	70	57
Irlande	50.4	3	3.39	-65	7	8	80	65
Islande	10.9	19	1.88	-8	89	26	18	15
Israël	98.6	..	31.86	..	3	40	26	23
Italie	30.6	-25	-2.97	-156	9	6	56	48
Japon	180.2	9	49.05	-18	-31	-19	15	12
Luxembourg	75.8	..	0.35	..	..	..	..	51
Mexique	21.8	-21	1.22	-41	36	57	53	52
Norvège	98.6	-5	14.47	-10	-42	-12	3	3
Nouvelle-Zélande	49.0	98	9.91	109	40	53	60	43
Pays-Bas	193.3	-41	11.02	-70	26	14	48	46
Pologne	55.0	15	5.10	-31	-27	-19	60	47
Portugal	14.5	..	4.22	..	-16	0	43	40
République slovaque	36.7	..	-1.74	..	-12	-26	..	40
République tchèque	66.5	..	0.20	..	-5	-21	..	54
Royaume-Uni	67.4	-28	5.17	-42	-1	-2	75	71
Slovénie	55.5	-50	8.15	..	24	19	..	24
Suède	43.1	-26	-0.25	-106	-23	-14	8	7
Suisse	66.7	-14	3.16	-71	-4	1	38	37
Turquie	34.9	-7	5.07	-43	39	45	51	50
OCDE¹	61.5	-20	6.03	-50	..	..	..	34

1. Le total OCDE est la moyenne simple des valeurs nationales disponibles.

Source : OCDE, « Indicateurs environnementaux pour l'agriculture » (2012) ; FAO, FAOSTAT (2012) (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131728>

PIB, population et consommation

Cette section présente des informations importantes sur le contexte socio-économique qui concernent en particulier la croissance économique, la démographie et la consommation.

Définition

Les indicateurs présentés ici portent sur :

- La croissance économique. Sont présentés : le PIB total, exprimé aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2005, ainsi que le PIB par habitant et sa variation depuis 1990. La structure du PIB est donnée à titre de complément d'information. Elle indique la part de la valeur ajoutée produite dans l'agriculture (chasse, pêche et sylviculture comprises), dans l'industrie (industries extractives, industries manufacturières, eau, gaz et électricité, et secteur de la construction) et dans les services. La valeur ajoutée ne comprend pas les services d'intermédiation financière indirectement mesurés.
- L'accroissement démographique et la densité de population. Sont présentés : l'évolution de la population résidente (tous les ressortissants du pays présents dans celui-ci ou temporairement absents, ainsi que les ressortissants d'autres pays qui y sont établis de façon permanente), la densité de population (nombre d'habitants rapporté à la superficie totale du pays) et un « indice de vieillissement » (rapport entre les plus de 64 ans et les moins de 15 ans).
- La consommation privée, c'est-à-dire la consommation des ménages et des institutions privées sans but lucratif au service des ménages. Sont présentées : les dépenses de consommation finale privée exprimées en % du PIB et par habitant, ainsi que la structure de la consommation privée. Les dépenses de consommation finale privée forment le plus important élément des emplois finals du PIB, représentant en général quelque 60 % de celui-ci. Elles correspondent à la somme i) des achats de services et de biens neufs de consommation durables et non durables effectués par les ménages résidents, diminués de leurs ventes nettes de biens d'occasion, de rebuts et de déchets, et ii) de la valeur des biens et services produits par les institutions privées sans but lucratif pour leur propre usage courant. Elles sont exprimées aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2005. Les loyers se réfèrent aux loyers imputés.
- La consommation publique. Sont présentées : les dépenses de consommation finale des administrations publiques exprimées en pourcentage du PIB et par habitant. La consommation finale totale des administrations publiques est une composante importante du PIB, qui reflète le rôle de celles-ci en tant que consommatrices directes de biens et services finaux. Elle représente la valeur des biens et services produits par les administrations pour leur propre usage

courant ; elle est exprimée aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2005.

Comparabilité

La comparabilité internationale des estimations relatives à la population et au PIB est bonne. Leur interprétation appelle toutefois une certaine prudence : à titre d'exemple, le Luxembourg et, à un degré moindre, la Suisse comptent un nombre relativement important de travailleurs frontaliers. Ces travailleurs contribuent au PIB du pays mais n'apparaissent pas dans ses données démographiques, et c'est l'une des raisons pour lesquelles on préfère souvent s'appuyer sur le revenu national brut (RNB) ou net (RNN) pour comparer le revenu par habitant entre pays.

La comparabilité des dépenses de consommation privée est bonne, et celle des dépenses des administrations publiques est très bonne.

Voir les notes complémentaires à l'annexe B.

Sources

OCDE (2012a), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 », *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00606-fr>.

OCDE (2012b), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés », *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00286-fr>.

OCDE (2010), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Banque mondiale (2012), *Indicateurs du développement dans le monde*, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

Pour en savoir plus

FAO, FAOSTAT (base de données), <http://faostat.fao.org/>.

FAO, www.fao.org/home/fr/.

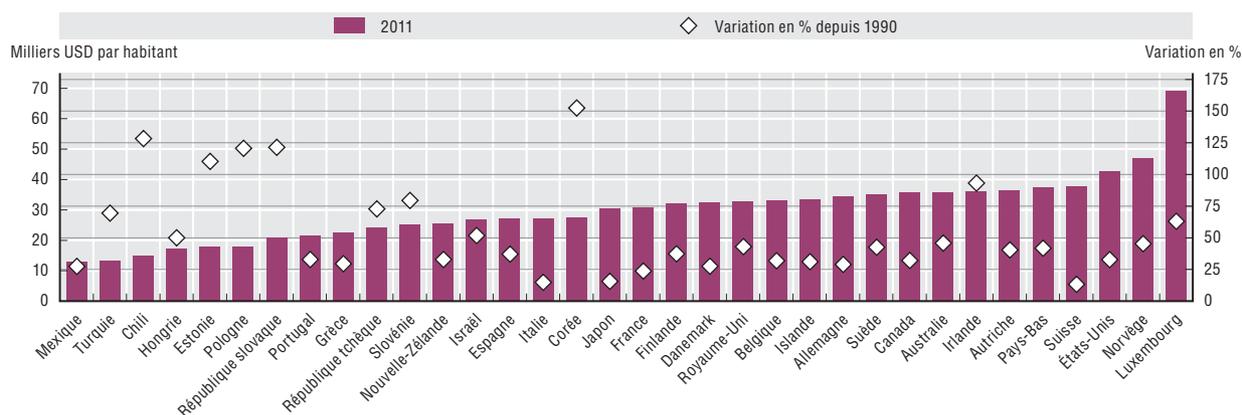
OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2013-fr.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

PIB, population et consommation

Graphique 2.15. **Produit intérieur brut (PIB) par habitant, 2011**



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 » ; OCDE (2012), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130778>

Tableau 2.7. **Produit intérieur brut (PIB)**

	Produit intérieur brut			Structure du PIB, valeur ajoutée en % du PIB		
	Total	Par habitant		Agriculture	Industrie	Services
	Milliards USD	Milliers USD	Variation en %	%	%	%
	2011	2011	1990-2011	2010	2010	2010
Allemagne ¹	2 811	34.4	29.0	0.9	27.9	71.2
Australie ¹	808	35.7	45.8	2.8	27.8	69.4
Autriche	306	36.3	40.4	1.5	29.0	69.4
Belgique	365	33.1	31.9	0.7	21.7	77.7
Canada	1 231	35.7	32.1	1.9	32.0	66.1
Chili ¹	261	15.1	128.3	3.4	39.1	57.5
Corée	1 371	27.5	152.4	2.7	39.2	58.1
Danemark	181	32.4	27.5	1.2	21.8	77.0
Espagne	1 251	27.1	37.2	2.7	26.1	71.2
Estonie ¹	24	17.9	110.3	3.5	28.9	67.6
États-Unis	13 314	42.7	32.8	1.2	20.0	78.8
Finlande	174	32.2	37.4	2.9	29.2	67.9
France ¹	1 955	30.9	23.8	1.8	19.1	79.2
Grèce ¹	255	22.6	29.5	3.1	18.0	78.9
Hongrie ¹	173	17.3	50.1	3.5	31.0	65.4
Irlande ¹	162	36.1	93.1	1.0	31.9	67.1
Islande ¹	11	33.6	31.1	7.2	25.1	67.7
Israël ¹	208	26.7	51.8	2.1	21.3	76.6
Italie	1 646	27.3	14.9	1.9	25.2	72.9
Japon ¹	3 917	30.7	15.7	1.2	27.4	71.5
Luxembourg	35	69.2	63.1	0.3	13.4	86.3
Mexique	1 466	12.9	27.4	3.5	34.3	62.2
Norvège	233	47.0	45.3	1.6	40.2	58.2
Nouvelle-Zélande ¹	112	25.5	32.9	..	..	..
Pays-Bas	622	37.3	41.7	2.0	23.9	74.2
Pologne	691	18.1	120.6	3.5	31.6	64.8
Portugal	227	21.5	32.9	2.4	23.1	74.5
République slovaque ¹	113	20.9	121.4	3.9	34.9	61.2
République tchèque ¹	253	24.1	72.8	2.3	36.2	61.5
Royaume-Uni	2 034	32.9	43.0	0.7	21.6	77.7
Slovénie ¹	51	25.2	79.5	2.5	31.6	65.9
Suède	331	35.1	42.6	1.8	26.3	71.8
Suisse	300	37.9	13.3	0.8	26.2	73.0
Turquie	991	13.4	69.4	9.1	27.9	63.0
OCDE	37 881	30.5	32.3	1.4	24.1	74.4

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

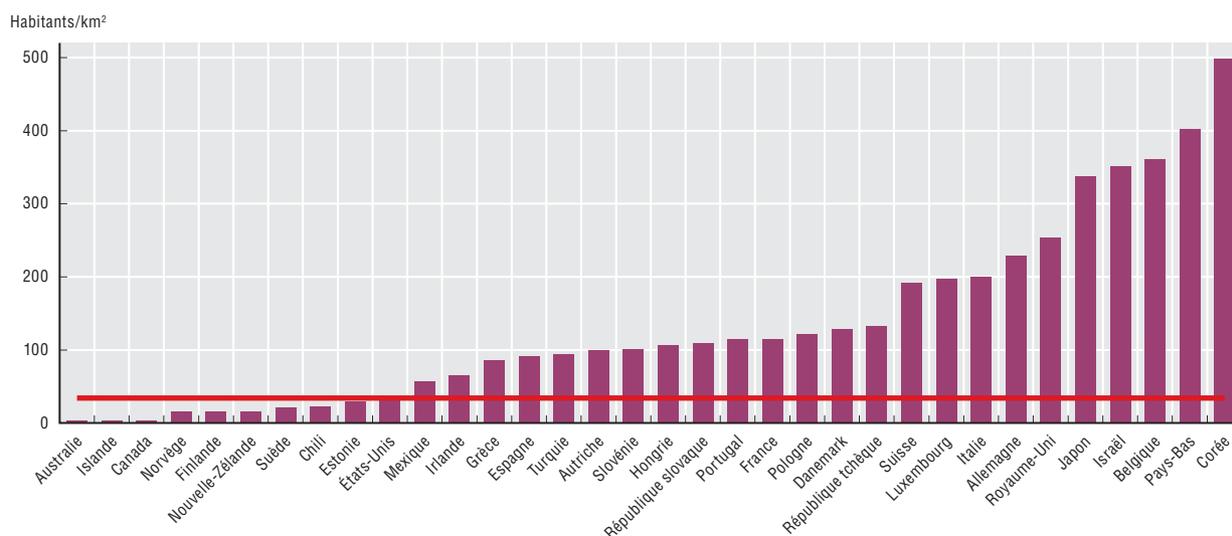
Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 » ; OCDE (2012), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131747>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

PIB, population et consommation

Graphique 2.16. Densité de population, 2011



Source : FAO, FAOSTAT (2012) (base de données) ; OCDE (2012), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130797>

Tableau 2.8. Densité de population et vieillissement

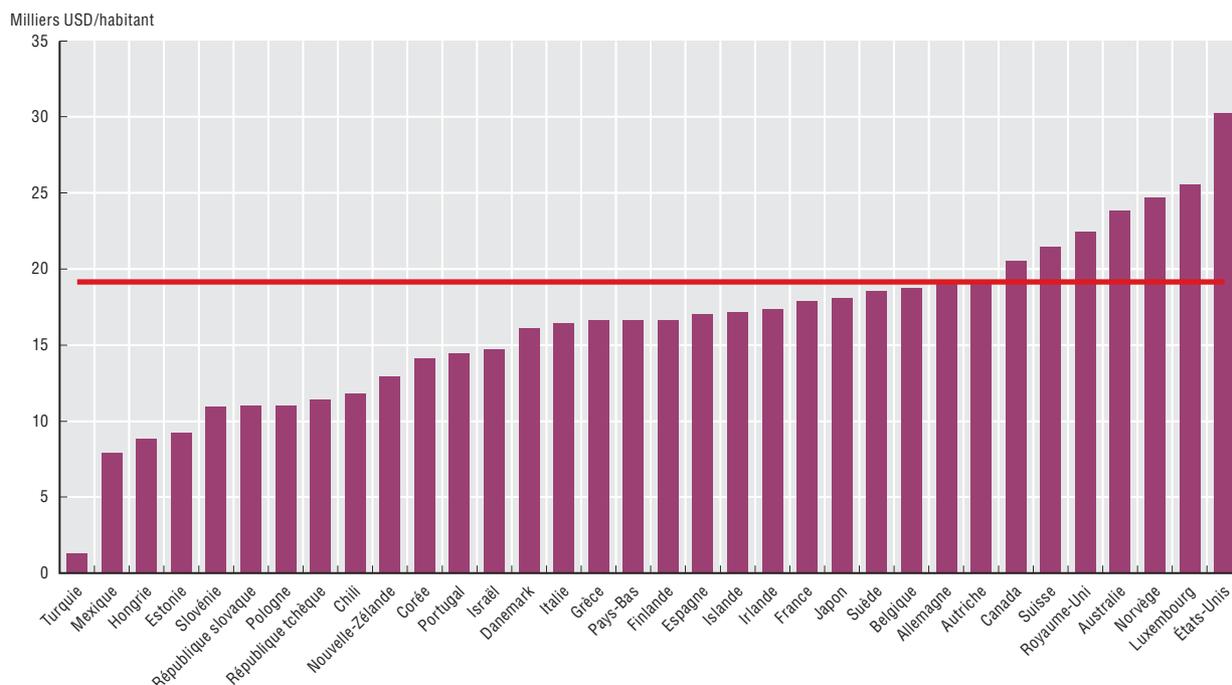
	Total milliers d'habitants	Variation en %	Densité		Indice de vieillissement plus de 64 ans/moins de 15 ans	
			hab./km ²		1990	2011
	2011	1990-2011	2011		1990	2011
Allemagne ¹	81 755	3.0	229		93	157
Australie	22 621	32.6	3		50	73
Autriche	8 421	9.1	100		85	121
Belgique ¹	11 021	10.6	361		82	103
Canada	34 483	24.5	3		55	90
Chili	17 248	30.9	23		20	42
Corée	49 779	16.1	498		20	73
Danemark	5 567	8.3	129		91	94
Espagne	46 125	18.7	91		69	118
Estonie	1 340	-14.6	30		52	111
États-Unis	311 592	24.8	32		58	68
Finlande	5 388	8.1	16		69	108
France ¹	63 294	11.6	115		70	94
Grèce ¹	11 300	11.3	86		71	136
Hongrie	9 974	-3.9	107		66	114
Irlande	4 486	28.1	64		42	58
Islande	319	25.2	3		43	60
Israël	7 766	66.6	352		29	36
Italie ¹	60 328	6.3	200		90	149
Japon ¹	127 799	3.4	338		66	178
Luxembourg ¹	512	33.1	198		77	83
Mexique	113 190	34.8	58		11	22
Norvège	4 953	16.8	15		86	82
Nouvelle-Zélande	4 405	31.0	16		49	66
Pays-Bas ¹	16 693	11.6	402		70	89
Pologne	38 196	0.4	122		41	92
Portugal ¹	10 557	5.7	115		66	130
République slovaque	5 398	1.9	110		41	88
République tchèque	10 496	1.6	133		59	109
Royaume-Uni	61 761	7.9	254		83	92
Slovénie	2 035	1.7	100		52	119
Suède	9 449	10.4	21		99	120
Suisse	7 912	17.9	192		85	123
Turquie	73 950	34.2	94		15	31
OCDE ¹	1 240 114	18.3	34		52	82

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : FAO, FAOSTAT (2012) (base de données) ; OCDE (2012), « Statistiques de la population active : Tableaux résumés ».

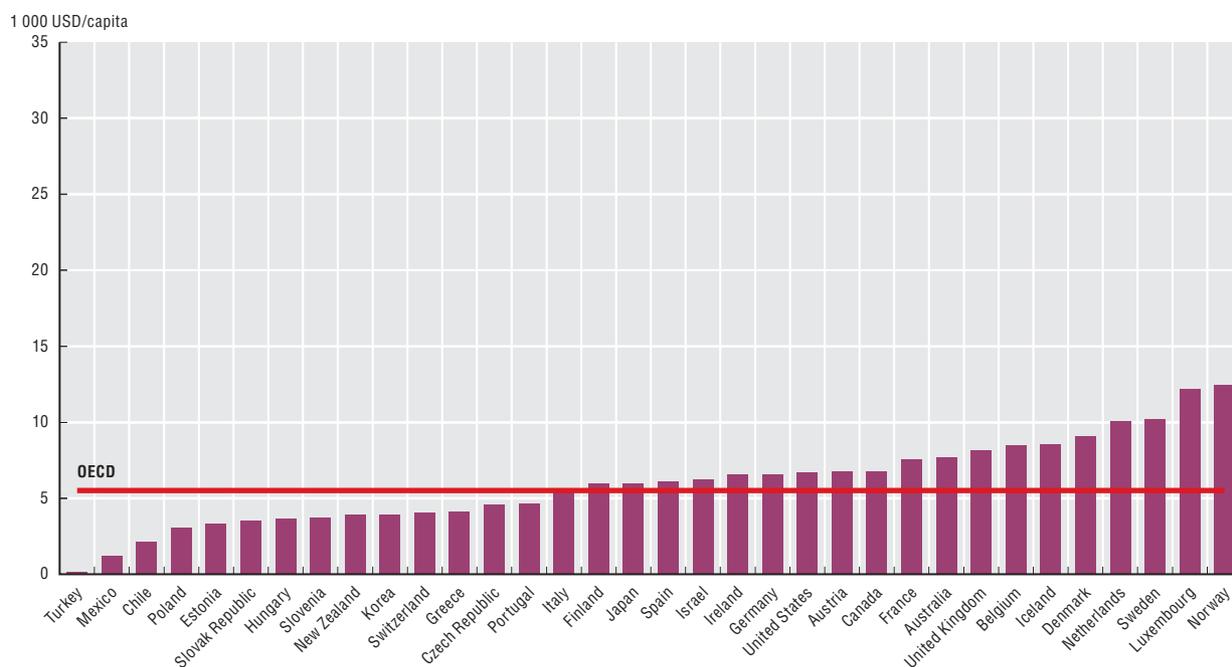
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131766>

Graphique 2.17. **Dépenses de consommation finale privée, 2011 ou dernière année disponible**
Par habitant



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 »
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130816>

Graphique 2.18. **Dépenses de consommation finale des administrations publiques, 2011 ou dernière année disponible**
Par habitant



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 ».
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130835>

2. TENDANCES SECTORIELLES AYANT UNE IMPORTANCE POUR L'ENVIRONNEMENT

PIB, population et consommation

Tableau 2.9. Dépenses de consommation finale privée et des administrations publiques

	Dépenses de consommation finale privée			Dépenses de consommation finale des administrations publiques		
	Total	Par habitant		Total	Par habitant	
	% du PIB	Milliers USD	variation en %	% du PIB	Milliers USD	variation en %
	2011	2011	1990-2011	2011	2011	1990-2011
Allemagne ¹	56	19	19	19	7	34
Australie ¹	56	24	52	18	8	37
Autriche	53	19	28	19	7	38
Belgique	52	19	24	24	8	26
Canada	63	21	42	21	7	18
Chili ¹	65	12	96	12	2	65
Corée	51	14	117	14	4	109
Danemark	50	16	28	28	9	35
Espagne	57	17	33	20	6	75
Estonie ¹	52	9	134	19	3	40
États-Unis	71	30	42	16	7	7
Finlande	54	17	40	19	6	15
France	58	18	25	25	8	24
Grèce ¹	74	17	31	18	4	25
Hongrie ¹	51	9	42	21	4	14
Irlande	49	17	67	19	7	60
Islande	51	17	21	25	9	31
Israël ¹	55	15	32	23	6	2
Italie	60	16	17	21	6	10
Japon ¹	59	18	21	20	6	57
Luxembourg	37	26	32	18	12	69
Mexique	69	8	36	11	1	3
Norvège ¹	45	25	71	23	12	49
Nouvelle-Zélande ¹	61	13	36	19	4	33
Pays-Bas	45	17	26	27	10	52
Pologne	61	11	140	17	3	106
Portugal ¹	65	14	42	21	5	51
République slovaque ¹	53	11	102	17	4	42
République tchèque ¹	47	11	47	19	5	27
Royaume-Uni	63	22	45	23	8	32
Slovénie ¹	56	11	42	19	4	52
Suède	48	19	33	26	10	12
Suisse ¹	58	21	12	11	4	10
Turquie	69	1	70	10	0	76
OCDE	63	19	3	18	6	5

1. Voir les notes par pays à l'annexe B.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131785>

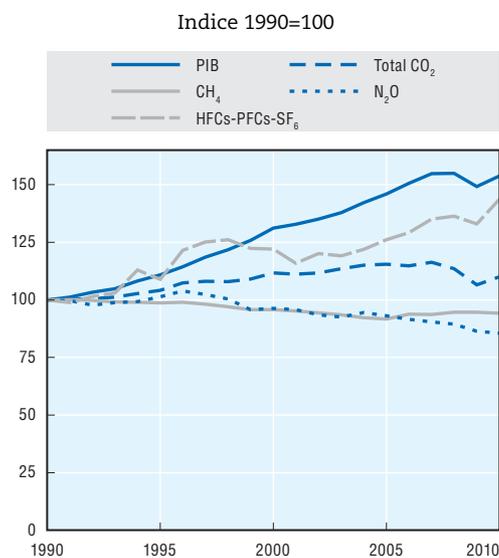
ANNEXE A

Autres évolutions intervenues à l'échelle de l'OCDE et dans les pays membres*

Évolutions à l'échelle de l'OCDE

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

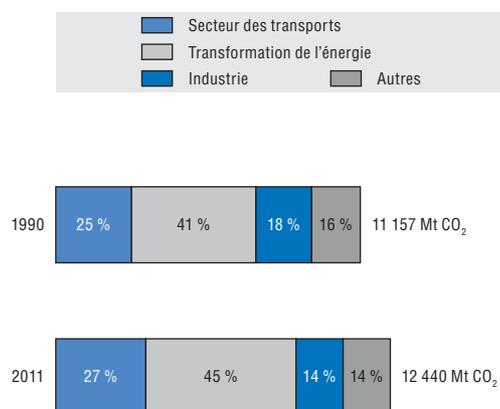
Graphique A.1. **Découplage
 des émissions de gaz à effet de serre,
 OCDE**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; CCNUCC, Données des inventaires des gaz à effet de serre (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130854>

Graphique A.2. **Évolution
 de la structure des émissions
 de dioxyde de carbone (CO₂), OCDE,
 1990-2011**



Source : AIE, Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie (2012) (base de données).

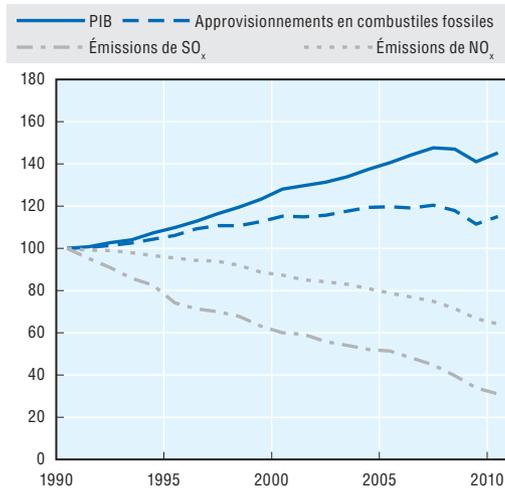
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130873>

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

Graphique A.3. **Découplage des émissions de SO_x et NO_x, OCDE**

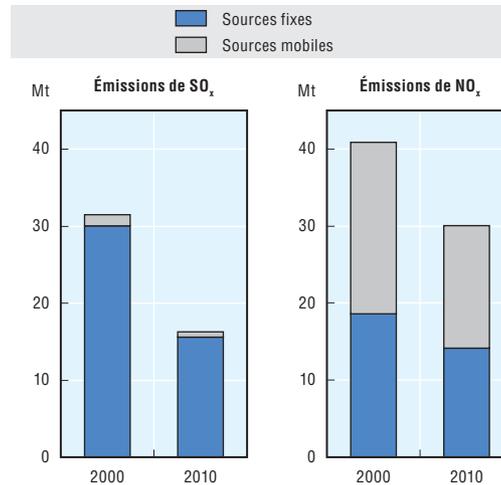
Indice 1990=100



Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 » ; AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données) ; CEE-ONU (2012), « Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance » ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130892>

Graphique A.4. **Structure des émissions de SO_x et NO_x, OCDE**

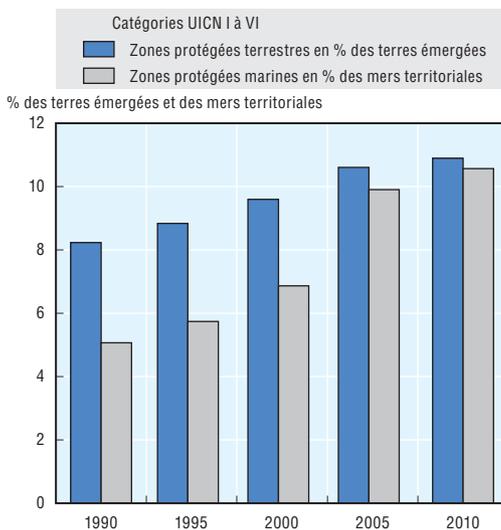


Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n 91 » ; AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données) ; CEE-ONU (2012), « Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance » ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130911>

Zones protégées

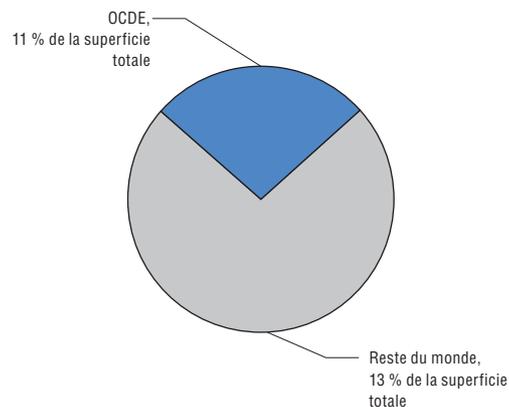
Graphique A.5. **Zones protégées terrestres et marines, OCDE**



Source : UICN ; PNUE, The World Database on Protected Areas (WDPA) ; DSNU, World Development Goals Indicators (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130930>

Graphique A.6. **Zones protégées terrestres, OCDE et monde**



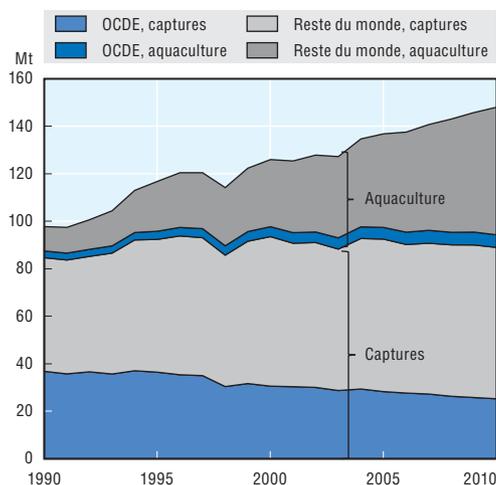
Source : UICN ; PNUE, The World Database on Protected Areas (WDPA) ; DSNU, World Development Goals Indicators (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933130949>

Production halieutique

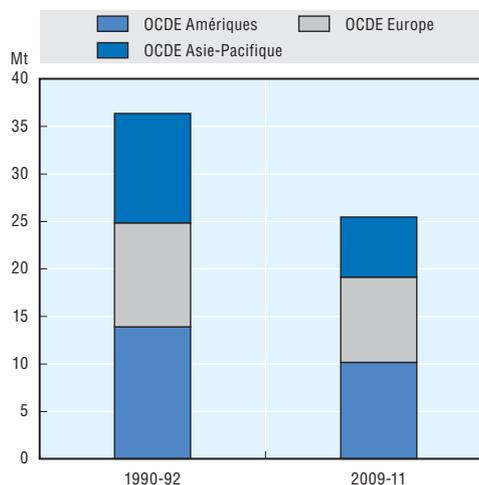
Graphique A.7. **Production halieutique mondiale**

1990-2010



Graphique A.8. **Captures de poissons, OCDE**

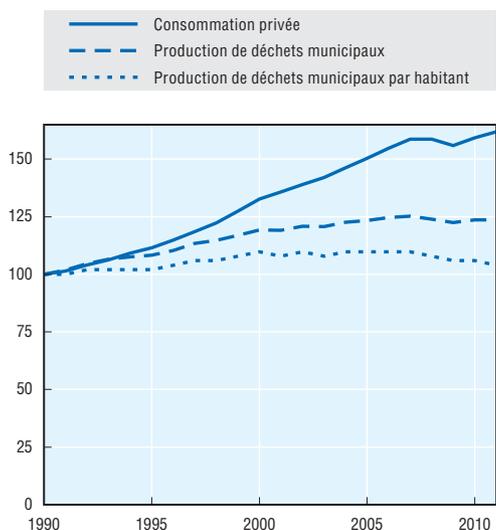
1990-92, 2009-11



Déchets municipaux

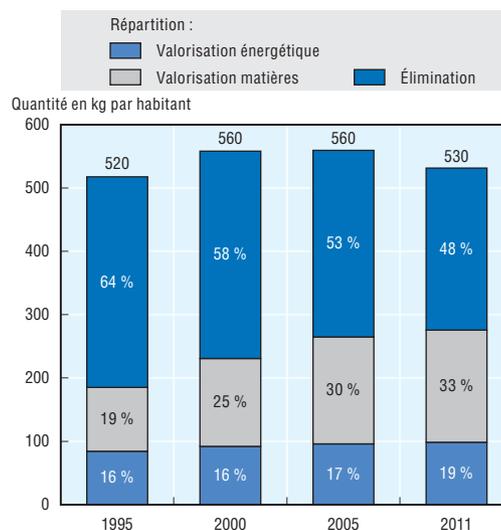
Graphique A.9. **Découplage de la production de déchets municipaux, OCDE**

Indice 1990=100



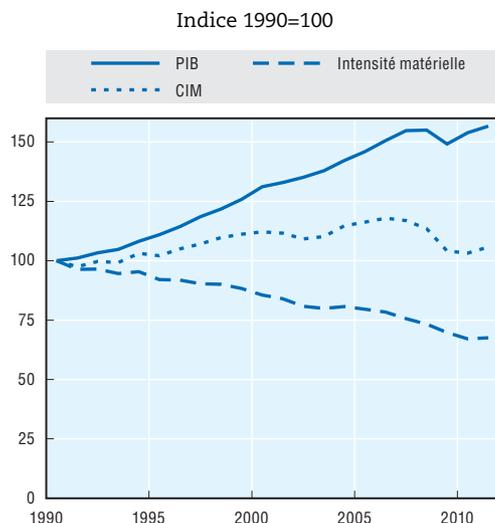
Graphique A.10. **Déchets municipaux, production et traitement, OCDE**

1995-2011



Consommation de matières

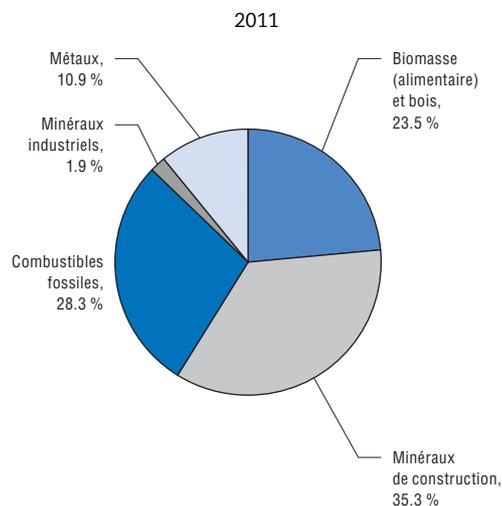
Graphique A.11. **Découplage de la consommation de matières, OCDE**



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131044>

Graphique A.12. **Composition de la consommation de matières, OCDE**

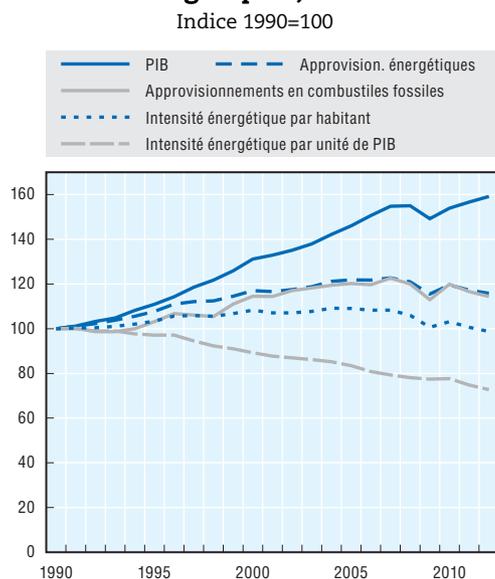


Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131063>

Approvisionnements énergétiques

Graphique A.13. **Découplage des approvisionnements énergétiques, OCDE**

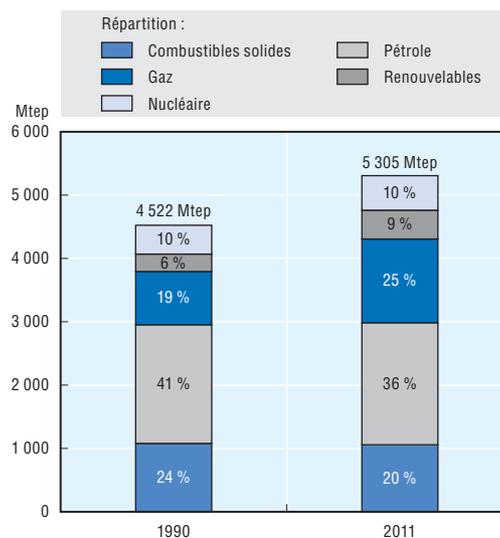


Source : AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131082>

Graphique A.14. **Mix énergétique, OCDE, 1990, 2011**

Approvisionnements par type d'énergie



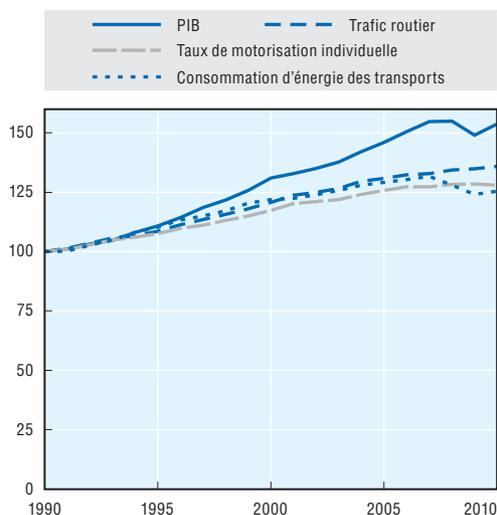
Source : AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 ».

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131101>

Transport routier

Graphique A.15. **Découplage du transport routier, OCDE**

Indice 1990=100

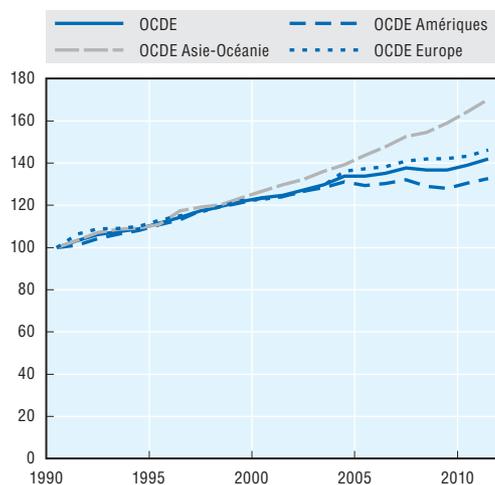


Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131120>

Graphique A.16. **Intensité du trafic routier rapportée à la longueur du réseau, OCDE**

Indice 1990=100

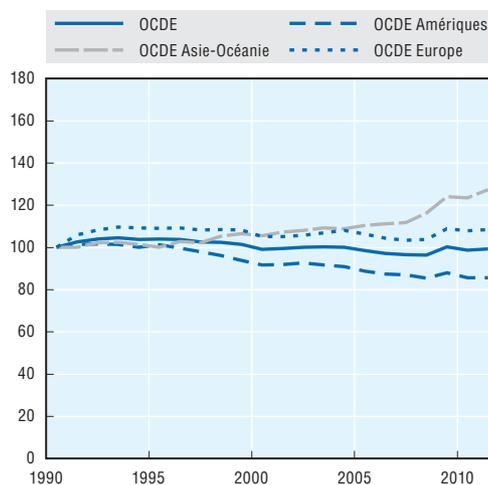


Source : Eurostat, Forum international des transports, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131139>

Graphique A.17. **Intensité du trafic routier rapportée au PIB, OCDE**

Indice 1990=100

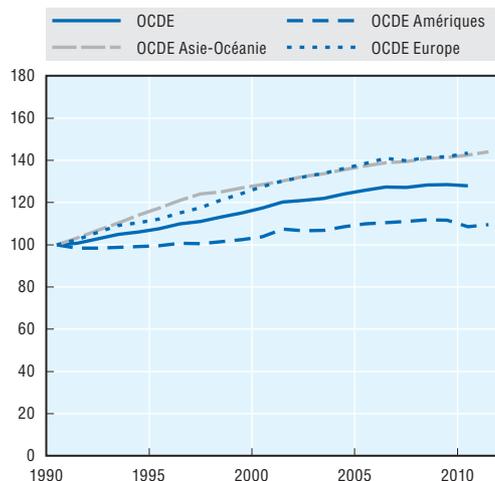


Source : Eurostat, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131158>

Graphique A.18. **Taux de motorisation, OCDE**

Indice 1990=100

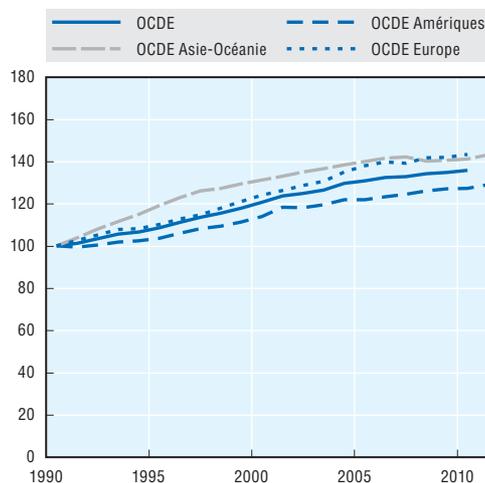


Source : Eurostat, Statistiques des transports en Amérique du Nord, World Road Statistics, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131177>

Graphique A.19. **Densité de véhicules automobiles rapportée à la longueur du réseau, OCDE**

Indice 1990=100

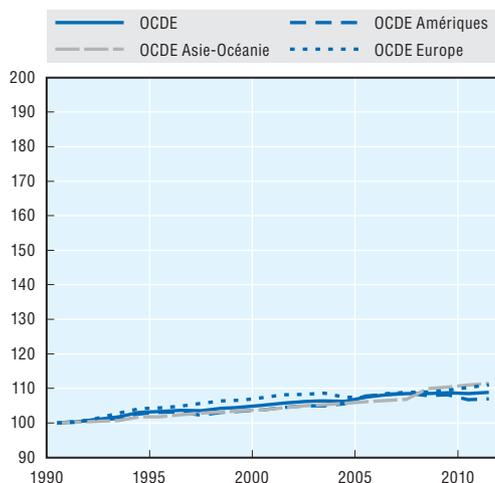


Source : Eurostat, Forum international des transports, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131196>

Graphique A.20. **Densité du réseau routier, OCDE**

Indice 1990=100

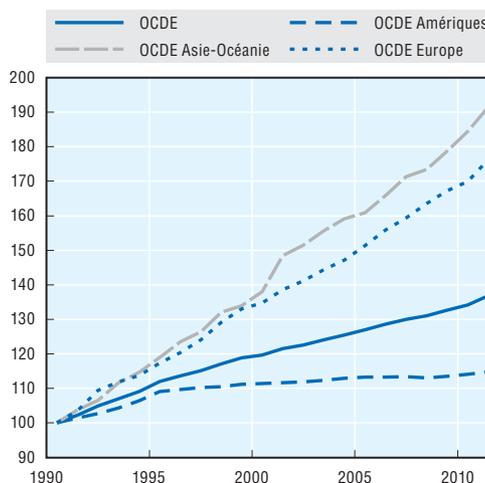


Source : Eurostat, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131215>

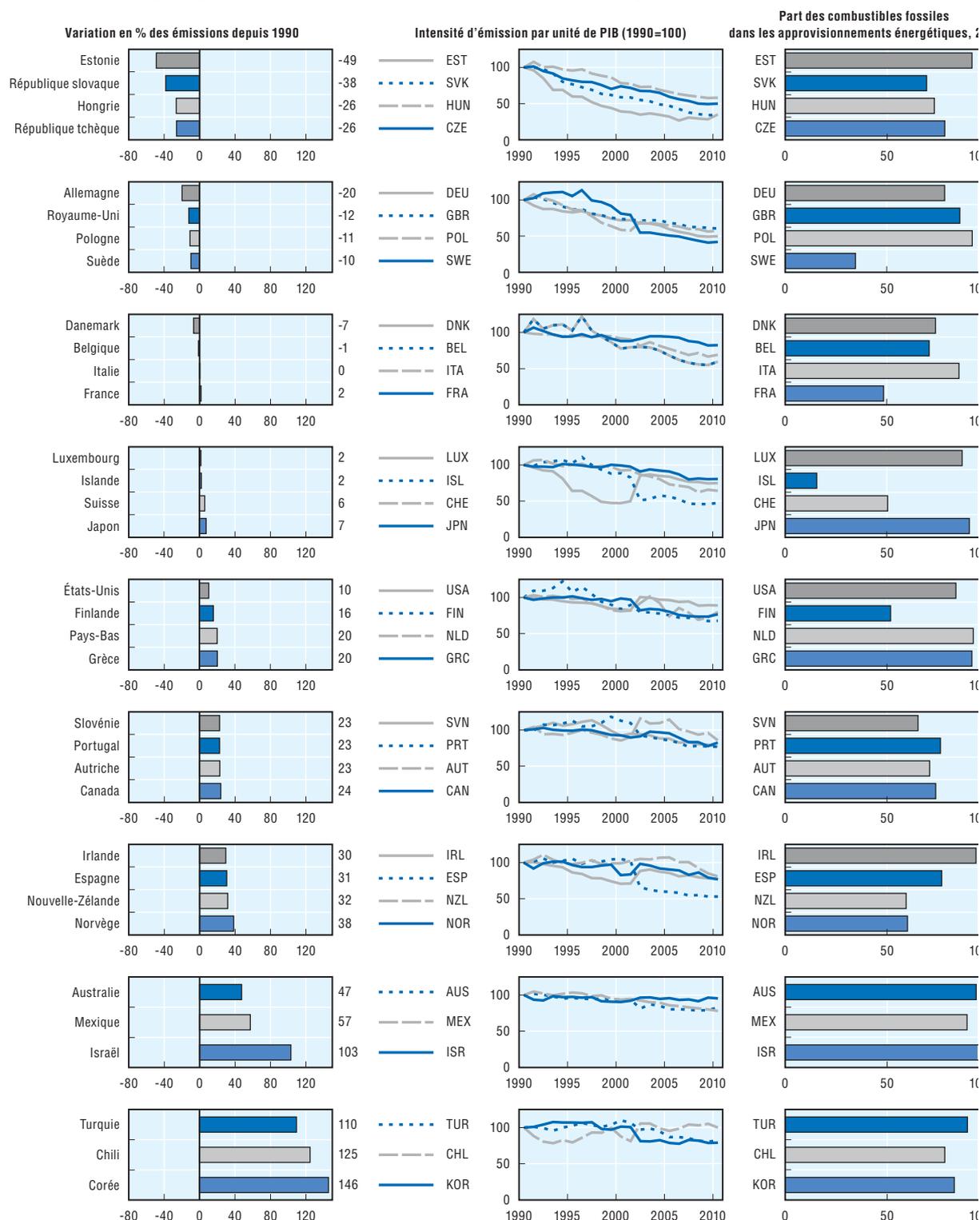
Graphique A.21. **Densité du réseau autoroutier, OCDE**

Indice 1990=100



Source : Eurostat, World Road Statistics, Statistiques des transports en Amérique du Nord, CEE-ONU et sources nationales. Évolutions intervenues dans les pays membres.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131234>

Émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dues à l'utilisation d'énergieGraphique A.22. Évolution des émissions de dioxyde de carbone (CO₂)

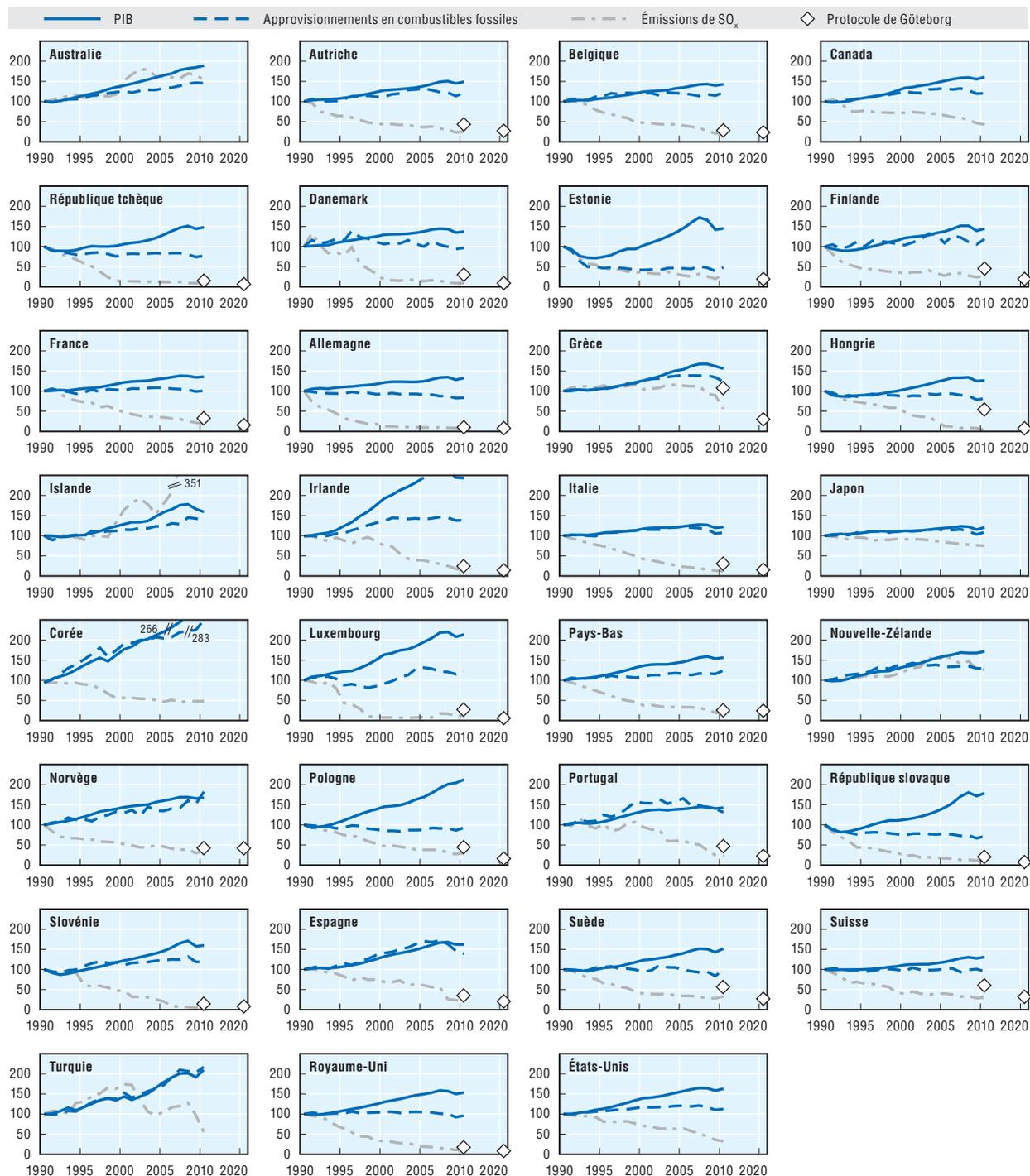
Source : OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 » ; AIE, Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie (2012) (base de données) ; AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131253>

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

Graphique A.23. Évolution des émissions d'oxydes de soufre (SO_x), pays de l'OCDE

Indice 1990 = 100



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131272>

Graphique A.24. Évolution des émissions d'oxydes d'azote (NO_x), pays de l'OCDE

Indice 1990 = 100

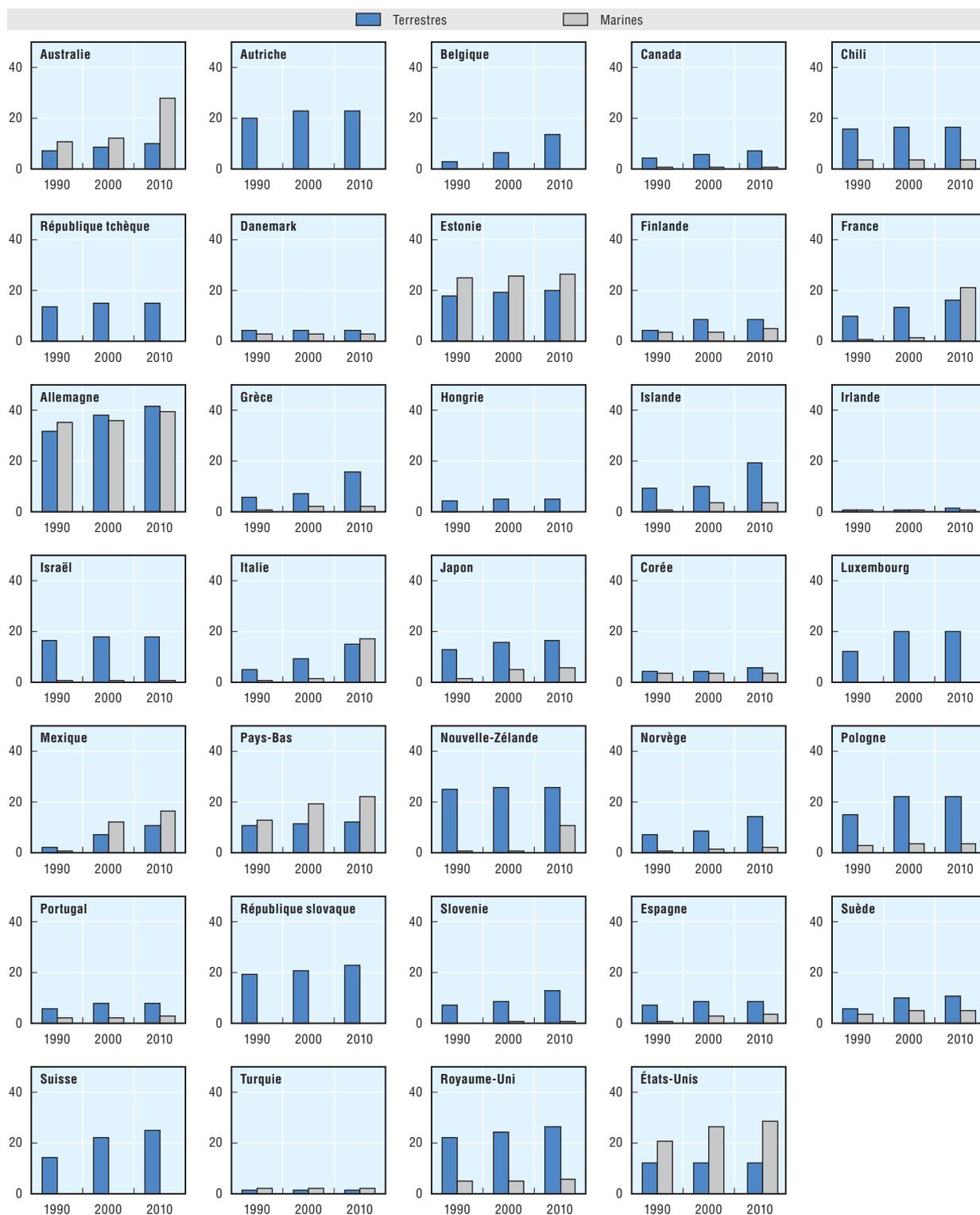


Source : European Monitoring and Evaluation Programme (EMEP) (2012) ; Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; OCDE (2012), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 » ; AIE, Bilans énergétiques des pays de l'OCDE (2012) (base de données) ; CCNUCC, « National Inventory Submissions 2012 ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131291>

Zones protégées

Graphique A.25. Principales zones protégées terrestres et marines, pays de l'OCDE, 1990-2010



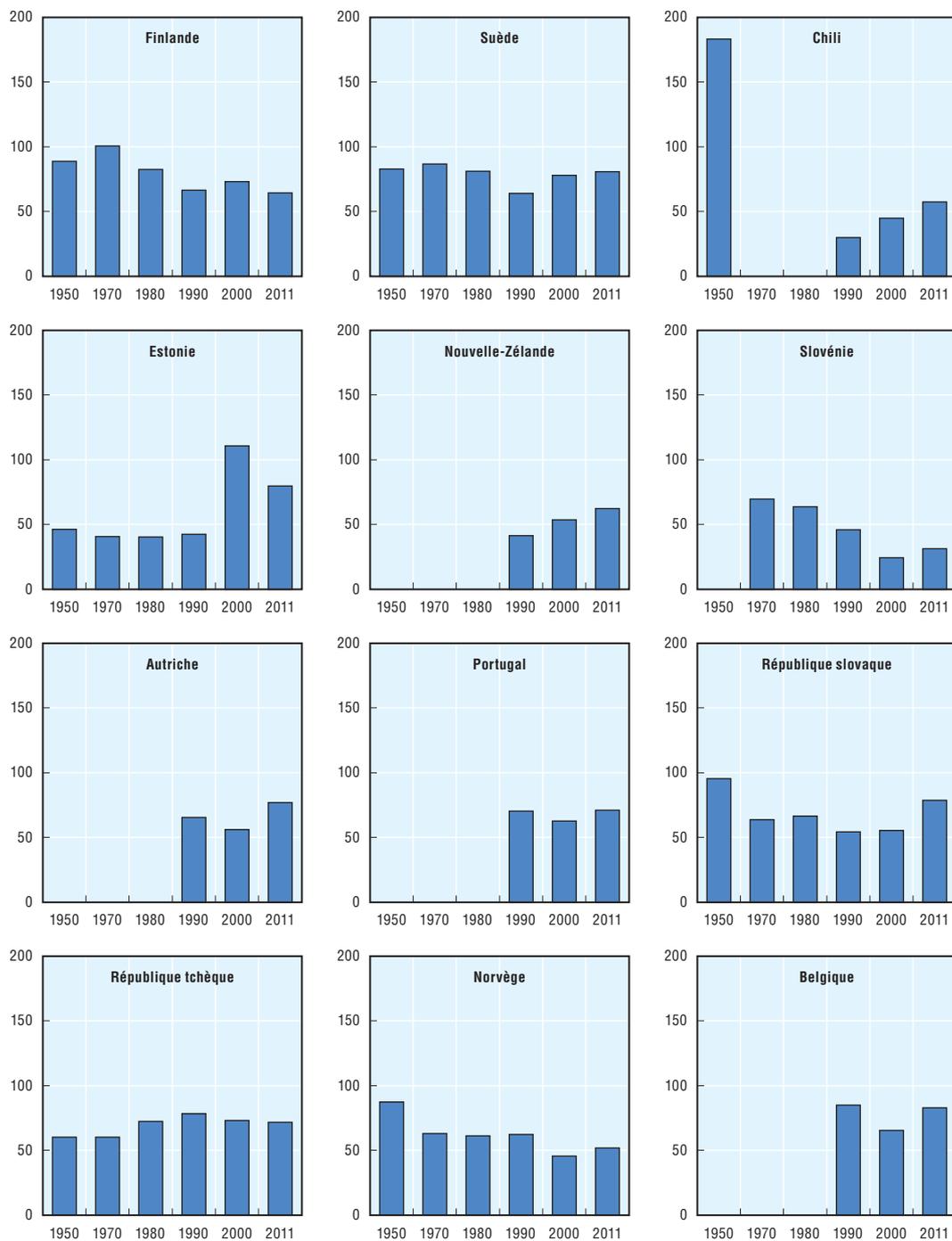
Source : PNUM, The World Database on Protected Areas (WDPA).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131310>

Utilisation des ressources forestières

Graphique A.26. **Intensité d'utilisation des ressources forestières dans certains pays, 1950-2011**

Coupes en % de l'accroissement brut

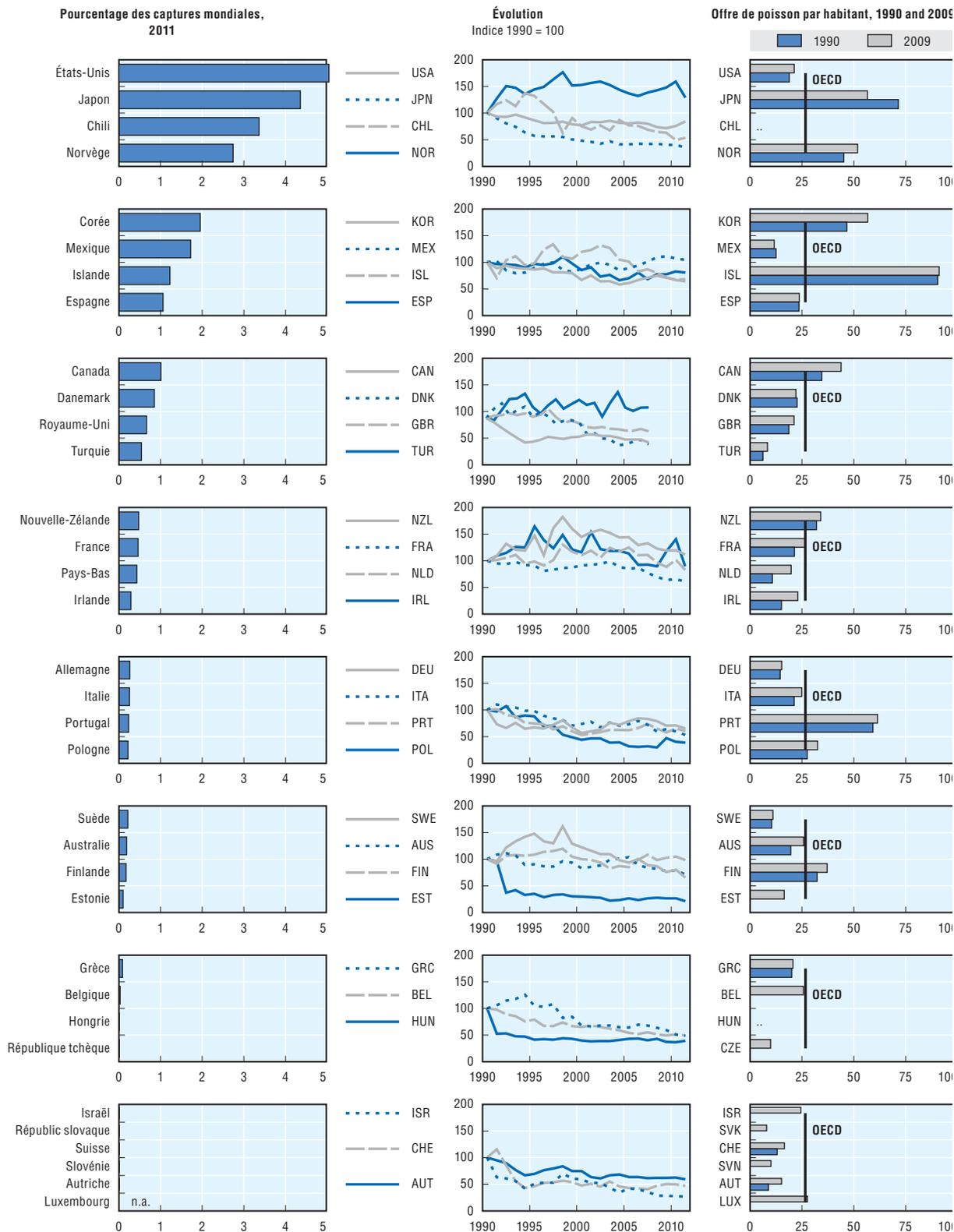


Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; FAO (2012), Global Forest Resource Assessments et FAOSTAT (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131329>

Utilisation des ressources halieutiques

Graphique A.27. Captures et offre de poisson, pays de l'OCDE



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131348>

ANNEXE B

*Informations complémentaires et notes par pays****Émissions de gaz à effet de serre (GES)**

Le principal accord international est la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Rio de Janeiro, 1992), qui a été ratifiée par 194 parties. Les pays industrialisés s'étaient engagés à prendre des mesures pour stabiliser leurs émissions de GES au niveau de 1990 à l'horizon 2000. En 1997, le Protocole de Kyoto a défini des objectifs nationaux ou régionaux différenciés de réduction ou de limitation des émissions des six principaux GES (CO₂, CH₄, N₂O, PFC, HFC et SF₆), objectifs qui devaient être atteints au cours de la période 2008-12 par rapport à l'année de référence 1990. Il a été ratifié par 191 pays, dont tous les pays de l'OCDE sauf deux, et est entré en vigueur le 16 février 2005. En 2010 et 2011, les négociations menées lors des conférences de Copenhague et de Cancún ont permis des avancées, notamment en ce qui concerne les objectifs de réduction des émissions, y compris de la part des pays en développement ; le financement ; l'adaptation ; et la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD).

Les données présentées dans ce rapport portent sur la somme des émissions des six « gaz de Kyoto » exprimées en équivalents CO₂ (état de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto en mai 2012). Elles ne sont toutefois pas directement liées aux objectifs de Kyoto ; elles concernent les émissions nationales (c'est-à-dire produites sur le territoire national) et ne tiennent pas compte des émissions et absorptions de CO₂ dues aux changements d'affectation des terres et à la foresterie, ni des transactions internationales d'unités de réduction des émissions ou d'unités de réduction certifiée des émissions.

- Dernière année disponible : les données antérieures à 2006 ont été ignorées.

Chili. Dernière année disponible : 2006.

Corée. Dernière année disponible : 2007.

OCDE. Ne comprend pas Israël.

Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)

En Europe et en Amérique du Nord, un important instrument international est la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (Genève, 1979) et ses protocoles relatifs à la réduction des émissions d'oxydes de soufre (Helsinki, 1985 ;

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Tableau B.1. Plafonds d'émission selon les dispositions de l'article 3, paragraphes 1 et 10 du Protocole de Göteborg¹

Partie	Émissions de soufre (milliers de tonnes de SO ₂ par an)				Statut du Protocole ²	Émissions d'oxydes d'azote (milliers de tonnes de NO ₂ par an)			
	Niveau 1980	Niveau 1990	Plafond 2010	Réduction en % pour 2010 (année de référence : 1990)		Niveau 1990	Plafond 2010	Réduction en % pour 2010 (année de référence : 1990)	Partie
Allemagne	7 514	5 313	550	-90	R	2 693	1 081	-60	Allemagne
Autriche	400	91	39	-57	S	194	107	-45	Autriche
Belgique	828	372	106	-72	R	339	181	-47	Belgique
Canada national	4 643	3 236	..	..	S	2104	..	..	Canada
Canada ZGEP ³	3 135	1 873	..	..			
Danemark	450	182	55	-70	R	282	127	-55	Danemark
Espagne	2 959	2 182	774	-65	R	1 113	847	-24	Espagne ¹
États-Unis	..	..	..	..	R	..	..	..	États-Unis
Finlande	584	260	116	-55	R	300	170	-43	Finlande
France	3 208	1 269	400	-68	R	1 882	860	-54	France
Grèce	400	509	546	7	S	343	344	0	Grèce
Hongrie	1 633	1 010	550	-46	R	238	198	-17	Hongrie
Irlande	222	178	42	-76	S	115	65	-43	Irlande
Italie	3 757	1 651	500	-70	S	1 938	1 000	-48	Italie
Luxembourg	24	15	4	-73	R	23	11	-52	Luxembourg
Norvège	137	53	22	-58	R	218	156	-28	Norvège
Pays-Bas	490	202	50	-75	R	580	266	-54	Pays-Bas
Pologne	4 100	3 210	1 397	-56	S	1 280	879	-31	Pologne
Portugal	266	362	170	-53	R	348	260	-25	Portugal
République slovaque	780	543	110	-80	R	225	130	-42	République slovaque
République tchèque	2 257	1 876	283	-85	R	742	286	-61	République tchèque
Royaume-Uni	4 863	3 731	625	-83	R	2 673	1 181	-56	Royaume-Uni
Slovénie	234	196	27	-86	R	63	45	-29	Slovénie
Suède	491	119	67	-44	R	338	148	-56	Suède
Suisse	116	43	26	-40	R	166	79	-52	Suisse
Communauté européenne	26 456	16 436	4 059	-75	R	13 161	6 671	-49	Communauté européenne

1. Les niveaux d'émission de 1980 et 1990 et les réductions en % sont donnés à titre indicatif uniquement dans l'annexe II du Protocole de Göteborg. Voir le texte du Protocole pour plus de détails et des notes par pays (www.unece.org/env/lrtap/).
2. Statut au 24 mai 2012, date d'entrée en vigueur du Protocole : S = signé, R = ratifié. N.B. : en 1991, le Canada et les États-Unis ont signé un accord bilatéral sur la qualité de l'air qui comporte une annexe sur les pluies acides (1991) et une annexe sur l'ozone (2000).
3. ZGEP : zone de gestion des émissions de polluants. Au Canada, la ZGEP pour le soufre couvre une superficie de 1 million de kilomètres carrés, qui englobe tout le territoire des provinces de l'île du Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, tout le territoire de la province du Québec au sud d'une ligne droite allant du Havre-Saint-Pierre, sur la côte septentrionale du golfe du Saint-Laurent au point où la frontière Québec-Ontario coupe la côte de la baie James, ainsi que tout le territoire de la province de l'Ontario au sud d'une ligne droite allant du point où la frontière Ontario-Québec coupe la côte de la baie James au fleuve Nipigon, près de la rive septentrionale du lac Supérieur.

Source : CEE-ONU (2012), « Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution ».

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933131804>

Oslo, 1994 ; Göteborg, 1999) et d'oxydes d'azote (Sofia, 1988 ; Göteborg, 1999). La Convention a donné lieu à d'autres protocoles visant les rejets de composés organiques volatils (Genève, 1991 ; Göteborg, 1999), d'ammoniac (Göteborg, 1999), de métaux lourds (Aarhus, 1998) et de polluants organiques persistants (Aarhus, 1998). En 2012, le Protocole de Göteborg a été révisé afin de définir des objectifs de réduction des émissions plus

ambitieux à l'horizon 2020 et au-delà, avec notamment des objectifs relatifs aux particules fines (qui comprennent le carbone noir, un polluant contribuant au forçage climatique).

- Les données se rapportent aux émissions anthropiques uniquement. Les émissions de SO_x et de NO_x sont exprimées sous forme de quantités de SO₂ et de NO₂ respectivement. Les émissions des transports internationaux (aériens, maritimes) n'entrent pas en ligne de compte.
- Les données peuvent comprendre des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat. Pour certains pays, les estimations éclairées de l'EMEP ont été utilisées : République tchèque 2010, Hongrie 2006-dernière année disponible ; Luxembourg 2010 ; Pologne 1990, 2010.
- Variation en pour cent : variation entre 1990 et la dernière année disponible. Dernière année disponible : les données antérieures à 2006 ont été ignorées.

Australie. NO_x : hors émissions dues au brûlage dirigé de la savane (423 000 tonnes en 2010).

Chili. Dernière année disponible : 2006.

Corée. Dernière année disponible : 2008.

États-Unis. Les émissions dues aux incendies incontrôlés sont ignorées.

Islande. SO_x : comprend les émissions liées à l'énergie géothermique (58 000 tonnes en 2010, soit 77 % du total).

Luxembourg. Les données ne comprennent pas les émissions liées au « tourisme à la pompe ».

Nouvelle-Zélande. NO_x : hors émissions dues au brûlage dirigé de la savane.

OCDE. Estimations du Secrétariat de l'OCDE, ne comprennent pas le Chili ni le Mexique.

Prélèvements d'eau douce et intensité d'utilisation des ressources en eau douce

L'intensité d'utilisation des ressources naturelles en eau douce (c'est-à-dire le stress hydrique) est calculée comme le volume des prélèvements bruts en pourcentage du total des ressources en eau douce renouvelables disponibles (y compris les apports des pays voisins) ou en pourcentage des ressources internes (précipitations-évapotranspiration). On distingue les niveaux de stress suivants :

- Faible (moins de 10 %) : d'une façon générale, aucune pression importante ne s'exerce sur les ressources disponibles.
- Modéré (10 à 20 %) : la disponibilité de l'eau devient une contrainte qui pèse sur le développement, et d'importants investissements sont nécessaires pour assurer l'approvisionnement voulu.
- Moyen-fort (20 à 40 %) : implique de gérer à la fois l'offre et la demande, et de résoudre des conflits entre utilisations concurrentes.
- Fort (plus de 40 %) : indique une grave pénurie, et dénote généralement une utilisation non viable de l'eau, qui peut devenir un facteur limitant dans le développement économique et social.

Les niveaux de stress hydrique des pays peuvent masquer d'importantes variations au niveau infranational (bassin hydrographique, par exemple), en particulier dans les pays comprenant de vastes régions arides et semi-arides.

Pour certains pays (Chili, Mexique, Nouvelle-Zélande, par exemple), les données se rapportent aux autorisations de prélèvement et non aux prélèvements effectifs.

Ressources en eau douce : les données correspondent à la moyenne annuelle à long terme sur une période d'au moins 30 années consécutives.

Dernière année disponible : les données antérieures à 2006 ont été ignorées

Australie. À partir de 2000, les données comprennent l'eau réutilisée.

Belgique. Les ressources en eau douce ne tiennent pas compte de l'écoulement souterrain et comprennent des estimations.

Corée. L'irrigation comprend les autres usages agricoles.

Danemark. L'irrigation comprend la pisciculture ; pour 2009, il s'agit d'un total partiel intégrant uniquement l'approvisionnement public et l'industrie manufacturière.

Finlande. Données partielles.

Grèce. Totaux partiels ; hors usages agricoles autres que l'irrigation.

Mexique. À partir de 2001 : volumes d'eau alloués dans le cadre de concessions ; les données antérieures sont des estimations.

Norvège. À partir de 1996, les prélèvements englobent ceux destinés à l'aquaculture. Les totaux comprennent des estimations.

Nouvelle-Zélande. Estimations à partir des permis de prélèvement, en partant du principe que 50 % des volumes alloués sont effectivement prélevés.

Pays-Bas. Les ressources en eau douce ne tiennent pas compte de l'écoulement souterrain (estimé à 2 milliards m³).

Pologne. Les prélèvements destinés à l'agriculture comprennent l'aquaculture (superficies de plus de 10 ha) et l'irrigation (terres arables et superficies forestières de plus de 20 ha), à l'exclusion de l'eau destinée à la production animale.

République slovaque. Les ressources en eau douce ne tiennent pas compte de l'écoulement souterrain (estimé à 946 millions m³) ; les données relatives à l'irrigation avant 2000 comprennent des estimations.

République tchèque. Les ressources en eau douce ne tiennent pas compte de l'écoulement souterrain.

Royaume-Uni. Les prélèvements portent uniquement sur l'Angleterre et le Pays de Galles ; années budgétaires (d'avril à mars) jusqu'en 2000 et à partir de 2008.

Suisse. Le total des ressources renouvelables ne tient pas compte des apports du Liechtenstein (environ 1 %) ; les prélèvements d'eau douce correspondent à des totaux partiels qui excluent l'ensemble des usages agricoles. L'approvisionnement public comprend l'ensemble de l'industrie (catégories 5-43 de la CITI rév. 4) et d'autres activités.

Turquie. Les totaux sont estimés à partir d'inventaires partiels ignorant les usages agricoles autres que l'irrigation et, jusqu'en 1993, le refroidissement des centrales électriques ; les données relatives à l'approvisionnement public antérieures à 2008 portent uniquement sur les zones urbaines.

OCDE. Les prélèvements en pourcentage des ressources disponibles ne comprennent pas l'Autriche, Israël, l'Italie, la Finlande ni la Pologne. Les prélèvements par habitant sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE obtenues par interpolation linéaire.

Population raccordée à une station d'épuration

Par « raccordé », on entend relié physiquement à une station d'épuration par un réseau d'égouts public. Cela exclut donc les installations privées indépendantes (telles que les fosses septiques) qui sont utilisées dans les endroits où le raccordement au réseau public n'est pas rentable. Le taux de raccordement optimal n'est pas forcément de 100 % ; il varie selon les pays, en fonction des caractéristiques géographiques et de la répartition spatiale de l'habitat.

- Le traitement primaire désigne le traitement des eaux usées par un procédé physique ou chimique comprenant la décantation des matières solides en suspension ou par d'autres procédés par lesquels la DBO5 des eaux usées entrantes est réduite d'au moins 20 % avant le rejet et le total des matières solides en suspension des eaux usées entrantes, d'au moins 50 %.
- Le traitement secondaire désigne le traitement des eaux usées par un procédé comprenant généralement un traitement biologique avec décantation secondaire ou par un autre procédé permettant de réduire d'au moins 70 % la DBO et d'au moins 75 % la DCO.
- Le traitement tertiaire désigne le traitement de l'azote, du phosphore ou de tout autre polluant se répercutant sur la qualité de l'eau ou sur la possibilité de l'affecter à un usage particulier (pollution microbiologique, coloration, etc.).

Chili. Les données se rapportent aux habitants des zones urbaines uniquement. Données 2009 pour le traitement indépendant.

Corée. La population raccordée comprend les habitants raccordés par une canalisation aux équipements publics de traitement des eaux usées et une partie des installations indépendantes.

Espagne. Les estimations reposent sur des données exprimées en équivalent-habitant (éq.-hab.) et portent sur le traitement des eaux usées dans les agglomérations urbaines de plus de 2 000 éq.-hab. ; elles peuvent comprendre des eaux usées industrielles et donc surestimer le taux de raccordement effectif. Depuis 2006, les estimations comprennent les habitants des agglomérations de moins de 2 000 éq.-hab. (environ 4 % de la population nationale).

Finlande. Réduction de la DBO de 50 à 80 % dans le cas du traitement secondaire, et de 70 à 90 % dans celui du traitement tertiaire.

Italie. Le taux de raccordement au traitement des eaux usées est surestimé, car il se fonde sur l'hypothèse que le réseau d'assainissement public dessert l'intégralité de la population des communes raccordées.

Mexique. Les estimations sont fondées sur les volumes d'eaux usées traitées.

Pologne. Les données comprennent aussi la population qui n'est pas raccordée au moyen de canalisations, mais dont les eaux usées sont acheminées par camion vers des stations d'épuration municipales après avoir été recueillies dans des fosses septiques.

Portugal. Sont pris en compte dans le taux de raccordement : le traitement préliminaire, le traitement indéfini et les fosses septiques collectives.

Royaume-Uni. Angleterre et Pays de Galles uniquement.

Espèces menacées

- Par « espèces menacées », on désigne les catégories « en danger », « en danger critique d'extinction » et « vulnérables », c'est-à-dire les espèces menacées d'extinction et celles qui risquent de le devenir à bref délai. Sauf indication contraire, les espèces éteintes sont ignorées.
- « En danger » : espèces qui, sans être « en danger critique d'extinction », font face à un très fort risque d'extinction à l'état sauvage dans un avenir proche.
- « En danger critique d'extinction » : espèces pour lesquelles le risque d'extinction à l'état sauvage est extrêmement élevé dans un avenir immédiat.
- « Vulnérables » : espèces qui, sans être « en danger critique d'extinction » ni « en danger », font face à un fort risque d'extinction à l'état sauvage à moyen terme.
- Il est à noter que le nombre des espèces connues ne reflète pas toujours avec précision le nombre des espèces existantes, et que les pays appliquent les définitions avec plus ou moins de rigueur.
- Des espèces éteintes entrent dans les données de certains pays : République tchèque, Corée, Suisse, Finlande, Grèce (plantes vasculaires).

Oiseaux : seules les espèces nichant sur le territoire national sont prises en compte dans certains pays (Allemagne, Danemark, Islande, Luxembourg, Pays-Bas, République tchèque).

Danemark. Les plantes vasculaires ne comprennent pas les espèces apomictiques des genres *Hieracium*, *Rubus* et *Taraxacum*.

Espagne. Les oiseaux indigènes comprennent uniquement les espèces nichant sur le territoire national. La part des espèces de plantes vasculaires menacées est une estimation.

États-Unis. Espèces menacées selon les définitions nationales, qui reposent sur le système d'évaluation *Global Status Ranks* de NatureServe. Espèces connues : espèces « indigènes » et « exotiques ».

Finlande. Les plantes vasculaires comprennent les espèces indigènes et les espèces naturalisées, à l'exclusion des espèces apomictiques et des espèces exotiques éphémères.

France. France métropolitaine uniquement. Les oiseaux comprennent les oiseaux nicheurs et autres espèces séjournant en France en été, en hiver ou lors de passages migratoires. Plantes vasculaires : Angiospermes, Gymnospermes et Ptéridophytes.

Grèce. Les plantes vasculaires comprennent 8 espèces éteintes.

Hongrie. Les oiseaux comprennent l'ensemble des espèces enregistrées en Hongrie depuis 1800.

Irlande. Les mammifères ne comprennent pas les mammifères marins ; le pourcentage d'espèces menacées est sous-estimé.

Islande. Les mammifères désignent les espèces terrestres uniquement. Les oiseaux englobent les quelque 350 espèces qui ont été enregistrées au moins une fois sur le territoire national.

Israël. Les données relatives aux mammifères indigènes menacés portent sur 3 espèces indigènes qui sont toutes menacées.

Luxembourg. L'estimation des espèces connues de plantes vasculaires repose sur le nombre total de groupes taxonomiques figurant sur la liste rouge.

Mexique. Les données sont des estimations. Les espèces indigènes désignent les espèces endémiques uniquement. Les oiseaux comprennent les espèces résidentes et migratoires. Les plantes vasculaires sont les Ptéridophytes, les Gymnospermes et les Angiospermes.

Norvège. Les espèces connues sont uniquement les espèces indigènes évaluées pour la liste rouge 2010.

Nouvelle-Zélande. Espèces menacées selon les critères nationaux, comprennent uniquement les espèces indigènes. Les espèces connues n'incluent pas les espèces erratiques et migratrices.

Portugal. Les données comprennent les Açores et Madère. Les données sur les oiseaux ne tiennent pas compte des espèces erratiques.

République slovaque. Les espèces de mammifères connues renvoient aux groupes taxonomiques. Les plantes vasculaires sont uniquement les arbres.

Royaume-Uni. Espèces indigènes uniquement. Espèces menacées selon les critères nationaux.

Suisse. Espèces indigènes uniquement.

Zones protégées

Principales zones protégées

Une « zone protégée » est définie comme une superficie terrestre ou marine spécialement destinée à la protection et au maintien de la diversité biologique ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées, et gérée par la loi ou par d'autres moyens effectifs. Les données portent sur les zones relevant des catégories de gestion I à VI dans la classification de l'UICN. Les classifications nationales peuvent être différentes.

Catégories de gestion I à VI de l'UICN

- Ia : réserve naturelle intégrale, gérée principalement à des fins scientifiques.
- Ib : zone de nature sauvage, gérée principalement à des fins de protection des ressources sauvages.
- II : parc national, géré principalement dans le but de protéger les écosystèmes et à des fins récréatives.
- III : monument naturel, géré principalement dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques.
- IV : aire de gestion des habitats ou des espèces, gérée principalement à des fins de conservation des habitats et espèces, avec intervention au niveau de la gestion.
- V : paysage terrestre ou marin protégé, géré principalement dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives.
- VI : aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles, gérée principalement à des fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels.

Australie. Comprend le Parc marin de la Grande Barrière de corail.

Danemark. À l'exclusion du Groenland.

Espagne. Comprend les Baléares et les Canaries.

États-Unis. Alaska compris. À l'exclusion des Samoa américaines, de Guam, des îles mineures éloignées, des îles Mariannes du Nord, de Porto Rico et des îles Vierges.

France. France métropolitaine uniquement.

Norvège. À l'exclusion de l'archipel de Svalbard et des îles Jan Mayen et Bouvet.

Pays-Bas. À l'exclusion des Antilles néerlandaises.

Portugal. Comprend les Açores et Madère.

Royaume-Uni. À l'exclusion des territoires d'outre-mer.

Réserves de biosphère

Les réserves de biosphère sont reconnues au niveau international dans le cadre du programme de l'UNESCO sur l'Homme et la Biosphère (MAB). Elles portent sur des écosystèmes terrestres et côtiers ou marins, où, par des mécanismes appropriés de zonage et de gestion, la conservation des écosystèmes et de leur biodiversité est combinée à l'utilisation durable des ressources naturelles au bénéfice des communautés locales. Cela comprend la mise en place d'activités de recherche, de surveillance, de formation et d'éducation. Les réserves de biosphère sont constituées d'une partie centrale, d'une zone tampon et d'une aire en transition. Seule la partie centrale requiert une protection légale. Un certain nombre de réserves de biosphère entourent des aires protégées par d'autres systèmes (tels que les parcs nationaux ou réserves naturelles) et d'autres sites reconnus au niveau international (tels que les biens du patrimoine mondial ou les zones humides Ramsar).

Allemagne. Comprend un site partagé avec la France.

Danemark. À l'exclusion du Groenland.

Espagne. Comprend un site partagé avec le Portugal.

France. Comprend un site partagé avec l'Allemagne ; à l'exclusion des territoires non métropolitains (deux réserves de biosphère).

Pologne. Comprend un site partagé avec la République tchèque, un autre avec la République slovaque et un dernier avec la République slovaque et l'Ukraine.

Portugal. Comprend un site partagé avec l'Espagne.

République slovaque. Comprend un site partagé avec la Pologne et un autre avec la Pologne et l'Ukraine.

République tchèque. Comprend un site partagé avec la Pologne.

Zones humides d'importance internationale

Les données portent sur les zones humides désignées par les parties contractantes de la convention de Ramsar (1971) relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau. Les zones humides sont définies comme : « des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres ». Leur intérêt réside dans la diversité et la richesse de l'écosystème qu'elles constituent et de la faune et flore qu'elles abritent.

Danemark. À l'exclusion du Groenland.

France. À l'exclusion des territoires non métropolitains (trois zones humides de 2 160 km²).

Norvège. Île de Spitzberg incluse.

Pays-Bas. À l'exclusion des Antilles néerlandaises et d'Aruba.

Royaume-Uni. À l'exclusion des territoires d'outre-mer.

Utilisation des ressources forestières

Forêts

Les forêts désignent les terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec un couvert arboré de plus de 10 %, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ. Sont exclues les terres à vocation agricole ou urbaine prédominante, ainsi que celles affectées exclusivement à un usage récréatif.

Matériel sur pied

Le matériel sur pied désigne le volume sur écorce de tous les arbres vivants dont le diamètre à hauteur de poitrine (ou au-dessus des contreforts s'ils sont plus hauts) dépasse un certain seuil. Ce seuil peut varier selon les pays, mais le diamètre retenu dans les données est généralement de 10 cm à hauteur de poitrine.

Intensité d'utilisation des ressources forestières

- Intensité d'utilisation : les données indiquent la récolte ou l'abattage annuel en pour cent de la croissance annuelle (accroissement brut).
- Années 2010 : 2010 ou dernière année disponible (les données antérieures à 2005 ont été ignorées).
- Les données excluent l'Islande car, traditionnellement, il n'y a pas d'activité forestière dans ce pays.

Autriche. Années 2010 : données 2005. Moyennes annuelles sur plusieurs années.

Belgique. Années 2010 : données 2005.

Chili. Années 2010 : données 2009.

Estonie. Moyennes sur plusieurs années. Les données de la période 1950-1995 intègrent également les « autres terres boisées » et les arbres situés en dehors des forêts. Depuis 2000, elles portent sur les forêts disponibles pour la production de bois.

Finlande. Toutes les forêts sont prises en compte. L'écorce est comprise dans les volumes.

France. Les données renvoient au volume total prélevé dans la forêt, bois mort compris.

Nouvelle-Zélande. Les données relatives à l'accroissement brut concernent uniquement les forêts de production plantées.

Suède. La superficie des forêts disponibles pour la production de bois est en diminution constante depuis 1990, en raison de mesures de protection de l'environnement qui ont notamment entraîné la mise sous protection officielle ou officieuse de certaines zones.

Produits forestiers en pour cent des exportations nationales de biens

- Le pourcentage est calculé sur la base de données exprimées en unités monétaires.
- Les produits forestiers désignent les produits ligneux : bois rond, bois-énergie et charbon de bois, bois industriel, sciages, panneaux à base de bois, résidus de bois, ainsi que pâtes à papier et carton.

Utilisation des ressources halieutiques

- Total des captures de poisson : production halieutique des pêcheries de capture ; les données portent sur les captures nominales (équivalent en poids vif des débarquements) d'espèces de poissons, crustacés, mollusques et autres animaux d'eau douce, d'eau saumâtre et de mer tués, capturés, piégés ou ramassés à des fins commerciales, industrielles, récréatives et de subsistance. Cela comprend : les crustacés, les poissons diadromes, les poissons d'eau douce, les poissons de mer, divers animaux aquatiques et les mollusques. Sont en revanche exclus : les plantes aquatiques, les baleines, les phoques et les autres mammifères aquatiques.
- Captures marines : comprennent les poissons de mer, les crustacés et les mollusques.
- L'aquaculture désigne l'élevage ou la culture en milieu aquatique d'organismes tels que les poissons, les mollusques, les crustacés, les plantes aquatiques, etc., moyennant diverses formes d'intervention en vue d'améliorer la production, notamment l'empoissonnement régulier, l'apport d'aliments et la protection contre les prédateurs.

Déchets municipaux

- Les déchets municipaux sont les déchets collectés par les communes ou pour leur compte. Ils englobent les déchets produits par les ménages ainsi que les déchets assimilés provenant des petits commerces, des bureaux, des établissements tels que les écoles et les administrations, des services municipaux et des petites entreprises dont les déchets sont traités ou éliminés dans les mêmes installations. En revanche, ils ne comprennent pas les déchets de construction ni les boues d'épuration.
- Les définitions peuvent varier selon les pays. Certains peuvent comptabiliser dans les déchets municipaux de petites quantités de déchets spéciaux ou de déchets d'équipements électriques et électroniques.
- Les valeurs par habitant sont arrondies.
- Gestion des déchets municipaux : la somme des différentes catégories n'est pas nécessairement égale à 100 %, car les résidus de certains types de traitement (incinération, compostage) sont mis en décharge et il peut exister des types de traitement non pris en compte.

Autriche. Les déchets municipaux ne comprennent pas les déchets des chantiers de construction ni les déchets verts des services municipaux compostés sur site, qui sont inclus dans la définition nationale. Les déchets des ménages englobent une faible part de déchets des activités commerciales.

Belgique. Les déchets des ménages comprennent les déchets des petites entreprises.

Canada. Données de 2008. La production de déchets non dangereux des ménages, des institutions, des établissements commerciaux et des entreprises industrielles (déchet de construction et de démolition compris) s'est élevée à 1 030 kg par habitant. La ventilation par mode de gestion se rapporte à cette production de déchets non dangereux. La variation en pour cent se rapporte aux seuls déchets ménagers.

Corée. Données de 2009.

Espagne. Les données comprennent les Baléares et les Canaries.

Estonie. Variation en pour cent sur la période 2002-10.

États-Unis. Incinération : après valorisation. Mise en décharge : après valorisation et incinération.

France. Les données comprennent les départements d'outre-mer (DOM).

Hongrie. Les données sur les déchets municipaux comprennent des estimations pour la population non desservie par les services municipaux de gestion des déchets. La ventilation par mode de gestion se rapporte aux quantités de déchets collectés. Le recyclage comprend les déchets exportés pour recyclage.

Irlande. Les déchets des ménages comprennent des estimations pour les ménages non desservis par les services de collecte des déchets.

Islande. Les données sur les déchets municipaux sont des estimations pour 2009.

Japon. Les données sur les déchets municipaux portent sur les déchets collectés par ou pour les municipalités, les déchets directement déposés pour traitement et ceux traités en interne ; elles ne comprennent pas la collecte sélective en vue du recyclage par des entreprises privées. La ventilation par mode de gestion se rapporte aux quantités de déchets traités par les municipalités et ayant fait l'objet d'une collecte sélective en vue de leur recyclage par des entreprises privées. Le recyclage comprend les quantités recyclées directement (y compris la collecte privée) et récupérées après traitement intermédiaire. La mise en décharge désigne l'élimination directe (à l'exception des résidus d'autres traitements).

Mexique. Les décharges désignent les décharges contrôlées, non contrôlées et à ciel ouvert.

Norvège. Les quantités par habitant sont calculées sur la base de la population desservie par un service municipal de gestion des déchets. La variation en pour cent porte sur la période 2001-10.

Pologne. La production de déchets des ménages a été estimée par le Secrétariat de l'OCDE.

Portugal. Les données comprennent les Açores et Madère.

République slovaque. La variation en pour cent porte sur la période 2002-10.

Royaume-Uni. Les déchets des ménages comprennent les déchets dangereux et cliniques des ménages, les déchets de nettoyage de la voirie et le contenu des poubelles publiques. La ventilation par mode de gestion porte sur 2009.

Slovénie. La variation en pour cent porte sur la période 2002-10.

Turquie. Comprend des estimations pour la population non desservie par un service de gestion des déchets.

OCDE. Il s'agit d'estimations, qui peuvent être différentes de la somme des données nationales présentées. La ventilation par mode de gestion ne comprend pas l'Australie, le Canada ni Israël.

Déchets industriels, nucléaires et dangereux

- Les déchets industriels désignent les déchets produits par les industries manufacturières. Les définitions nationales sont souvent différentes. Les chiffres sont arrondis.
- Les déchets nucléaires se rapportent aux quantités de combustible irradié produit dans les centrales nucléaires. Les données sont exprimées en tonnes de métaux lourds. Il est à noter qu'elles ne représentent pas l'intégralité des déchets radioactifs produits.

- Les déchets dangereux se rapportent aux flux de déchets contrôlés visés par la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (voir les détails dans l'annexe IV de la Convention). Les définitions nationales sont souvent différentes, et ces données sont à interpréter avec prudence.
- Les mouvements transfrontières de déchets dangereux se rapportent normalement aux quantités effectivement déplacées, mais peuvent dans certains cas correspondre au total des mouvements autorisés (notifications). La source des données est la Convention de Bâle.
- Déchets industriels : données Eurostat selon le Règlement de l'UE relatif aux statistiques sur les déchets pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suède.
- Déchets dangereux : données Eurostat selon le Règlement de l'UE relatif aux statistiques sur les déchets pour l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Slovénie et la Suède. Données nationales pour l'Irlande, la Norvège et la Suisse.

Corée. Les déchets nucléaires comprennent le combustible des réacteurs à eau ordinaire et des réacteurs à eau lourde.

États-Unis. Déchets dangereux : comprennent certaines eaux usées.

Royaume-Uni. Déchets dangereux : les données portent uniquement sur l'Angleterre et le Pays de Galles.

Suisse. Déchets industriels : déchets industriels valorisés ou mis en décharge, dont certains déchets spéciaux. Déchets dangereux : tous sont définis comme des déchets spéciaux dans la législation suisse ; englobe les importations.

Utilisation des ressources en matières

Les données présentées ici portent sur la masse des matières et substances issues des stocks de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables qui sont utilisées comme intrants matériels dans les activités humaines et les produits qui les incorporent. Ces « matières » comprennent les vecteurs énergétiques (gaz, pétrole, charbon), les minerais métalliques et les métaux, les minéraux de construction, les minéraux industriels et la biomasse (aliments destinés à la consommation humaine et animale, bois).

- La base de données de l'OCDE sur les flux de matières (non publiée) constitue la principale source d'informations. Elle met à profit et élargit la base de données d'Eurostat sur les flux de matières de l'ensemble de l'économie, et fait appel à diverses autres sources internationales et nationales. Elle est complétée par des données provenant de la base de données sur les flux de matières du SERI. Malgré le travail considérable réalisé depuis une dizaine d'années pour établir une comptabilité des flux de matières, l'absence de certaines informations, notamment sur les flux physiques associés aux échanges internationaux, et l'absence de consensus sur les facteurs de conversion limitent les possibilités de calculer certains indicateurs des flux de matières au niveau international.

- Les données sont celles de l'année indiquée ou de la dernière année disponible. Elles peuvent comprendre des chiffres provisoires ou estimés. Des différences de définition peuvent limiter la comparabilité entre les pays.
- Catégorie de matières : la CIM de minéraux non métalliques recouvre l'extraction intérieure et les échanges de minéraux utilisés dans l'industrie et la construction, ainsi que les échanges de produits transformés dérivés ; la biomasse comprend la production intérieure de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches, ainsi que les échanges de produits bruts et transformés de ces secteurs ; les combustibles fossiles sont le charbon, le pétrole brut, le gaz naturel, la tourbe et les dérivés commercialisés ; les métaux recouvrent l'extraction intérieure de minerais métalliques, ainsi que les échanges de ces minerais, de concentrés métalliques, de métaux raffinés, de produits majoritairement constitués de métal et de ferraille.

Énergie

Approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP)

Les ATEP sont obtenus par l'opération suivante : production + importations – exportations – soutes maritimes et aériennes internationales ± variations des stocks. En ce qui concerne les exportations, les soutes et les variations des stocks, il est à noter que le signe algébrique est directement incorporé dans le nombre.

Le PIB est exprimé en USD à PPA et prix constants de 2005.

Australie. À l'exclusion des territoires d'outre-mer.

Danemark. À l'exclusion du Groenland et des îles Féroé.

Espagne. Canaries comprises.

États-Unis. Comprennent les 50 États et le district de Columbia. Les statistiques pétrolières et celles relatives aux échanges de charbon comprennent aussi le Porto Rico, Guam, les îles Vierges, les Samoa américaines, l'atoll Johnston, les îles Midway, l'atoll de Wake et les îles Mariannes du Nord.

France. Monaco compris, mais à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer suivants : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Italie. Comprend San Marin et le Vatican.

Japon. Comprend Okinawa.

Pays-Bas. À l'exclusion du Suriname et des Antilles néerlandaises.

Portugal. Comprend les Açores et Madère.

Royaume-Uni. Les transferts de charbon et de pétrole du Royaume-Uni vers les îles Anglo-Normandes et l'île de Man ne sont pas comptabilisés parmi les exportations. Les approvisionnements en charbon et en pétrole de ces îles entrent donc dans les approvisionnements du Royaume-Uni. Les exportations de gaz naturel à destination de l'île de Man sont en revanche comptabilisées parmi les exportations à destination de l'Irlande.

Suisse. Comprend les données relatives au pétrole du Liechtenstein.

Prix à la consommation finale

Autriche. Données 2008 pour l'électricité (industrie).

Corée. Données 2009 pour le gaz naturel (industrie et ménages) et pour l'électricité (industrie).

Danemark. Données 2009 pour le gaz naturel (industrie).

Espagne. Données 2009 pour l'électricité (industrie et ménages).

Mexique. Données 2008 pour le gaz naturel (industrie).

Pays-Bas. Données 2009 pour le fioul léger (industrie et ménages).

Transports

Trafic routier

Les volumes du trafic sont exprimés en milliards de kilomètres parcourus par les véhicules routiers. Il s'agit généralement d'estimations qui correspondent à la distance annuelle moyenne (en kilomètres) parcourue par un véhicule, multipliée par le nombre de véhicules en circulation. En principe, les données concernent le total des kilomètres parcourus sur toutes les routes sur le territoire national par des véhicules immatriculés dans le pays, à l'exception des deux et des trois roues, des caravanes et des remorques.

Dans l'interprétation des données, il importe de tenir compte des différences de définition des volumes de trafic routier, par exemple en ce qui concerne la comptabilisation ou non des kilomètres parcourus sur le territoire national par les véhicules non immatriculés dans le pays et les méthodes d'estimation.

- Les données comportent des estimations du Secrétariat de l'OCDE et des données provisoires.
- Trafic par unité de PIB : données 2007 pour l'Estonie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque et la République tchèque ; données 2008 pour l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce.
- Trafic rapporté à la longueur du réseau : données 2005 pour le Luxembourg et le Portugal ; données 2007 pour l'Estonie, l'Irlande, l'Islande, les Pays-Bas, la République slovaque et la République tchèque ; données 2008 pour l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce.

Royaume-Uni. Rupture de série en 1992.

États-Unis. Les voitures particulières comprennent les camions porteurs et les tracteurs.

OCDE. Les totaux OCDE reposent sur des estimations du Secrétariat. Ils ne comprennent pas le Chili.

Véhicules automobiles

- Le parc total comprend les voitures particulières, les véhicules utilitaires, les autobus et les autocars. Les données se rapportent aux véhicules routiers autonomes de quatre roues ou plus, à l'exclusion des caravanes et remorques, des véhicules militaires, des véhicules spéciaux (véhicules destinés aux services d'urgence, engins de chantier, etc.) et des tracteurs agricoles.
- Le taux de motorisation est exprimé en nombre de voitures particulières par habitant. Les données se rapportent aux véhicules automobiles autres que les motocycles qui sont destinés au transport de personnes et peuvent transporter au maximum neuf personnes (conducteur compris), ce qui comprend les voitures (voitures sans permis), les taxis et les voitures de location de moins de dix places assises.

- Véhicules utilitaires : camionnettes, camions et tracteurs routiers. À l'exclusion des caravanes, remorques et semi-remorques, des véhicules militaires, des véhicules spéciaux et des tracteurs agricoles.
- Les véhicules automobiles englobent les voitures particulières, les véhicules utilitaires (camions et tracteurs routiers) et les bus.

Allemagne. Voitures particulières : rupture de série en 2007.

Australie. Les véhicules utilitaires désignent les camionnettes, les camions porteurs, les véhicules articulés et autres camions.

Canada. Les véhicules utilitaires désignent les fourgonnettes et les camions de 4.5 tonnes et plus.

Chili. Les véhicules utilitaires ne comprennent pas les tracteurs agricoles ni les remorques et semi-remorques.

États-Unis. Les voitures particulières comprennent les camions porteurs et les tracteurs.

Hongrie. Voitures particulières : rupture de série en 1996.

Islande. Les véhicules utilitaires désignent les camions et les camionnettes.

OCDE. Les totaux OCDE reposent sur des estimations du Secrétariat.

Réseau routier

L'ensemble du réseau routier se compose de toutes les routes existant dans un périmètre donné, à savoir les autoroutes, les routes principales ou nationales, les routes secondaires ou régionales et les autres. En principe, les données portent sur l'ensemble des routes, rues et chemins publics dans les zones urbaines et rurales, mais non sur les routes privées, et décrivent la situation au 31 décembre de l'année considérée.

Autoroute : route spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui : a) sauf en des points particuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens ; b) ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons ; et c) est spécialement signalée comme étant une autoroute et est réservée à certaines catégories de véhicules routiers automobiles.

Canada. L'ensemble du réseau routier est exprimé en milliers de kilomètres équivalent deux voies.

Espagne. L'ensemble du réseau routier ne comprend pas les « autres » routes.

États-Unis. L'ensemble du réseau routier désigne toutes les routes (revêtues et non revêtues). Les autoroutes correspondent à la somme des principaux axes routiers et des *Interstates* dans les zones urbaines et rurales, ainsi que des principaux axes routiers et des autres autoroutes sans péage et routes express dans les zones urbaines.

Islande. L'ensemble du réseau routier désigne les routes nationales, principales, de déversement (de desserte), de campagne et de montagne.

Mexique. Les autoroutes désignent les routes à quatre voies ou plus.

Pays-Bas. Autoroutes : rupture de série en 2001.

Slovénie. Autoroutes : données provisoires pour 2009-2010.

Suède. L'ensemble du réseau routier ne comprend pas les « autres » routes.

Suisse. L'ensemble du réseau routier désigne les routes cantonales et communales, ainsi que les routes nationales à l'exception des autoroutes.

OCDE. Les totaux OCDE reposent sur des estimations du Secrétariat.

Prix et fiscalité des carburants routiers

- Taxes : comprennent les taxes acquittées par les consommateurs lors des transactions qui ne sont pas remboursables.
- Gazole : gazole à usage commercial.
- Essence sans plomb : supercarburant sans plomb (95 RON), sauf indication contraire.
- Prix : exprimés en USD à PPA et aux prix de 2005.

Agriculture

Bilans azotés et phosphatés bruts

- Les bilans nutritifs bruts correspondent à la différence entre la quantité totale de minéraux qui entrent dans un système agricole sous forme d'intrants (apports d'engrais et de fumier, principalement) et la quantité qui en sort sous forme de produits (moyennant l'absorption de minéraux par les cultures et les pâturages, essentiellement).
- L'indicateur de bilan nutritif est exprimé en kilogrammes d'éléments nutritifs excédentaires (déficitaires) par hectare de terres agricoles et par an, ce qui facilite la comparaison de l'intensité avec laquelle les minéraux sont utilisés entre les systèmes agricoles des différents pays. Les bilans des éléments nutritifs sont aussi exprimés en termes d'évolution des quantités physiques excédentaires (déficitaires) de minéraux, ce qui donne une indication de la tendance et du niveau de la pression physique potentielle des excédents sur l'environnement. Les variations géographiques des bilans peuvent avoir plusieurs explications : différences régionales entre systèmes agricoles, différences de climat, diversité des types de sols, d'exploitations et de cultures, et dissimilarités de la topographie entre régions agricoles.

OCDE. Les totaux OCDE représentent la variation moyenne en pour cent.

Superficie agricole

- Superficie agricole en pour cent de la superficie totale : les données 1990 pour la Belgique, l'Estonie, le Luxembourg, la République slovaque, la République tchèque, la Slovaquie et l'OCDE sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Production agricole

- L'indice de production agricole est calculé en faisant la somme pondérée par le prix de la production des différents produits agricoles, après déduction des quantités utilisées comme semences ou pour l'alimentation animale, pondérées de même. L'agrégat ainsi obtenu représente donc la production disponible pour toutes les utilisations, sauf l'utilisation comme semences ou aliments pour animaux.
- La source des données est la FAO ; les indices représentés peuvent varier par rapport à ceux produits par les pays eux-mêmes en raison de différences dans les concepts utilisés pour la production, la couverture, les pondérations, les références temporelles des données et les méthodes de calcul.

Produit intérieur brut (PIB), population et consommation

Produit intérieur brut

- Variation du PIB par habitant : données 1991 pour l'Allemagne, 1993 pour la République slovaque, 1995 pour l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, Israël et la République tchèque, 1996 pour le Chili et la Slovénie. Valeur ajoutée en pour cent du PIB : données 2008 pour le Canada, 2009 pour la France, l'Irlande, l'Islande et Israël. Les données comportent des estimations.

Japon. Rupture de série en 2004 pour la valeur ajoutée par secteur.

Dépenses de consommation finale privée

- Variation en pour cent par rapport à 1991 pour l'Allemagne, 1993 pour la République slovaque, 1995 pour le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, Israël et la République tchèque, 1996 pour la Slovénie.
- Consommation privée par type : données 2009 pour l'Australie, le Chili, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse ; ainsi que pour la Norvège en ce qui concerne les loyers et l'ameublement.
- Les données comportent des estimations.

Dépenses de consommation finale des administrations publiques

- Variation en pour cent par rapport à 1991 pour l'Allemagne, 1993 pour la République slovaque, 1995 pour le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, Israël et la République tchèque, 1996 pour la Slovénie.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. À l'avant-garde des efforts engagés pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent, l'OCDE aide les gouvernements à y faire face en menant une réflexion sur des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et la problématique du vieillissement démographique. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Panorama de l'environnement 2013

LES INDICATEURS DE L'OCDE

Sommaire

Résumé

Cadre des travaux de l'OCDE sur les données et indicateurs de l'environnement

Guide du lecteur

Tendances environnementales

- Émissions de gaz à effet de serre (GES)
- Émissions de dioxyde de carbone (CO₂)
- Émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)
- Émissions de particules et exposition de la population
- Utilisation des ressources en eau douce
- Tarification de l'approvisionnement public en eau
- Traitement des eaux usées
- Diversité biologique
- Utilisation des ressources forestières
- Utilisation des ressources halieutiques
- Déchets municipaux
- Déchets industriels et dangereux
- Utilisation des ressources en matières

Tendances sectorielles ayant une importance pour l'environnement

- Intensité et mix énergétiques
- Prix et fiscalité de l'énergie
- Trafic, véhicules et réseaux routiers
- Prix des carburants routiers
- Bilans nutritifs en agriculture
- PIB, population et consommation

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264221802-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

